



# RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2021



---

Concepteur et fabricant de solutions LED

# NOS RÉALISATIONS



# SOMMAIRE

01

## **RAPPORT DE GESTION.....4**

1. Présentation du groupe .....5
2. Analyse et faits marquants du groupe Lucibel sur l'exercice écoulé .....8
3. Analyse des résultats et de la situation financière du groupe Lucibel ...14
4. Analyse des résultats et de la situation financière de la société .....18
5. Evolution récente et perspectives .....21
6. Filiales et participations .....22
7. Proposition d'affectation du résultat .....23
8. Conventions règlementées .....23
9. Actionnariat de la société .....23
10. Rapport sur le gouvernement d'entreprise .....26
11. Autres informations .....33

02

## **COMPTES CONSOLIDÉS 2021 .....37**

03

## **COMPTES ANNUELS 2021 .....76**

04

## **RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES.....108**

1. Rapport sur les comptes consolidés .....109
2. Rapport sur les comptes annuels .....114
3. Rapport sur les conventions règlementées .....120



# RAPPORT DE GESTION



# RAPPORT DE GESTION

LUCIBEL  
Société anonyme  
Au capital de 2.810.526,13 €  
Siège social : 101, allée des vergers  
76 360 BARENTIN  
507 422 913 RCS Rouen  
(la « Société »)

RAPPORT DE GESTION  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
DU 15 JUIN 2022  
SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS  
LE 31 DECEMBRE 2021

Mesdames,  
Messieurs les actionnaires,

Le présent rapport de gestion a été arrêté par le Conseil d'Administration du 8 avril 2022.

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire (« l'Assemblée ») conformément aux dispositions de la loi et des statuts de notre Société à l'effet de vous rendre compte de sa gestion au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels de cet exercice ainsi que les divers rapports prévus par la réglementation.

Les Commissaires aux Comptes vous donneront par ailleurs lecture de leurs rapports.

## 1. PRESENTATION DU GROUPE

Lucibel SA (« Lucibel » ou « la Société »), société mère du Groupe Lucibel, est une société anonyme française constituée en 2008 et ayant son siège social à Barentin (France).

Lucibel et ses filiales forment un Groupe dont la principale activité est la conception, fabrication et commercialisation de solutions innovantes fondées sur la technologie LED (*Light-Emitting Diode*, ou diode électroluminescente). Le Groupe Lucibel est positionné pour l'essentiel sur les segments du marché professionnel pour lesquels ses solutions LED apportent une valeur d'usage maximale, à savoir les bureaux, les musées, les commerces et l'industrie.

## ACTIVITÉ HISTORIQUE

L'activité du Groupe s'articule autour de plusieurs segments de marché.

### 1. Secteur tertiaire

Lucibel intervient sur le marché tertiaire avec une gamme de luminaires conçus en France et fabriqués en grande partie dans son usine de Barentin. Sur ce marché, la concurrence est forte et le Groupe a rapidement compris la nécessité de proposer des produits à plus forte valeur ajoutée intégrant de nouvelles fonctionnalités.

### 2. Secteur des musées

Procédés Hallier, société acquise fin 2013, est spécialisée dans l'éclairage de musées. En fournissant des produits haut de gamme, fabriqués à Montreuil (93) dans son propre atelier, Procédés Hallier bénéficie d'une très forte notoriété sur ce segment de marché. Procédés Hallier cherche à étendre son activité sur des secteurs connexes tels que les boutiques de luxe, qui ont les mêmes exigences que les musées sur la qualité de la lumière et le rendu des couleurs, et qui doivent répondre à des contraintes fortes pour l'intégration des luminaires dans le concept défini par la marque.

### 3. Secteur du commerce et de la grande distribution

Ce secteur est couvert par Lorenz Light Technic, société acquise par le Groupe en avril 2019 et qui intervient essentiellement auprès des indépendants (Leclerc, Intermarché, Système U). L'intérêt de cette approche est de permettre de toucher directement le décideur dans une approche client « final », ce qui permet de traiter des projets de taille plus significative et parfois, d'obtenir des compléments sur le projet (galerie marchande de l'hypermarché, parapharmacie, ...). Dans un souci de rationalisation de la structure juridique du groupe Lucibel, Lorenz Light Technic a fait l'objet d'une transmission universelle de son patrimoine vers Lucibel SA au 31 décembre 2021.

### 4. Secteur du luminaire mobilier

Grâce à l'acquisition, en octobre 2018, de la société Confidence SAS, société spécialisée dans les luminaires sur pied et lampes de bureau, le Groupe a accès au segment de marché du « luminaire mobilier », moins concurrentiel que le segment "historique" de Lucibel du luminaire intégré au bâtiment. En effet, le design du produit est un élément décisif dans la décision d'achat de ces « objets éclairants », qui doivent allier technicité de l'éclairage et intégration dans l'environnement de travail.

## AU-DELÀ DE L'ÉCLAIRAGE

---

Depuis plusieurs années, le Groupe a investi d'importants moyens financiers et a mobilisé de nombreuses ressources pour concevoir, développer et commercialiser des applications et services qui vont au-delà de l'éclairage. Lucibel est notamment pionnier dans les technologies de communication par la lumière.

### 1. Le LiFi : accéder à internet par la lumière

En septembre 2016, Lucibel a commercialisé la 1<sup>ère</sup> solution industrialisée au monde de luminaires LiFi permettant d'accéder à internet par la lumière. Cette innovation, développée en partenariat avec l'entreprise écossaise pureLiFi, a déjà nécessité de nombreux investissements que le Groupe poursuit à la fois pour promouvoir la technologie auprès d'un nombre important de clients et pour proposer une solution encore plus performante sur le plan technique. Avec la mise sur le marché, en octobre 2018, de la 2<sup>ème</sup> génération de luminaires LiFi, le groupe Lucibel a confirmé son avance dans la maîtrise de la technologie LiFi. Le Groupe est très impliqué dans le groupe de travail créé par l'IEEE qui doit définir la norme LiFi. En effet, c'est à l'issue de ce processus de normalisation, que les ventes de solutions LiFi vont connaître une forte progression, notamment par l'intégration dans les ordinateurs et smartphones de modules permettant de lire le signal LiFi. La clé LiFi, aujourd'hui indispensable pour se connecter, ne sera donc plus nécessaire et ouvrira le LiFi au marché des particuliers.

### 2. Cronos : la lumière au service du bien-être et de l'efficacité

Lucibel a également développé une gamme de luminaires circadiens, c'est-à-dire capables de reproduire en intérieur le cycle de la lumière naturelle. En effet, des études récentes ont démontré qu'une exposition prolongée à la lumière artificielle avait un impact négatif sur notre santé car cela contribue à dérégler notre horloge biologique. Pour synchroniser le rythme circadien, qui régule de nombreuses fonctions physiologiques (cycle veille-sommeil, humeur, capacités de concentration et de mémorisation, appétit, ...), il faut donc reproduire, à l'intérieur des bâtiments, les conditions de la lumière naturelle, qui varie en couleur et en intensité tout au long de la journée.

Conçus en collaboration avec des médecins et chronobiologistes, les luminaires Cronos ont fait l'objet d'une étude clinique, menée par des médecins de l'Hôtel Dieu, à Paris, en novembre 2017, auprès de 70 collaborateurs de la société Nexity. Les résultats de cette étude, publiés en mai 2018, attestent de l'efficacité de ce dispositif. Pour plus de 3 utilisateurs sur 4, les bienfaits de cette solution se mesurent au niveau de la vigilance évaluée tout au long de la journée, de la performance à travers des tests cognitifs et de la qualité ressentie du sommeil. Le Groupe est convaincu de l'intérêt de cette solution qui peut parfaitement s'insérer dans les environnements tertiaires, scolaires ou dans les hôpitaux et cliniques. Cette solution présente également un intérêt pour tous les environnements dans lesquels la lumière naturelle n'est pas présente comme les galeries commerciales, les sites industriels, les entrepôts, .... Avec une offre de luminaires circadiens, Lucibel répond à de nouveaux besoins.

C'est notamment avec ce dispositif innovant, qui apporte « plus que la lumière » que le Groupe équipe de nombreuses agences de la Caisse d'Epargne notamment en Ile de France et prochainement dans la région Rhône-Alpes-Auvergne.

### **3. LuciConnect : une nouvelle approche opérationnelle en phase avec les attentes du marché**

LuciConnect, activité lancée par le Groupe début 2017, propose à ses clients une solution clé en mains, intégrant l'ensemble des composants « du tableau électrique à l'éclairage ». Cette solution est maquettée, assemblée et testée sur le site industriel de Barentin en fonction du cahier des charges établi par le client et des contraintes techniques d'implantation. Les différents modules constitués sont ensuite livrés sur le site à la demande du client, en fonction de l'avancement de son chantier.

Cette solution présente trois avantages majeurs :

- elle élimine tout risque de vol ou de détérioration des matériels puisque, dès leur réception, les matériels peuvent être installés ;
- elle évite tout risque de non compatibilité des produits entre eux (éclairage/tableau électrique), puisque les configurations sont testées préalablement lors du prémontage ;
- enfin, elle permet également une optimisation dans l'organisation des chantiers en limitant le nombre d'intervenants.

LuciConnect propose une offre complexe sur des projets de taille significative (100 K€ minimum) avec des cycles de vente longs. La société a débuté sa prospection commerciale début 2017 et a déjà signé plusieurs projets significatifs qui comprennent la fourniture de luminaires Lucibel, mais aussi toute la prestation de programmation de la GTB (gestion technique du bâtiment), aidant ainsi les entreprises à se mettre en conformité avec les nouvelles normes techniques (RT2020). Le Groupe est convaincu que l'offre de LuciConnect permet une vraie différenciation par rapport aux acteurs intervenant dans l'éclairage tertiaire. Son approche consiste à accompagner le client sur l'ensemble de son projet, de la conception à l'installation, cette dernière étant notamment grandement facilitée par les tests préalables effectués sur les appareils et par la phase de « pré-connexion » du câblage et des différents appareils (armoires, coffrets, luminaires). Ainsi, les aléas liés à l'installation restent extrêmement limités et le client maîtrise mieux l'avancement de son chantier.

### **4. Lucibelle Paris : la lumière au service de la cosmétique**

L'activité Lucibelle Paris consiste à commercialiser, par un réseau de vente directe, des produits cosmétiques (permettant de traiter les rides et vergetures par la lumière LED). Structurée autour de 150 vendeurs à domicile indépendants (VDI), cette activité présente l'avantage de supporter des coûts ajustables en fonction du niveau d'activité. Lucibelle Paris commercialise également ses produits sur quelques salons ciblés. Avec la crise sanitaire, Lucibelle Paris a également diversifié ses canaux de commercialisation et organise des événements « virtuels » sur internet au cours desquels les produits sont mis en avant.

Après un exercice 2020 en retrait, notamment en raison de la crise sanitaire, l'activité Lucibelle Paris a renoué avec la croissance en 2021. Les perspectives sur cette activité sont prometteuses notamment avec le lancement du masque de beauté OVE en juin 2021, remarqué par le groupe LVMH qui a annoncé un partenariat avec Lucibelle Paris en décembre 2021.

\*\*\*\*\*

Au 31 décembre 2021, le Groupe Lucibel compte 64 collaborateurs (dont 51 employés salariés en France par la Société Lucibel SA) et a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 9 147 K€ sur l'exercice 2021.

## 2. ACTIVITÉ ET FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ

Les commentaires suivants portent sur l'activité du Groupe Lucibel et sont établis sur la base des comptes consolidés en normes françaises.

### 2.1 Informations financières

#### COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Données en K€	2021	2020
Chiffre d'affaires	9 147	10 198
Achats consommés	(4 381)	(5 494)
Marge sur achats consommés	4 767	4 704
en % du chiffre d'affaires	52,1%	46,1%
Charges externes	(3 413)	(2 861)
Charges de personnel	(3 973)	(3 908)
Impôts et taxes	(99)	(227)
Autres produits d'exploitation	663	640
Autres charges d'exploitation	(54)	(9)
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>(2 110)</b>	<b>(1 662)</b>
Dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions	(742)	(449)
<b>Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition</b>	<b>(2 852)</b>	<b>(2 111)</b>
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	(196)	
<b>Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition</b>	<b>(3 048)</b>	<b>(2 111)</b>
Résultat financier	(72)	(38)
<b>Résultat courant des sociétés intégrées</b>	<b>(3 120)</b>	<b>(2 149)</b>
Résultat exceptionnel	178	(431)
Impôt sur les bénéfices	16	11
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>(2 926)</b>	<b>(2 569)</b>
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-	-
Intérêts minoritaires		-
<b>Résultat net</b>	<b>(2 926)</b>	<b>(2 569)</b>
Résultat net par action	(0,20)	(0,18)
Résultat net dilué par action	(0,20)	(0,18)



## BILAN CONSOLIDÉ

ACTIFS – en K€	31/12/2021	31/12/2020
Immobilisations incorporelles	3 314	3 415
<i>dont Ecart d'acquisition</i>	2 117	2 313
Immobilisations corporelles	391	541
Immobilisations financières	188	194
<b>Total actif immobilisé</b>	<b>3 892</b>	<b>4 150</b>
Stocks et en-cours	3 205	3 067
Clients et comptes rattachés	613	1 260
Autres créances et comptes de régularisation	1 632	1 467
Trésorerie et équivalents de trésorerie	983	2 514
<b>Total actif circulant</b>	<b>6 433</b>	<b>8 308</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>10 325</b>	<b>12 458</b>

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS – en K€	31/12/2021	31/12/2020
Capital	2 811	2 807
Primes liées au capital	534	523
Réserves de conversion groupe	(214)	(194)
Réserves et résultats accumulés	(4 661)	(1 734)
<b>Total Capitaux propres</b>	<b>(1 530)</b>	<b>1 402</b>
Intérêts hors groupe	-	(0)
Autres fonds propres	975	1 142
Provisions	569	467
Emprunts et dettes financières	4 970	3 663
Fournisseurs et comptes rattachés	1 918	1 843
Autres dettes et comptes de régularisation	3 423	3 942
<b>Total Dettes</b>	<b>10 311</b>	<b>9 448</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>10 325</b>	<b>12 458</b>

## TABLEAU DE VARIATION DES FLUX DE TRESORERIE

Données consolidées - En K€	31/12/2021	31/12/2020
Résultat net consolidé	(2 926)	(2 569)
Marge brute d'autofinancement (1)	(2 321)	(2 034)
Variation du BFR (2)	(360)	650
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité (1+2)</b>	<b>(2 681)</b>	<b>(1 383)</b>
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>(6)</b>	<b>(361)</b>
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>1 153</b>	<b>2 299</b>
Incidence des variations des cours de devises	1	-
<b>Variation de trésorerie nette</b>	<b>(1 534)</b>	<b>554</b>
<i>Trésorerie à l'ouverture</i>	2 514	1 960
<i>Trésorerie à la clôture</i>	980	2 514

## 2.2 Faits marquants de l'exercice

### 2.2.1 Activité du Groupe

#### CHIFFRE D'AFFAIRES 2021 CONSOLIDÉ DE 9,1 M€

Sur l'exercice 2021, l'activité du Groupe a été affectée par le net recul du chiffre d'affaires de sa filiale Lorenz Light Technic (- 62%), qui intervient dans le secteur de la grande distribution et reste impactée par la crise sanitaire. De plus, Lorenz Light Technic a été pénalisée par l'arrêt de travail de son dirigeant, Jean-Marc Lorenz, depuis août 2020.

Le Groupe a également pâti de la désorganisation des marchés de composants internationaux qui a engendré des retards d'approvisionnement ayant conduit à différer des livraisons aux clients. Néanmoins, la relocalisation de sa fabrication en France, qui s'est traduite par la création de filières de sous-traitance locales, a permis au Groupe de contenir l'impact de ces pénuries internationales de composants.

Grâce à leurs innovations et leur positionnement haut de gamme, les filiales Procédés Hallier et Lucibelle Paris ont enregistré une forte croissance de leur chiffre d'affaires en 2021, respectivement +22% et +32%, permettant ainsi au Groupe de contenir la baisse de son chiffre d'affaires à 10% entre les exercices 2020 et 2021.

#### MARGE BRUTE

En dépit d'un contexte économique défavorable, notamment en raison du renchérissement des prix des matières premières et des composants, le Groupe est parvenu à améliorer de façon significative son taux de marge brute, qui passe de 46,1% du chiffre d'affaires en 2020 à 52,1% sur l'exercice 2021.

Cette évolution s'explique par les efforts d'optimisation continue des coûts de fabrication sur les sites de Barentin et Montreuil, et par une appétence plus forte des clients pour les produits « *Made in France* », ce qui conforte le Groupe dans sa décision, prise dès 2014, bien avant la crise sanitaire, de relocaliser en France sa fabrication.

La forte progression du taux de marge brute permet une hausse de la marge brute en volume, qui s'établit à 4 767 K€ sur l'exercice 2021 contre 4 704 K€ en 2020.

## RÉSULTAT D'EXPLOITATION

---

### *Charges externes*

La hausse des charges externes (3 413 K€ en 2021 contre 2 861 K€ en 2020) s'explique essentiellement par l'évolution défavorable des coûts de transport (qui ont très fortement augmenté après la crise sanitaire, impact de 189 K€ sur l'exercice 2021) et par la forte augmentation des dépenses de marketing et communication (+135 K€ par rapport à 2020), initiées notamment dans le cadre du lancement du masque de beauté OVE en juin 2021.

Ces charges externes incluent également les frais d'études et de recherches (100 K€ en 2021) engagés par le Groupe pour les études cliniques menées sur les dispositifs cosmétiques vendus par Lucibelle Paris (Pad et masque de beauté OVE). Ces études ont permis de mettre en évidence la très grande efficacité de ces solutions technologiques (voir notamment les communiqués de presse des 13 janvier et 14 mars 2022).

### *Charges de personnel*

Au 31 décembre 2021, l'effectif total du Groupe s'élevait à 64 salariés contre 71 fin décembre 2020.

Les frais de personnels sont globalement stables à 3 973 K€ en 2021 contre 3 908 K€ sur l'exercice 2020, alors qu'en 2020, le Groupe avait bénéficié de mesures de chômage partiel qui avaient permis d'alléger les charges de personnel d'environ 300 K€.

### *Excédent brut d'exploitation et résultat d'exploitation*

L'excédent brut d'exploitation du Groupe ressort en perte de 2 110 K€ contre une perte de 1 662 K€ en 2020.

## RÉSULTAT NET

---

Après prise en compte du résultat financier et du résultat exceptionnel, qui intègre la plus-value réalisée sur la cession d'une des parcelles du site de Barentin dont le Groupe était resté propriétaire, ainsi que des frais de restructuration, la perte nette du Groupe s'établit à 2 926 K€.

## BILAN

---

Au 31 décembre 2021, les capitaux propres consolidés sont négatifs à hauteur d'environ 1,5 M€. Compte tenu d'une trésorerie brute disponible d'environ 1 M€ au 31 décembre 2021, l'endettement financier net du Groupe est légèrement inférieur à 5 M€.

Dans les autres dettes figure un produit constaté d'avance de 1 787 K€, correspondant à la plus-value résiduelle réalisée sur la vente du site de Barentin, qui est reconnue progressivement sur toute la durée de location du site.

Les besoins de trésorerie liés à l'exploitation en 2021 ont été couverts par les Prêts Garantis par l'Etat (PGE) à hauteur de 1 748 K€ et par la cession, pour 500 K€, d'une parcelle de terrain, adjacente au site industriel de Barentin (Seine-Maritime), qui n'était pas nécessaire à l'activité de Lucibel, son bâtiment de 12 400 m<sup>2</sup> étant suffisamment dimensionné pour l'exercice de son activité.

L'augmentation du besoin en fonds de roulement a également eu un impact sur les besoins de trésorerie.

Le Groupe n'ayant pas respecté les covenants bancaires définis dans le cadre d'un emprunt (résultat d'exploitation positif sur l'exercice, ratio [dettes financières nettes/fonds propres] >0,5) et capitaux propres consolidés supérieurs à 10 M€), il a adressé à la banque CIC, une demande de ne pas mettre en application la clause de remboursement anticipé attachée à ce bris de covenant, demande qui a été accordée par l'établissement.

### **2.2.2 Gouvernance :**

L'Assemblée générale mixte du 30 juin 2021 a en partie renouvelé le conseil d'administration de Lucibel SA. 3 nouveaux administrateurs ont été nommés dont la société NextStage AM, tandis que le mandat d'Aster Capital n'a pas été renouvelé.

L'exercice 2021 a également marqué par la démission de Monsieur Yves-Henry Brepson au 31 août et l'arrivée de Monsieur Stéphane Vanel, en tant que Directeur Général, le 1<sup>er</sup> septembre 2021.

### **2.2.3 Financements**

Au cours de l'exercice le Groupe a bénéficié de nouveaux Prêts Garantis par l'Etat qui lui ont permis de faire face à ces besoins de trésorerie :

- 370 K€ accordés par la Banque Populaire d'Alsace sur l'entité Lorenz Light Technic en complément de la 1<sup>ère</sup> tranche accordée en 2020 ;
- 500 K€ accordés par la Banque Populaire d'Alsace sur l'entité Lucibel ;
- 230 K€ accordés par la Banque Populaire d'Alsace sur l'entité Lucibelle Paris
- 648 K€ accordés par le Crédit Agricole Normandie Seine sur l'entité Lucibel.

### **2.2.4 Lancement du masque de beauté OVE**

Le 24 juin 2021, le groupe Lucibel a lancé la commercialisation d'un masque de beauté OVE, dessiné par Olivier Lapidus. Utilisant la photobiomodulation par la lumière LED, ce masque traite efficacement les rides du visage tout en corrigeant certaines imperfections de la peau comme en attestent les résultats de l'étude clinique menée par le laboratoire indépendant GREDECO. Cette solution innovante a d'ailleurs suscité le vif intérêt d'acteurs de la cosmétique dont le groupe LVMH, qui a annoncé en décembre 2021, la mise en place d'un partenariat entre Dior et Lucibel.

### **2.2.5 Lancement de la 3<sup>ème</sup> génération de luminaire LiFi**

Après avoir mis sur le marché, en septembre 2016, le 1<sup>er</sup> luminaire LiFi industrialisé au monde, puis une 2<sup>ème</sup> génération de cette solution disruptive permettant d'accéder à internet par la lumière en octobre 2018, Lucibel a mis sur le marché une 3<sup>ème</sup> génération de luminaire LiFi, aux performances améliorées et au design très épuré.

### **2.2.6 Liquidation de Lucibel Suisse**

La société Lucibel SA en sa qualité d'associé unique a décidé de procéder à la liquidation de sa filiale Lucibel Suisse. Au 31 décembre 2021, les formalités sont en cours.

### **2.2.7 Initiation du processus de liquidation de Lucibel Africa**

A la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2021, le Groupe a décidé d'initier la liquidation de sa filiale Lucibel Africa détenue à 80% par Lucibel SA. Le processus, fortement ralenti en raison de la crise sanitaire n'a toujours pas abouti.

### **2.2.8 Dissolution par transmission universelle du patrimoine de Lorenz Light Technic**

La société Lucibel SA en sa qualité d'associé unique, a décidé la dissolution anticipée de sa filiale Lorenz Light Technic et constaté la réalisation effective de la dissolution de la société Lorenz Light Technic à compter du 31 décembre 2021.



## **2.2.9 Cession d'une parcelle sur le site industriel de Barentin (76)**

Le 29 décembre 2021, le Groupe a cédé une parcelle de terrain de 4200 m<sup>2</sup> dont il était resté propriétaire pour 500 K€, réalisant une plus-value de 465 K€ qui est inscrite dans les produits exceptionnels de l'exercice. Cette parcelle adjacente au site de Barentin n'était pas indispensable à l'activité du Groupe ; les 12 400 m<sup>2</sup> de son site couvrant largement ses besoins.

## **2.2.10 Augmentation de capital suite à l'exercice de bons de souscription d'actions remboursables (BSAR)**

Faisant usage de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires en date du 25 juin 2019, aux termes de sa 8<sup>ème</sup> résolution, la Société a décidé de procéder à une attribution gratuite de bons de souscription d'actions remboursables (BSAR). Le 30 juillet 2020, chaque actionnaire de LUCIBEL a reçu gratuitement un BSAR par action détenue. Sur la base du capital de la Société à cette date, 14 193 496 BSAR ont été émis, quatre BSAR permettant de souscrire à une action nouvelle LUCIBEL au prix d'exercice par action de 1 €,

Sur l'exercice 2021, 72 584 BSAR ont été exercés donnant lieu à la création de 18 146 actions nouvelles, soit une augmentation de capital, prime d'émission incluse, de 18 146 €.

Au 31 décembre 2021, le nombre de BSAR encore en circulation était de 11 349 048, donnant droit jusqu'au 29 juillet 2022 inclus, à la création de 2 837 262 actions nouvelles, soit une augmentation de capital potentielle de 2 837 262 €, prime d'émission incluse.

## **2.3 Périmètre de consolidation**

Au 31 décembre 2021, le périmètre de consolidation du Groupe comprend 5 filiales, contrôlées à 100% par Lucibel SA à l'exception de Lucibel Africa (Maroc). Parmi les filiales, deux sont en sommeil (Lucibel Asia, et Diligent Factory) et deux sont en cours de liquidation (Lucibel Suisse et Lucibel Africa). Le Groupe comprend également deux entités mises en équivalence, SLMS et Lucibel Middle East (Emirats Arabes Unis).

Il n'y a pas eu de modification de périmètre durant l'exercice hormis la transmission universelle du patrimoine (TUP) de la société Lorenz light Technic vers la société LUCIBEL, actionnaire à 100%. Cette opération a été réalisée avec effet au 31 décembre 2021.

Le Groupe a décidé d'entamer une procédure qui devait conduire à la mise en liquidation judiciaire de sa filiale Lucibel Africa au cours de l'exercice. La liquidation n'étant toujours pas prononcée au 31 décembre 2021, la filiale reste dans le périmètre de consolidation du Groupe. Les créances de Lucibel vis-à-vis de sa filiale sont dépréciées pour faire face au risque d'irrecouvrabilité.

Pour rappel, Lucibel SA détient 20% de la société Citéclair, mais le Groupe n'exerçant aucune influence notable sur cette filiale, elle n'entre pas dans le périmètre de consolidation du Groupe.

Le détail des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2021 est indiqué dans la note 2 de l'annexe aux comptes consolidés.

### 3 ANALYSE DES RÉSULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

#### 3.1 Compte de résultat consolidé

##### CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 9 147 K€ sur l'année 2021, contre 10 198 K€ en 2020.

L'analyse du chiffre d'affaires selon la zone géographique des clients facturés s'établit comme suit :

Répartition du CA selon la zone géographique des clients facturés	2020	2021
France	8 673	9 502
Europe et reste du monde	475	696
<b>Total</b>	<b>9 147</b>	<b>10 198</b>
<b>Part du CA réalisé avec des clients internationaux</b>	<b>5,2%</b>	<b>6,8%</b>

La part du chiffre d'affaires réalisée auprès de clients internationaux diminue par rapport à l'exercice précédent et représente 5,2% du chiffre d'affaires total ce qui traduit le désengagement du Groupe sur les activités à l'étranger.

##### MARGE SUR ACHATS CONSOMMÉS

Le tableau ci-dessous présente l'évolution du taux de marge sur achats consommés.

En K€	2021	2020
Chiffre d'affaires	9 147	10 198
Achats consommés	(4 381)	(5 494)
<b>Marge sur achats consommés</b>	<b>4 767</b>	<b>4 704</b>
<b>en % du CA</b>	<b>52,1%</b>	<b>46,1%</b>

La marge sur achats consommés au 31 décembre 2021 s'établit à 4 767 K€ contre 4 704 K€ en 2020.

En dépit du contexte économique et notamment de la forte tension sur le prix des matières premières et des composants, le Groupe est parvenu à améliorer de façon significative son taux de marge brute, qui passe de 46,1% du chiffre d'affaires en 2020 à 52,1% sur l'exercice 2021.

L'amélioration continue des processus de fabrication et la création de filières d'approvisionnement françaises et européennes expliquent en grande partie cette évolution du taux de marge brute, qui permet de compenser une partie de la baisse du chiffre d'affaires.

## RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Données en K€	2021	2020
Chiffre d'affaires	9 147	10 198
Autres produits d'exploitation	663	640
Achats consommés	(4 381)	(5 494)
Charges externes	(3 413)	(2 861)
Charges de personnel	(3 973)	(3 908)
Impôts et taxes	(99)	(227)
Dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions	(742)	(449)
Autres charges d'exploitation	(54)	(9)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(2 852)</b>	<b>(2 111)</b>

Pour l'exercice 2021, la perte d'exploitation s'élève à 2 852 K€ contre une perte de 2 111 K€ sur l'exercice précédent. Cette dégradation s'explique essentiellement

- par la baisse d'activité enregistrée au cours de l'exercice même si la maîtrise des achats limite l'impact sur la rentabilité ;
- par l'évolution défavorable des charges externes qui augmentent de plus de 19% entre les deux exercices, avec notamment une hausse assez sensible des frais de transport et des frais de marketing/communication liés au lancement du masque de beauté OVE ;
- par une légère hausse des frais de personnel même s'il convient de rappeler qu'en 2020, le Groupe a bénéficié de mesures de chômage partiel qui lui ont permis d'alléger ses frais de personnel d'environ 300 K€ ;
- par une hausse très nette des dotations aux amortissements et aux provisions.

### 3.2 Bilan consolidé

Au 31 décembre 2021, le total du bilan consolidé s'établit à 10 325 K€ contre 12 458 K€ au 31 décembre 2020.

## ACTIF IMMOBILISÉ

Données en K€	31/12/2021	31/12/2020
Immobilisations incorporelles	3 314	3 415
<i>dont Ecart d'acquisition</i>	2 117	2 313
Immobilisations corporelles	391	541
Immobilisations financières	188	194
<b>Total actif immobilisé</b>	<b>3 892</b>	<b>4 150</b>

La variation du poste « *Ecart d'acquisition* » enregistrée sur l'exercice correspond à la dépréciation de la totalité de l'écart d'acquisition de Lorenz Light Technic (196 K€), les perspectives commerciales de cette activité étant limitées compte tenu de l'absence prolongée de son directeur commercial et surtout de la forte pression concurrentielle qui s'exerce sur le secteur de la grande distribution.

## ACTIF CIRCULANT

Données en K€	31/12/2021	31/12/2020
Stocks et en-cours	3 205	3 067
Clients et comptes rattachés	613	1 260
Autres créances et comptes de régularisation	1 632	1 467
Trésorerie et équivalents de trésorerie	983	2 514
<b>Total actif circulant</b>	<b>6 433</b>	<b>8 308</b>

Le niveau des stocks augmente de 4,5% entre les deux exercices, ce qui s'explique en grande partie par le renchérissement du coût des matières premières et des produits finis.

L'évolution du poste « *Clients et comptes rattachés* » s'explique à la fois par la baisse de l'activité et également par une meilleure maîtrise de ce poste avec des actions de relance systématique auprès des clients afin de recouvrer les créances dues.

La trésorerie à la clôture s'élève à 983 K€. Les besoins de trésorerie de l'exercice ont été couverts par les Prêts Garantis par l'Etat à hauteur de 1 748 K€ et par la cession, pour 500 K€, de l'une des deux parcelles de terrain dont le Groupe était resté propriétaire au moment de la cession du site industriel de Barentin.

## CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Les capitaux propres du Groupe sont négatifs à hauteur de 1 530 K€ au 31 décembre 2021, à comparer à des capitaux propres positifs de 1 402 K€ au 31 décembre 2020.

La variation des capitaux propres consolidés sur l'exercice 2021 intègre notamment la perte nette de la période à hauteur de 2 926 K€.

## DETTES

Le total de l'endettement consolidé au 31 décembre 2021 s'établit à 10 311 K€ contre 9 448 K€ au 31 décembre 2020 et se décompose de la façon suivante :

Données en K€	31/12/2021	31/12/2020
Emprunts et dettes financières	4 970	3 663
Fournisseurs et comptes rattachés	1 918	1 843
Produits constatés d'avance	1 957	2 179
Autres dettes et comptes de régularisation	1 466	1 763
<b>Total Dettes</b>	<b>10 311</b>	<b>9 448</b>

L'évolution du poste « *Emprunts et dettes financières* » au cours de l'exercice est liée :

- aux remboursements des échéances d'emprunts et dettes financières pour 461 K€ ;
- la souscription des Prêts Garantis par l'Etat à hauteur de 1 748 K€ ;
- l'enregistrement d'un dépôt de garantie pour la sous location d'une partie du site de Barentin (15 K€)

Au 31 décembre 2021, le Groupe disposait également d'avances conditionnées pour un montant de 975 K€. L'échéancier de ces dettes et emprunts figure en notes 27 et 29 de l'annexe aux comptes consolidés.



### 3.3 Liquidités et ressources en capital

La variation nette de trésorerie sur l'exercice est présentée dans les informations financières reprises en début de rapport.

Sur l'exercice 2021, l'insuffisance d'autofinancement s'élève à 2 321 K€ et s'explique par les pertes réalisées sur l'exercice. La variation du besoin en fonds de roulement (BFR) est détaillée ci-dessous :

Données en K€	31/12/2021	31/12/2020
Variation des stocks	(137)	(16)
Variation des créances clients	574	(45)
Variation des dettes fournisseurs	(25)	336
Variation des autres actifs et passifs opérationnels	(773)	375
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>(360)</b>	<b>650</b>

La variation du BFR a eu un impact négatif sur les besoins de trésorerie liés à l'exploitation. Les stocks et dans une moindre mesure les fournisseurs ont mobilisé davantage de trésorerie mais ces besoins ont été largement compensés par la diminution des créances clients. Cependant, la variation des autres actifs et passifs opérationnels a eu un impact négatif sur le besoin de trésorerie de l'exercice. Cette évolution s'explique par le fait qu'en 2020, le Groupe avait bénéficié du remboursement immédiat du Crédit Impôt Recherche 2019 ainsi que des reports de charges sociales, ce qui n'a pas été le cas en 2021.

### 3.4 Activité en matière de recherche et développement

L'innovation est un des axes majeurs de développement et de différenciation du Groupe.

Les équipes en charge du développement des produits, basées sur le site de Barentin, ont orienté leurs travaux autour des trois axes majeurs suivants :

- l'innovation technique : Lucibel assure une veille permanente sur l'arrivée de nouveaux matériaux, composants, puces LED et sous-ensembles proposés par les fabricants, avec l'objectif d'améliorer sans cesse les performances de ses produits en intégrant ou développant des technologies pertinentes pour faire face aux enjeux critiques de l'éclairage SSL (efficacité énergétique, réflexion et diffraction optique, dissipation thermique, stabilité de l'alimentation et de l'électronique embarquée...) ;
- l'innovation produit : l'électronique offre de multiples possibilités et permet d'élargir les fonctionnalités de nombreux produits. Ainsi le Groupe cherche en permanence à développer de nouveaux produits permettant de nouveaux usages et bénéfices pour les clients aussi bien dans le domaine de l'éclairage qu'au-delà de l'éclairage ;
- la protection de la propriété intellectuelle de Lucibel et son extension.

En 2021, les équipes de recherche et développement de la Société ont poursuivi les développements dans les domaines :

- de la cosmétique et du bien-être avec la mise au point de produits destinés à ce segment de marché.
- de la transmission de l'information par la lumière en exploitant notamment la technologie LiFi ;
- de l'éclairage avec la mise au point de produits d'éclairage circadien ;

Au 31 décembre 2021, le portefeuille de propriété intellectuelle du Groupe comprend 39 familles de brevet assurant la protection de plusieurs technologies développées par LUCIBEL relatives au LiFi, à la photobiomodulation ainsi qu'à des configurations techniques de luminaires.

Parmi ces 39 familles, au moins 3 familles de brevets comprennent des membres à l'international, notamment à travers des extensions aux USA et en Europe qui sont actuellement en cours de procédure devant les offices nationaux compétents.

Par ailleurs, plus de la moitié de ces 39 familles comprennent au moins un titre délivré, c'est-à-dire dont la délivrance a été accordée par au moins un office national.

## 4 ANALYSE DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE

Les données et commentaires présentés ci-après sont issus des comptes annuels de la Société. Les données relatives au bilan intègrent les données de sa filiale Lorenz Light Technic qui a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine avec effet au 31 décembre 2021.

### 4.1 Chiffres clés sociaux

Données du compte de résultat et du bilan (en K€)	2021	2020
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>6 113</b>	<b>6 307</b>
<b>Résultat exploitation</b>	<b>(2 640)</b>	<b>(2 805)</b>
<b>Résultats financier et exceptionnel</b>	<b>(459)</b>	<b>2 391</b>
<b>Impôts sur les bénéfices</b>	<b>284</b>	<b>399</b>
<b>Résultat net</b>	<b>(2 816)</b>	<b>(15)</b>
<b>Endettement financier net (*)</b>	<b>(3 326)</b>	<b>(1 068)</b>
Trésorerie	616	454
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (*)	(3 942)	(1 522)
<b>Capitaux propres</b>	<b>698</b>	<b>3 490</b>
dont Capital social	2 811	2 807

(\*) hors Avance de la Région Normandie comptabilisée au poste « Autres fonds propres » du bilan, et hors comptes courants intragroupe

### 4.2 Analyse des résultats de la Société

La Société a enregistré en 2021 un chiffre d'affaires de 6 113 K€, en recul de 3% par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires est essentiellement composé des revenus résultant de luminaires et divers accessoires et également de solutions utilisant la technologie LED pour des applications au-delà de l'éclairage (accès à internet par la lumière, masques de beauté à destination de sa filiale Lucibelle Paris). La Société reconnaît le chiffre d'affaires à la livraison des produits.

En 2021, malgré la pression concurrentielle et le renchérissement du prix des composants et des produits finis, la Société est parvenue à améliorer sensiblement son taux de marge brute qui est passé de 40.8% du chiffre d'affaires en 2020 à 50.7% sur l'exercice 2021.

Les charges d'exploitation ont augmenté de plus de 6% entre les deux exercices, les charges externes progressant de façon nettement plus importante (+18%), tandis que les charges de personnel ont progressé modérément (+3%).

L'augmentation des charges externes s'explique principalement par

- l'évolution du coût des transports (+191 K€), dans un contexte de forte augmentation suite à la crise sanitaire ;
- une augmentation des coûts de locations immobilières, ce poste intégrant désormais la taxe foncière de Barentin (impact de 85 K€) et la hausse prévue du loyer à compter de la 3<sup>ème</sup> année de location (impact de 40 K€) ;
- l'augmentation du poste « *Fournitures non stockables et petit équipement* » qui intègre notamment le coût de l'énergie et du carburant ;
- l'augmentation des honoraires, avec un recours plus important à des avocats pour traiter certains dossiers.

Sur l'exercice 2021, la Société enregistre un résultat financier en perte de 640 K€ car il intègre :

- la dépréciation des titres de sa filiale Lucibelle Paris suite à sa recapitalisation, pour un montant de 917 K€ ;
- un mali de fusion pour 270 K€ suite à la transmission universelle de patrimoine de Lorenz dans la Société ;
- une reprise de provision de 625 K€ constituée sur le compte courant de Lucibelle Paris, la souscription à l'augmentation de capital (1 008 K€) s'étant faite par compensation de créances entre la Société et sa filiale.

Après prise en compte du résultat financier et du résultat exceptionnel de 181 K€, qui intègre notamment la plus-value sur la cession de la parcelle de Barentin intervenue en fin d'année, la perte nette de l'exercice s'élève à 2 816 K€ contre une perte de 15 K€ en 2020, laquelle intégrait une remontée de dividendes de 3 M€ de la filiale Procédés Hallier.

### 4.3 Situation financière de la Société

Au 31 décembre 2021, le total du bilan, qui intègre les données de la filiale Lorenz Light Technic absorbée par voie de transmission universelle de patrimoine (TUP), s'établit à 14 803 K€ contre 15 534 K€ au 31 décembre 2020.

Il comporte, à l'actif, des actifs immobilisés à hauteur de 7 978 K€ contre 9 252 K€ au 31 décembre 2020 et des actifs circulants dont la valeur nette s'établit à 6 825 K€ au 31 décembre 2021 contre 6 282 K€ au 31 décembre 2020.

Les actifs immobilisés sont principalement constitués :

- **d'immobilisations incorporelles** dont la valeur nette au 31 décembre 2021 est de 892 K€ contre 712 K€ au 31 décembre 2020 ;
- **d'immobilisations financières** correspondant essentiellement à la valeur des titres de participation et des créances rattachées aux participations de la Société. La valeur nette du poste « Immobilisations financières » au 31 décembre 2021 s'élève à 6 804 K€ contre 8 183 K€ au 31 décembre 2020.

Les actifs circulants sont composés essentiellement :

- **des stocks** pour une valeur nette de 2 602 K€ au 31 décembre 2021 contre 1 920 K€ au 31 décembre 2020 ;
- **du poste « Clients et comptes rattachés »** qui s'élève à 275 K€ au 31 décembre 2021 contre 542 K€ au 31 décembre 2020 ;
- **du poste « Autres créances »** qui s'établit à 3 162 K€ au 31 décembre 2021 contre 3 237 K€ au 31 décembre 2020 et qui intègre la valeur des divers crédits d'impôts déclarés par la Société au titre des exercices précédents ainsi que des retenues de garantie constituées dans le cadre du contrat d'affacturage de la Société ;
- **et enfin, du poste « Valeurs mobilières de placement et disponibilités »** pour 616 K€ contre 454 K€ au 31 décembre 2020.

Au passif, les capitaux propres de la Société au 31 décembre 2021 s'élèvent à 698 K€ contre des capitaux propres de 3 490 K€ au 31 décembre 2020. Ils comprennent un capital social de 2 811 K€. La variation du poste « *Capitaux propres* » sur l'exercice écoulé intègre l'incidence de la perte nette enregistrée sur 2021 à hauteur de 2 816 K€. Les capitaux propres de la Société étant inférieurs à la moitié du capital social, la Société devra les reconstituer d'ici la fin de l'exercice 2024.

Les autres postes de passif s'élèvent à 14 104 K€ au 31 décembre 2021 contre 12 044 K€ au 31 décembre 2020. Les principales variations constatées sur l'exercice écoulé portent sur les postes suivants :

- **Autres fonds propres** présentant un solde de 975 K€ au 31 décembre 2021 contre 1 142 K€ au 31 décembre 2020. Ce poste correspond au solde de l'avance consentie par la région Normandie pour l'implantation de la Société sur le site de Barentin ;

- **Provisions pour risques et charges** présentant un solde de 492 K€ au 31 décembre 2021 contre 327 K€ au 31 décembre 2020.
- **Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit** dont l'encours restant dû au 31 décembre 2021 s'établit à 3 942 K€ contre 1 522 K€ au 31 décembre 2020 du fait de la mise en place de nouveaux emprunts pour la Société au cours de l'exercice (2 prêts garantis par l'Etat respectivement de 500 K€ et 648 K€) et par l'intégration des emprunts en cours de la société Lorenz Light Technic (impact de 1 454 K€) ;
- **Emprunts et dettes financières diverses auprès du Groupe** pour un montant de 4 139 K€ au 31 décembre 2021 contre 4 246 K€ au 31 décembre 2020. Le compte courant de Lorenz inscrit au passif a été totalement annulé du fait de la TUP (soit un impact de 1 332 K€), tandis que le compte courant de la filiale Procédés Hallier a augmenté de 1 211 K€ sur l'exercice ;
- **Dettes fournisseurs** qui s'élèvent à 1 487 K€ au 31 décembre 2021 contre 1 425 K€ au 31 décembre 2020 ;
- **Dettes fiscales et sociales** qui diminuent entre les deux exercices passant de 1 177 K€ au 31 décembre 2020 à 1 027 K€ à fin décembre 2021, la Société ayant commencé à rembourser les charges sociales et fiscales pour lesquelles elle avait obtenu un report dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 ;
- **Enfin, le montant des autres dettes** s'établit au 31 décembre 2021 à 2 042 K€ contre 2 205 K€ au 31 décembre 2020. Ce poste comprend essentiellement la valeur résiduelle de la plus-value réalisée sur la cession d'une partie du site de Barentin et va diminuer pendant toute la durée de l'engagement ferme de location pris par la Société (10 ans soit jusqu'en avril 2029).

## 4.4 Autres informations sur la Société

### CONSÉQUENCES SOCIALES DE L'ACTIVITÉ

---

Au 31 décembre 2021, l'effectif total de la Société s'élève à 46 contre 48 au 31 décembre 2020. Suite à la transmission universelle de patrimoine de Lorenz Light Technic au sein de Lucibel, l'effectif a été transféré dans Lucibel, portant l'effectif à 51 salariés.

L'horaire hebdomadaire de travail est fixé à 39 heures, la différence entre cet horaire et les 35 heures étant constatée sous la forme d'heures supplémentaires.

Au cours de l'exercice 2021, la Société a veillé à contenir dans des limites raisonnables les niveaux et l'évolution des rémunérations de ses salariés. Elle a consenti parfois à des augmentations de salaires individuelles pour retenir ou récompenser certains de ses collaborateurs. Ces augmentations sont intervenues dans le cadre de discussions individuelles, au cas par cas, et non dans le cadre de négociations collectives.

La Société a également veillé à ce que son organisation respecte les règles en matière de conditions d'hygiène et de sécurité et celles-ci ont été renforcées dans le cadre de la crise sanitaire avec la mise en place de protocoles sanitaires adaptés.

En matière de politique salariale, la Société entend mettre en œuvre un juste milieu entre les rémunérations fixes et les parts variables. Cette politique devra tenir compte des contraintes imposées par l'application de la convention collective applicable et des acquis des salariés concernés.

Enfin, et afin d'inciter ses collaborateurs à donner en permanence le meilleur de leurs possibilités et d'attirer de nouvelles compétences, les actionnaires de la Société ont approuvé la mise en place de programmes d'attribution de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise et d'actions gratuites.

Au 31 décembre 2021, la Société n'a pas mis en place d'accord de participation des salariés aux résultats de l'entreprise. Nous vous précisons que la participation des salariés au capital de la Société, au sens de l'article L. 225-102 du Code de commerce est égale à 0 au 31 décembre 2021.



## RACHAT D' ACTIONS PAR LA SOCIÉTÉ

---

En application de l'article L.225-211 du code de commerce, nous vous informons que la Société ne détient plus aucune action propre.

## DÉPENSES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT

---

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société a engagé des charges non déductibles fiscalement telles que visées aux articles 223 quater et 223 quinquies du Code Général des Impôts à hauteur de 28 K€. L'impôt sur les sociétés correspondant s'élève à 7,5 K€.

## 5 EVOLUTION RÉCENTE ET PERSPECTIVES

---

### ACTIVITÉ

---

Depuis son arrivée à la direction commerciale du groupe Lucibel en septembre 2021, puis à la direction générale, Stéphane Vanel, qui compte plus de 20 années d'expérience dans le pilotage commercial d'activités dans le secteur de l'éclairage, est parvenu à relancer la dynamique commerciale groupe, avec un portefeuille d'affaires en cours de négociation à un niveau historiquement élevé.

Néanmoins, Lucibel étant positionnée, dans son activité éclairage, sur des projets dont le calendrier de concrétisation s'étale sur 6 à 18 mois, l'impact de cette dynamique n'est pas encore perceptible sur le chiffre d'affaires de début 2022 mais commencera à se faire ressentir dès le 2<sup>nd</sup> semestre 2022.

Après une année 2021 de transition, Lucibel anticipe une reprise de la croissance de son activité, notamment en raison de l'arrivée à maturité de ses deux axes d'innovation principaux : le LiFi et la cosmétique par la lumière.

En effet, sur le domaine prometteur du LiFi, technologie permettant d'accéder à internet par la lumière, sur laquelle le groupe Lucibel est pionnier, les nouvelles installations en cours de réalisation, notamment un marché de plus de 100 K€ en cours d'installation à Rennes, illustrent un intérêt de plus en plus marqué pour cette technologie disruptive.

Dans son activité cosmétique, Lucibel est en phase de finalisation d'un contrat de partenariat majeur avec DIOR par lequel DIOR déploierait dans une vingtaine de pays le masque de beauté OVE, dans ses spas et auprès de ses clients particuliers.

Ce partenariat, ainsi que la mise sur le marché par Lucibel au 2<sup>nd</sup> semestre 2022 de nouveaux produits cosmétiques, complémentaires à la gamme existante, devraient permettre une forte croissance de cette activité cosmétique dès 2022.

La situation en Ukraine est sans conséquence directe identifiée à la date d'arrêté des comptes et du rapport de gestion. Toutefois, la Société n'a pas été en mesure de mener l'analyse des répercussions indirectes de cette situation, mais l'évaluation de ces impacts est en cours, étant entendu qu'aucune incidence significative n'est identifiée à ce jour.

### FINANCEMENTS

---

Au cours de l'exercice 2021, les besoins de financement de la Société et de ses filiales ont été couverts principalement par des Prêts Garantis par l'Etat (PGE) à hauteur de 1 748 K€ et par la cession, pour 500 K€, d'une des deux parcelles de son site de Barentin dont elle était restée propriétaire.

Début 2022, la Société a cédé le 2<sup>nd</sup>e parcelle de son site de Barentin pour un montant de 589 K€.

Dans le cadre de l'opération d'attribution gratuite de bons de souscription d'actions remboursables (BSAR) initiée en juillet 2020, la Société pourrait encore renforcer ces capitaux propres à hauteur d'un peu plus de 2,8 M€ en fonction des exercices de BSAR. Au 25 avril 2022, le montant des souscriptions d'actions réalisées

depuis le 1<sup>er</sup> janvier s'élève à 565 K€.

La Société bénéficie du soutien de ses actionnaires de référence et cherche à mettre en place de nouveaux financements. Elle demeure donc en contact avec de nombreux investisseurs et étudie de façon régulière diverses solutions de financement qui peuvent consister en des levées de nouveaux fonds propres ou prendre la forme d'émissions d'obligations.

Ces éléments ont été pris en considération pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes annuels.

## 6 FILIALES ET PARTICIPATIONS

---

### 6.1 Mouvements de participation et sociétés contrôlées

Au 31 décembre 2021, le périmètre de consolidation de la Société comprend 6 filiales contrôlées majoritairement par la Société et 2 entités (SLMS et Lucibel Middle East) mises en équivalence (cf. note 2 de l'annexe aux comptes consolidés).

La Société a opéré une transmission universelle de patrimoine (TUP) de sa filiale Lorenz Light Technic en date du 31 décembre 2021, avec effet fiscal rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

### 6.2 Analyse des résultats des filiales

#### PROCEDES HALLIER

---

Cette filiale, détenue à 100% par la Société depuis le 30 décembre 2013 commercialise des solutions d'éclairage à destination des musées et enseignes de luxe. En 2021, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 2 025 K€, en hausse de 21% par rapport à 2020 et généré un bénéfice net de 432 K€ contre 407 K€ en 2020.

#### LORENZ LIGHT TECHNIC

---

Cette filiale, acquise à 100% par la Société le 11 avril 2019, propose des solutions d'éclairage à destination de la grande distribution. Intégrée au Groupe depuis sa date d'acquisition, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 659 K€, en très nette baisse par rapport à l'exercice 2020, de près de 62%. Cette baisse d'activité a eu un impact très significatif sur le résultat de la filiale qui enregistre une perte nette de 497 K€ contre un bénéfice de 181 K€ au titre de l'exercice 2020. Cette filiale a fait l'objet d'une transmission universelle de son patrimoine au profit de Lucibel SA avec effet au 31 décembre 2021.

#### LUCIBELLE PARIS (EX LINE 5)

---

Créée en novembre 2014, cette filiale, détenue à 100% par la Société, est spécialisée dans la vente de produits bien-être et cosmétiques à destination des particuliers. Cette filiale a enregistré un chiffre d'affaires de 1 067 K€ en nette progression par rapport à l'exercice 2020 (+32%). Malgré cette évolution très favorable, le résultat net est en perte notamment en raison des dépenses de marketing et communication engagées pour le lancement du masque de beauté OVE et également pour le financement d'études cliniques visant à prouver l'efficacité des produits vendus.

#### LUCIBEL AFRICA

---

Cette filiale, détenue à 80% par la Société, commercialise les produits du Groupe essentiellement au Maroc où est le siège de la filiale. La Société a décidé d'entamer la procédure de liquidation de cette filiale à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2021 mais les démarches n'ont pas encore abouti. Son activité est quasiment nulle sur l'exercice et les pertes réalisées s'élèvent à 32 K€ sur la base des chiffres communiqués au 30 juin 2021.

#### LUCIBEL MIDDLE EAST

---

Lucibel Middle East (Emirats Arabes Unis) est une filiale détenue par la Société à hauteur de 40%, depuis juillet 2016. Sur l'exercice 2020, la filiale est parvenue à redresser sa situation en réalisant un chiffre d'affaires

de 438 K€, en hausse de 75% par rapport à 2019. Le résultat net de la filiale est quasiment à l'équilibre sur l'exercice, en nette amélioration par rapport à l'exercice antérieur au cours duquel elle avait réalisé une perte nette de 165 K€.

### **SLMS (SCHNEIDER LUCIBEL MANAGED SERVICE)**

---

SLMS, filiale détenue à 50% par la Société, est une société qui n'a plus aucune activité depuis le transfert de l'ensemble des salariés au sein de Lucibel SA. Le processus de liquidation devrait être initié au cours de l'exercice 2022 en accord avec Schneider Electric, qui détient également 50% du capital. Le résultat de cette filiale est une perte de 2 K€.

### **LUCIBEL SUISSE**

---

Lucibel Suisse, détenue à 100% par la Société, est une société dont la liquidation a été initiée sur l'exercice 2021 et qui devrait aboutir en 2022.

### **LUCIBEL ASIA**

---

Lucibel Asia, détenue à 100% par la Société, est une société mise en sommeil depuis 2017.

### **DILIGENT FACTORY (CHINE)**

---

En 2018, le Groupe a mis fin à l'activité de cette filiale (constituée en 2010 et détenue à 100% par Lucibel), qui consistait en une activité de support au sourcing de composants et de produits en Asie ainsi que de contrôle qualité.

## **6.3 Tableau des filiales et des participations**

Nous vous prions de vous reporter à la note 34 de l'annexe aux comptes annuels 2020 de la Société.

## **7 PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT**

---

Nous proposons à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à approuver les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2021, de constater que la perte nette de l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'élève à la somme de € et d'affecter ladite perte au compte report à nouveau, qui présentera, après l'affectation du résultat proposée, un solde débiteur de 2.830.839,26 €.

Il est rappelé que la Société n'a procédé à aucune distribution de dividendes au titre des trois exercices précédents.

## **8 CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES**

---

Nous vous remercions de prendre acte des conventions réglementées qui sont reprises dans le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions soumises aux dispositions des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce. Suite aux modifications législatives, ce rapport ne prend pas en compte les conventions entre la Société et ses filiales détenues à 100%.

## **9 ACTIONNARIAT DE LA SOCIÉTÉ**

---

### **9.1 Montant et structure du capital social**

Au 31 décembre 2021, le capital social de Lucibel s'élève à 2 810.684, 41 €, divisé en 14.929.768 actions entièrement souscrites et libérées et de même catégorie, d'une valeur nominale d'environ 0,1882 € par action.

A cette date, le capital de la Société en base non diluée se répartit de la façon suivante :

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital et de droits de vote théoriques	Nb. de droits de vote exerçable en AG	% de droits de vote réels
F.Granotier et Etoile Finance (société holding)	1 284 603	8,6%	1 284 603	8,6%
NextStage AM	3 514 725	23,5%	3 514 725	23,5%
Flottant	10 130 440	67,9%	10 130 440	67,9%
<b>TOTAL</b>	<b>14 929 768</b>	<b>100,0%</b>	<b>14 929 768</b>	<b>100,0%</b>

La Société n'a pas connaissance de l'existence d'autres porteurs détenant plus de 5% du capital. Aucune action ne dispose à la clôture de l'exercice d'un droit de vote double.

## 9.2 Titres non représentatifs de capital

Au 31 décembre 2021, la Société n'a émis aucun titre non représentatif de capital.

## 9.3 Capital autorisé mais non émis, engagement d'augmentation de capital

Le tableau ci-après récapitule la situation des autorisations d'émission d'actions et de valeurs mobilières en vigueur à ce jour, telles qu'elles résultent des assemblées générales réunies le 25 juin 2019 et le 30 juin 2021,

Numéro de la résolution et date de l'AGM	Délégation au conseil d'administration pour augmenter le capital social par :	Date de l'autorisation/ date d'échéance	Montant autorisé (nominal ou % du capital)	Prix d'émission	Utilisation à ce jour		Autorisation résiduelle à ce jour
					Date de l'utilisation par le conseil d'administration	Nombre	
17  (AGM 25/06/2019)	Autorisation à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions au profit des membres du personnel salarié et/ou des mandataires sociaux éligibles de la Société et des sociétés liées conformément à l'article L225-197-1 du code de Commerce	25/06/2019  25/08/2022  (38 mois)	3 % du nombre total d'actions composant le capital social existant à la date de la décision du Conseil d'administration		09/07/2020	67 400	12 966 actions gratuites à attribuer sur la base du nombre d'actions gratuites composant le capital au 31/12/2021
					27/07/2021	54 377	
					21/09/2021	287 900	
					10/12/2021	25 250	
14  (AGM 30/06/2021)	Augmentation de capital par incorporation de bénéfices, réserves ou primes, ou autres conformément à l'article L. 225-130 du Code de commerce	30/06/2021 30/08/2021 (26 mois)	3.000.000 € (1)				3.000.000 €
16  (AGM 30/06/2021)	Augmentation de capital par émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles et/ou donnant accès à des titres de créance de la Société ou d'une société liée	30/06/2021 30/08/2023 (26 mois)	3.000.000 € (1)				3.000.000 €
			6.000.000 € (2)				6.000.000 €

(1) Ces plafonds individuels s'imputent sur la limitation globale des autorisations d'émission en numéraire d'un montant de 6.000.000 € (en vertu de la 19<sup>ème</sup> résolution de l'AGM du 30/06/2021)

(2) Ces plafonds individuels s'imputent sur la limitation globale des autorisations d'émission en numéraire d'un montant de 9.000.000 € (en vertu de la 19<sup>ème</sup> résolution de l'AGM du 30/06/2021)



Numéro de la résolution et date de l'AGM	Délégation au conseil d'administration pour augmenter le capital social par :	Date de l'autorisation/ date d'échéance	Montant autorisé (nominal ou % du capital)	Prix d'émission	Utilisation à ce jour		Autorisation résiduelle à ce jour
					Date de l'utilisation par le conseil d'administration	Nombre	
17 (AGM 30/06/2021)	Autorisation d'augmenter, conformément à l'article L.225-135-1 du Code de commerce, le nombre de titres à émettre à l'occasion d'émissions réalisées avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription en vertu de la 16 <sup>ème</sup> résolution	30/06/2021  30/08/2023					
18 (AGM 30/06/2021)	Augmentation de capital par émission réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société conformément à l'article L. 225-138-1 du Code de commerce	30/06/2021  30/08/2023  (26 mois)	5 % du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration				
19 (AGM 30/06/2021)	Limitation globale des autorisations d'émission en numéraire	-	6.000.000 € (1) 9.000.000 € (2)				
20 (AGM 30/06/2021)	Emission de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) au profit des salariés et dirigeants éligibles, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers conformément à l'article L. 225-138 du Code de commerce	30/06/2021  30/08/2023  (26 mois)	300.000 € de valeur nominale	0,78 €  0,81 €  0,81 €	27/07/2021  21/09/2021  10/12/2021	725 000  440 000  30 000	399 048

(1) Ces plafonds individuels s'imputent sur la limitation globale des autorisations d'émission en numéraire d'un montant de 6.000.000 € (en vertu de la 19<sup>ème</sup> résolution de l'AGM du 30/06/2021)

(2) Ces plafonds individuels s'imputent sur la limitation globale des autorisations d'émission en numéraire d'un montant de 9.000.000 € (en vertu de la 19<sup>ème</sup> résolution de l'AGM du 30/06/2021)

## 9.4 Autres titres donnant accès au capital

### BONS DE SOUSCRIPTION DE PARTS DE CREATEURS D'ENTREPRISE (« BSPCE »)

Au 31 décembre 2021, le nombre de BSPCE attribués par le conseil d'administration dans le cadre des programmes autorisés par les actionnaires depuis la constitution de la Société et non annulés s'établit à 1 624 000, donnant le droit de souscrire à 1 624 000 actions nouvelles de la Société au prix moyen de 0,99 € par action. A cette date, 144 000 actions peuvent être souscrites suite à l'exercice de bons attribués au cours des années 2017 à 2019 à un prix moyen de 2,68 € par action. Au risque de devenir caducs, les bons attribués dans le cadre de ces plans doivent être exercés dans un délai de 5 ans à compter de l'attribution des bons et sous conditions de présence du salarié dans l'entreprise pour les BSPCE attribués à partir du Conseil d'administration du 6 avril 2016.

### OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

Au 31 décembre 2021, le nombre d'options de souscription attribuées par le Conseil d'administration dans le cadre des programmes autorisés par les actionnaires depuis la constitution de la Société et non annulés s'établit à 7 500, donnant le droit de souscrire à 7 500 actions nouvelles de la Société au prix moyen de 3,75 € par action. A cette date, ces options sont toutes exerçables. Au risque de devenir caduques, elles devront être exercées dans un délai de 7 ans à compter de leur attribution.

## ATTRIBUTIONS GRATUITES D' ACTIONS (« AGA »)

---

Au 31 décembre 2021, le nombre d'AGA attribuées par le Conseil d'administration dans le cadre des programmes autorisés par les actionnaires en cours d'acquisition et non annulées s'établit à 385 577, donnant le droit de souscrire à 385 577 actions nouvelles de la Société. La période d'acquisition de ces actions a été fixée à un an, deux ans ou 18 mois, la date d'acquisition variant du 9 juillet 2022 au 10 juin 2023 suivant les attributions. Lesdites actions seront définitivement acquises à l'issue d'une période de conservation d'une année supplémentaire, soit entre le 9 juillet 2023 et le 10 juin 2024.

## 10 RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

---

### 10.1 Composition et fonctionnement du conseil d'administration

La Société est constituée sous forme de société anonyme à conseil d'administration. Elle est régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par ses statuts.

La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés, renouvelés ou révoqués par l'Assemblée Générale Ordinaire. La durée des fonctions d'administrateur est de trois ou six ans, expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur. Ils sont toujours rééligibles. Depuis l'assemblée générale du 28 juin 2018, toutes les nouvelles nominations ou les renouvellements se font pour 3 ans

Depuis la constitution de la Société et jusqu'en juillet 2020, le conseil d'administration avait opté pour la non-dissociation des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général. Au cours de sa réunion du 9 juillet 2020, le conseil d'administration a décidé de nommer Monsieur Yves-Henry Brepson Directeur Général de la Société, Monsieur Frédéric Granotier conservant les fonctions de Président. Monsieur Yves Henry Brepson a démissionné de son mandat de Directeur Général le 31 août 2021 et il a été remplacé par Monsieur Stéphane Vanel, nommé par le conseil d'administration du 11 octobre 2021. Il convient de préciser que Monsieur Vanel dispose d'un contrat de travail salarié avec la Société au titre de ses fonctions de Directeur Commercial Groupe.

Au cours de l'exercice écoulé, le conseil d'administration a été en partie renouvelé avec la nomination par l'assemblée générale des actionnaires du 30 juin 2021 de deux nouveaux administrateurs, dont Nextstage AM et le non renouvellement du mandat de deux administrateurs. Suite à la démission d'un administrateur en date du 2 juillet 2021, une nouvelle administratrice a été cooptée par le conseil d'administration en date du 2 juillet 2021 de la coopter. Nous vous proposons de ratifier sa nomination lors de la présente assemblée, son mandat prenant fin à l'issue de l'assemblée générale appelé à statuer sur les comptes 2022.

Au cours du conseil d'administration du 2 juillet 2021, le Conseil a décidé de reconduire Monsieur Frédéric Granotier dans ses fonctions de Président du Conseil d'administration.

A la date d'approbation par le conseil d'administration du présent rapport, le conseil d'administration est composé de cinq membres dont quatre administrateurs personnes physiques et un administrateur personne morale.

Prénom, nom et adresse professionnelle	Fonction au sein du conseil d'administration	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat : assemblée statuant sur les comptes de l'année	Principale fonction exercée dans la Société	Mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années
<b>Frédéric Granotier</b> Lucibel SA 101, allée des vergers 76 360 Barentin	Président	22 octobre 2009  Président depuis le 24 novembre 2009	31 décembre 2023	Président	<b>En dehors du Groupe :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Gérant d'Etoile Finance SARL</li> <li>Vice-président du Conseil de surveillance de la société Younited Credit</li> <li>Président de Lili Light for Life</li> </ul> <b>Au sein du Groupe :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Administrateur de SLMS</li> <li>Représentant de Lucibel SA, Procédés Hallier SAS et Lorenz Light Technic SAS</li> </ul>
<b>Florence Richardson</b>  29 boulevard Malesherbes 75008 Paris	Administrateur indépendant	2 juillet 2021 (Cooptation)	31 décembre 2022	Néant	<b>En dehors du Groupe :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>AGIPI. Association loi 1904 (Code civil local Alsace Moselle) : Administratrice indépendante</li> <li>AGIPI Retraite - GERP (Groupement épargne retraite populaire) : Administratrice indépendante</li> <li>Société locale d'Epargne, Caisse d'Epargne Paris Est : Administratrice</li> <li>Acteos. SA. Administratrice indépendante</li> <li>WinEquity. SAS. Présidente</li> <li>Femmes Business Angels - Association Loi 1901 : Présidente</li> </ul>
<b>Catherine Coulomb</b> 36-38 avenue Kleber 75 016 Paris	Administrateur indépendant	20 février 2014 (Cooptation)	31 décembre 2023	Néant	<b>En dehors du Groupe :</b> Présidente d'Elemic2 Conseil SAS
<b>Alexandre Telingue</b> 7 cité Martignac 75007 Paris	Administrateur indépendant	30 juin 2021	31 décembre 2023	Néant	<b>En dehors du Groupe :</b> Président d'Optatis, SAS,

Prénom, nom et adresse professionnelle	Fonction au sein du conseil d'administration	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat : assemblée statuant sur les comptes de l'année	Principale fonction exercée dans la Société	Mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années
<b>NextStage</b> 19 avenue Georges V 75008 Paris	Administrateur	30 juin 2021	31 décembre 2023	Néant	<p><b>En dehors du Groupe :</b></p> <p><b>Comité Investissement :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Kibo Fund Ltd (Ile Maurice)</li> <li>- Directeur Général</li> <li>- Soparcif SAS</li> <li>- Gérant:</li> <li>- Holding nortstone SAS</li> <li>- NextStage Europe SC</li> <li>- Senmer SARL</li> </ul> <p><b>Représentant permanent Comité Stratégique :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Arkose SAS</li> <li>- Astream SAS</li> <li>- Financière Artplexe SAS</li> <li>- Glass Partners Solutions SAS</li> <li>- GoodHope SAS</li> <li>- INNOVARE HOLDING SAS</li> <li>- Locamod SAS</li> <li>- Lonsdale Développement SAS</li> <li>- Matteo Investissement (Refflectiv) SAS</li> <li>- Moonbikes SAS</li> <li>- NextSmile SAS</li> <li>- NordNext SAS</li> <li>- PlaceShaker SAS</li> <li>- Port Adhoc SAS</li> <li>- Quetzal SAS</li> <li>- Steel Shed Solutions SA (Luxembourg)</li> <li>- Yseop SAS</li> </ul> <p><b>Représentant permanent Conseil d'administration :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Astream SAS</li> <li>- Bagatelle Group Inc. Inc.</li> <li>- BOW SA (Luxembourg)</li> <li>- COFIR SA</li> <li>- Coopacademy SA (Suisse)</li> <li>- Demander Justice SAS</li> <li>- Matinvest SAS</li> <li>- MI3 (Maignon investissement 3) SA</li> <li>- Roctool SA</li> <li>- SEV SAS</li> <li>- Soparcif SAS</li> <li>- Yseop SAS</li> </ul> <p><b>Représentant permanent Conseil de Surveillance :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- FINACCA SAS</li> <li>- FINALEASE SECURITY GROUP SAS</li> <li>- Irbis Finance SAS</li> <li>- La Senlisienne de Portefeuille SA</li> <li>- New Black Gold SAS</li> <li>- Oodrive Capital SAS</li> <li>- PlaceShaker SAS</li> <li>- Solstyce SAS</li> <li>- XERFI SAS</li> </ul> <p><b>Vice-Président Conseil de Surveillance de Néolife SA</b></p> <p><b>Président de La Compagnie de Kairos SAS</b></p>

## 10.2 Direction générale

A la date du présent rapport, la direction générale de la Société est composée comme suit :

Prénom, nom et adresse professionnelle	Mandat	Date de première nomination	Echéance du mandat	Principales fonctions hors de la Société
<b>Frédéric GRANOTIER</b> Lucibel SA 101, allée des vergers 76 360 BARENTIN	Président	24 novembre 2009	Echéance de son mandat d'administrateur (à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2023)	Gérant de la société Etoile Finance SARL Directeur Général de Lucibelle Paris
<b>Stéphane VANEL</b> Lucibel SA 101, allée des vergers 76 360 BARENTIN	Directeur Général	11 octobre 2021	10 octobre 2024	Directeur Général de Procédés Hallier

Le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration. Les décisions du conseil d'administration limitant les pouvoirs du Directeur Général sont inopposables aux tiers. Le Directeur Général représente la Société dans ses rapports avec les tiers.

## 10.3 Rémunérations et avantages de chaque dirigeant mandataire social

Le versement total ou partiel des rémunérations variables cibles des dirigeants mandataires sociaux est soumis à l'appréciation du conseil d'administration.

Le conseil d'administration, apprécie l'atteinte ou non par chaque dirigeant des objectifs fixés, qui sont liés à la performance individuelle du dirigeant et à celle du Groupe, au regard des critères qui lui ont été préalablement fixés tels que : le respect des résultats par rapport au budget, la capacité à faire évoluer l'outil industriel et l'organisation du Groupe, l'obtention de nouveaux financements et la notoriété générale du Groupe.

### RÉMUNÉRATIONS DU PRÉSIDENT

Tableau récapitulatif des rémunérations (en euros)				
Frédéric GRANOTIER	Exercice 2020		Exercice 2021	
Président	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	130 000	129 078	120 000	120 000
Rémunération variable	0	23 333 <sup>(2)</sup>	12 491	12 491 <sup>(3)</sup>
Rémunération indirecte (1)	36 000	36 000	36 000	36 000
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature	9 701	9 701	5 692	5 692
<b>TOTAL</b>	<b>175 701</b>	<b>198 112</b>	<b>174 183</b>	<b>174 183</b>

(1) Correspond aux honoraires versés par la Société à la société Etoile Finance, société holding familiale contrôlée par Monsieur Frédéric Granotier, dans le cadre de la convention de prestations de services de conduite et d'animation de la politique générale de la Société et de ses orientations stratégiques conclue avec la Société.

(2) Au titre de l'exercice 2019

En complément à ces rémunérations, Monsieur Frédéric GRANOTIER a bénéficié d'attributions de BSPCE et d'Actions Gratuites de la Société détaillées ci-dessous :

<b>Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) attribués à M. Frédéric GRANOTIER par la Société et par toute société du Groupe depuis le début de son mandat</b>						
N° du plan	Date du plan	Date de l'attribution	Valorisation des BSPCE (en €)	Nombre de BSPCE attribués	Prix d'exercice (en €)	Période d'exercice
Plan n°2	27/05/2011	07/12/2011	31.728	30.000	5,00	(1)
Plan n°2	27/05/2011	09/02/2012	44.216	20.000	6,50	(1)
Plan n°4	27/06/2013	04/07/2013	56.060	20.000	7,50	(1)
Plan n°5	07/03/2014	07/03/2014	59.800	20.000	9,50	(1)
Plan n°7	20/06/2016	07/07/2016	31.075	50.000	2,02	(1)
Plan n°7	20/06/2016	15/03/2017	136 500	30.000	4,55	(2)
Plan n°8	15/05/2017	03/04/2018	78 000	30.000	2,6	(2)
Plan n°11	30/06/2021	27/07/2021	253 500	325 000	0,78	(3)
Plan n°11	30/06/2021	27/07/2021	78 000	100 000	0,78	(4)
<b>TOTAL</b>				<b>625.000</b>		

- (1) Les BSPCE n'ayant pas été exercés avant le terme du délai de 5 années d'exercabilité, ont été annulés soit un total de 90 000 BSPCE
- (2) Les BSPCE ont été annulés, les critères d'attribution n'ayant pas été atteints.
- (3) Les BSPCE sont immédiatement exerçables
- (4) Les BSPCE deviennent exerçables selon des critères de performance relatifs à l'exercice 2022.

<b>Attribution d'Actions Gratuites (AGA) à M. Frédéric GRANOTIER par la Société et par toute société du Groupe depuis le début de son mandat</b>				
N° du plan	Date du plan	Date de l'attribution	Valorisation des AGA (en €)	Nombre de AGA attribuées
Plan n°2	25/06/2019	27/07/2021	41 000	54 377
<b>TOTAL</b>				<b>54 377</b>

## DIRECTEURS GÉNÉRAUX

### 1/ Monsieur Yves-Henry Brepson (mandat jusqu'au 31 août 2021)

<b>Tableau récapitulatif des rémunérations (en euros)</b>				
<b>Yves-Henry BREPSON</b>	<b>Exercice 2020</b>		<b>Exercice 2021</b>	
Directeur Général	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	129 565	128 005	93 333	93 333
Rémunération variable	20 000	16 667 <sup>(1)</sup>		20 000 <sup>(2)</sup>
Rémunération indirecte				
Rémunération exceptionnelle			10 000	10 000
Jetons de présence				
Avantages en nature	6 910	6 910	4 802	4 802
<b>TOTAL</b>	<b>156 475</b>	<b>151 582</b>	<b>108 135</b>	<b>128 135</b>

(1) Au titre de l'exercice 2019

(2) Au titre de l'exercice 2020



En complément à ces rémunérations, Monsieur Yves Henry BREPSON a bénéficié d'attributions de BSPCE et d'Actions Gratuites de la Société détaillées ci-dessous :

<b>Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) attribués à M. Yves-Henry BREPSON par la Société et par toute société du Groupe depuis le début de son mandat</b>						
N° du plan	Date du plan	Date de l'attribution	Valorisation des BSPCE (en €)	Nombre de BSPCE attribués	Prix d'exercice (en €)	Période d'exercice
Plan n°7	20/06/2016	15/03/2017	136 500	30.000	4,55	(1)
Plan n°9	28/06/2018	26/04/2019	30.000	30.000	1,00	(1)
Plan n°10	25/06/2019	09/07/2020	97 000	100 000	0,97	(1)
<b>TOTAL</b>				<b>160.000</b>		

- (1) 50% des droits deviennent exerçables à l'issue d'une période de 24 mois après la date d'attribution des BSPCE ; le solde des droits (50%) devenant exerçables à l'issue d'une période de 36 mois après la date d'attribution sous conditions de présence dans la Société.

<b>Attribution d'Actions Gratuites (AGA) à M. Yves-Henry BREPSON par la Société et par toute société du Groupe depuis le début de son mandat</b>				
N° du plan	Date du plan	Date de l'attribution	Valorisation des AGA (en €)	Nombre de AGA attribuées
Plan n°2	20/06/2016	15/03/2017	31 643	7 660
<b>TOTAL</b>				<b>7 660</b>

## 2/ Monsieur Stéphane VANEL (mandat à compter du 11 octobre 2021)

<b>Tableau récapitulatif des rémunérations (en euros)</b>				
<b>Stéphane VANEL</b>	<b>Exercice 2020</b>		<b>Exercice 2021</b>	
Directeur Général	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe			43 333	43 333
Rémunération variable				
Rémunération indirecte				
Rémunération exceptionnelle			10 000	
Jetons de présence				
Avantages en nature			2 416	2 416
<b>TOTAL</b>			<b>55 749</b>	<b>45 749</b>

En complément à ces rémunérations, Monsieur Stéphane VANEL a bénéficié d'attributions de BSPCE et d'Actions Gratuites de la Société détaillées ci-dessous :

<b>Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) attribués à M. Stéphane VANEL par la Société et par toute société du Groupe depuis le début de son mandat</b>						
N° du plan	Date du plan	Date de l'attribution	Valorisation des BSPCE (en €)	Nombre de BSPCE attribués	Prix d'exercice (en €)	Période d'exercice
Plan n°11	30/06/2021	21/09/2021	81 000	100.000	0.81	(1)
Plan n°11	30/06/2021	21/09/2021	40.500	50.000	0,81	(2)
<b>TOTAL</b>				<b>150.000</b>		

- (1) 50% des droits deviennent exerçables à l'issue d'une période de 24 mois après la date d'attribution des BSPCE ; le solde des droits (50%) devenant exerçables à l'issue d'une période de 36 mois après la date d'attribution sous conditions de présence dans la Société.
- (2) Les BSPCE deviennent exerçables selon des critères de performance relatifs à l'exercice 2022.

<b>Attribution d'Actions Gratuites (AGA) à M. Stéphane VANEL par la Société et par toute société du Groupe depuis le début de son mandat</b>				
N° du plan	Date du plan	Date de l'attribution	Valorisation des AGA (en €)	Nombre de AGA attribuées
Plan n°2	25/06/2019	21/09/2021	41 000	50 000
<b>TOTAL</b>				<b>50 000</b>

La Société n'a pas mis en place de mécanisme de prime de départ ou d'arrivée pour les mandataires sociaux. Il n'existe pas non plus de régime complémentaire de retraite spécifique pour les mandataires sociaux.

## 10.4 Opérations sur titres réalisées par les administrateurs ou les directeurs généraux

### ACQUISITIONS / EXERCICES

Aucune opération d'acquisition ou d'exercice n'a été réalisée sur l'exercice 2020.

### CESSIONS

DECLARANT	INSTRUMENT FINANCIER	VOLUME	PRIX UNITAIRE	MONTANT DE L'OPERATION
F.Granotier et Etoile Finance	Actions	50 712	1,02 €	51 720 €
NextStage AM	Actions	289 200	0,66 €	190 872 €

## 10.5 Comité d'audit

Le conseil d'administration réuni en date du 23 juin 2015 a décidé de mettre en place un comité d'audit composé de deux membres : Madame Catherine Coulomb, membre du conseil d'administration de Lucibel, administrateur indépendant, et le fonds Aster Capital, représenté par Monsieur Jean-Marc Bally, membre du conseil d'administration de Lucibel.

Ce comité d'audit a été constitué en dehors de toute obligation légale.

Le comité d'audit est chargé notamment :

- d'assurer le suivi du processus d'élaboration de l'information financière ;
- d'assurer le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ;
- d'assurer le suivi du contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés par les commissaires aux comptes ;
- d'émettre une recommandation sur les commissaires aux comptes proposés à la désignation par l'assemblée générale et de revoir les conditions de leur rémunération ;
- et, de manière générale, d'apporter tout conseil et formuler toute recommandation appropriée dans les domaines ci-dessus.

Le comité d'audit se réunit au moins deux fois par an, selon un calendrier fixé par son président, pour examiner les comptes consolidés annuels et semestriels, sur un ordre du jour arrêté par son président. Il peut se réunir aussi à la demande de son président, de deux de ses membres, ou du président du conseil d'administration de la Société.

Suite à la crise sanitaire l'activité de ce comité a été suspendue et aucune réunion n'a eu lieu depuis l'examen des comptes semestriels 2019.

## **10.6 Conventions (article L.225-37-4 2° du code de commerce)**

Nous vous signalons qu'en application de l'article L.225-37-4 2° du code de commerce nous n'avons connaissance d'aucune convention intervenue, directement ou par personne interposée, entre, d'une part, l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % de notre Société et, d'autre part, une autre société dont notre Société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

## **11 AUTRES INFORMATIONS**

---

### **11.1 Prises de participation et de contrôle**

Au cours de l'exercice écoulé, il n'y a eu aucune prise de participation ou de contrôle.

### **11.2 Identité des détenteurs du capital**

Les actionnaires identifiés détenant plus de 5% du capital au 31 décembre 2021 sont :

- Frédéric Granotier directement et indirectement via sa société Etoile Finance : 8,6%
- NextStage AM : 23,5%

### **11.3 Etat des engagements hors bilan**

Se reporter à la note 29 de l'annexe aux comptes annuels 2021 de la Société.

## 11.4 Informations sur les délais de paiement des clients et fournisseurs

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 6 avril 2016 pris en application de l'article D. 441-4 du code de commerce, nous vous présentons sous forme de tableau les informations requises sur les délais de paiement des clients et des fournisseurs correspondant à la décomposition à la clôture des deux derniers exercices du solde des créances sur les clients et des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance en K€ :

2021	Article D. 441 I. - 1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441 I. - 2° : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total 1 jour et plus	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total 1 jour et plus
(A) Tranches de retard de paiement (hors factures fournisseurs non parvenues, hors factures clients à établir, clients effets à recevoir)												
Montant des factures concernées	466	317	37	30	261	644	549	312	20	48	63	443
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice	7%	5%	1%	0%	4%	10%						
Pourcentage du CA TTC de l'exercice							7%	4%	0%	1%	1%	6%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Montant total des factures exclues						0					2 364	2 364

NB : les ventilations concernent les postes nets

L'établissement de l'analyse des factures clients non réglées à la clôture appelle les observations suivantes :

- Les factures cédées dans le cadre du contrat d'affacturage, du fait du caractère « confidentiel » de ce contrat sont comprises dans l'analyse ci-dessus alors que le montant correspondant figure dans les engagements hors bilan (815 K€ au 31 décembre 2021) ;
- Dans les factures exclues figurent les factures en litige et les clients douteux.

2020	Article D. 441 I. - 1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441 I. - 2° : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total 1 jour et plus	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total 1 jour et plus
(A) Tranches de retard de paiement (hors factures fournisseurs non parvenues, hors factures clients à établir, clients effets à recevoir)												
Montant des factures concernées	600	238	-85	-29	59	182	846	366	120	-11	9	484
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice	9%	3%	-1%	0%	1%	3%						
Pourcentage du CA TTC de l'exercice							11%	5%	2%	0%	0%	7%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Montant total des factures exclues					148	148		5			2 442	2 447

## 11.5 Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Nature des indications	Exercice social clos le 31 décembre 2017	Exercice social clos le 31 décembre 2018	Exercice social clos le 31 décembre 2019	Exercice social clos le 31 décembre 2020	Exercice social clos le 31 décembre 2021
<b>1 – Capital en fin d'exercice</b>					
Capital social	10 519 961 €	14 193 496 €	14 193 496 €	2 807 269€	2 810 684€
Nombre des actions ordinaires existantes	10 519 961	14 193 496	14 193 496	14 911 622	14 929 768
Nombre des actions à dividende prioritaire existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
- Par conversion d'obligations	-	-	-		
- Par exercice de droits de souscription/AGA	989 294	828 334	737 750	3 584 808	3 222 839
<b>2 – Opérations et résultats de l'exercice</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	6 268 234 €	5 578 966 €	8 594 220€	6 307 211€	6 112 678€
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(1 769 660 €)	(8 351 700 €)	(479 642 €)	(41 533 €)	(2 296 671€)
Impôt sur les bénéfices	-	-	-		
Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-		
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(1 966 152 €)	(11 364 139 €)	(5 174 774 €)	(15 452 €)	(2 815 387 €)
Résultat distribué	-	-	-		
<b>3 – Résultat par action</b>					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	(0,13 €)	(0,56 €)	0,06€	0,02€	(0.13€)
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(0,19 €)	(0,80 €)	(0,36 €)	(0,00€)	(0.19€)
Dividende attribué à chaque action					
<b>4 – Personnel</b>					
Effectif des salariés à la fin de l'exercice	26	60	60	48	51(*)
Montant de la masse salariale de l'exercice	1 721 938 €	2 713 986 €	2 751 727 €	2 101 722 €	2 169 884 €
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvre sociale...)	600 254 €	1 038 767 €	1 057 667 €	819 171 €	846 495€

(\*) inclut l'effectif de Lorenz Light Technic

## 11.6 Commentaires sur les principaux risques et incertitudes

Se reporter au chapitre 4 « *Facteurs de risques* » du Prospectus de la Société visé par l'Autorité des Marchés Financiers en date du 17 décembre 2015, disponible sur le site internet de Lucibel, espace Investisseurs, rubrique Documents.

## 11.7 Résultats financiers du Groupe au cours des 5 derniers exercices

NATURE DES INDICATIONS	2017	2018	2019	2020	2021
I. - Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social (i)	10 520	14 193	14 193	2 807	2811
b) Nombre d'actions émises	10 519 961	14 193 496	14 193 496	14 911 622	14 929 768
II. - Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxe (i)	19 369	17 564	13 551	10 198	9 147
b) Bénéfice avant impôt, amortissements et provisions (i)	(994)	(2 645)	(10 389)	(2 141)	(1 912)
c) Impôts sur les bénéfices (i)	(2)	75	(91)	11	16
d) Bénéfice après impôts, amortissements et provisions (i)	(1 820)	(5 068)	(12 013)	(2 569)	(2 926)
e) Montant des bénéfices distribués (i)	-	-	-		
III. Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions (ii)	(0,17)	(0,19)	(0,73)	(0,14)	(0,13)
b) Bénéfice après impôts amortissements et provisions (ii)	(0,17)	(0,36)	(0,84)	(0,18)	(0,20)
c) Dividende versé à chaque action					
IV. - Personnel					
a) Nombre de salariés à la clôture (iii)	142	131	112	71	64
b) Montant de la masse salariale (i) (iv)	5 479	5 439	4 737	2 827	2 865
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres, etc.) (i) (v)	2 193	1 986	1 744	1 059	1 085

(i) Montant en K€

(ii) Montant en €

(iii) Jusqu'en 2019 inclus, le nombre de salariés incluait les salariés de Cordel, filiale en cours de liquidation

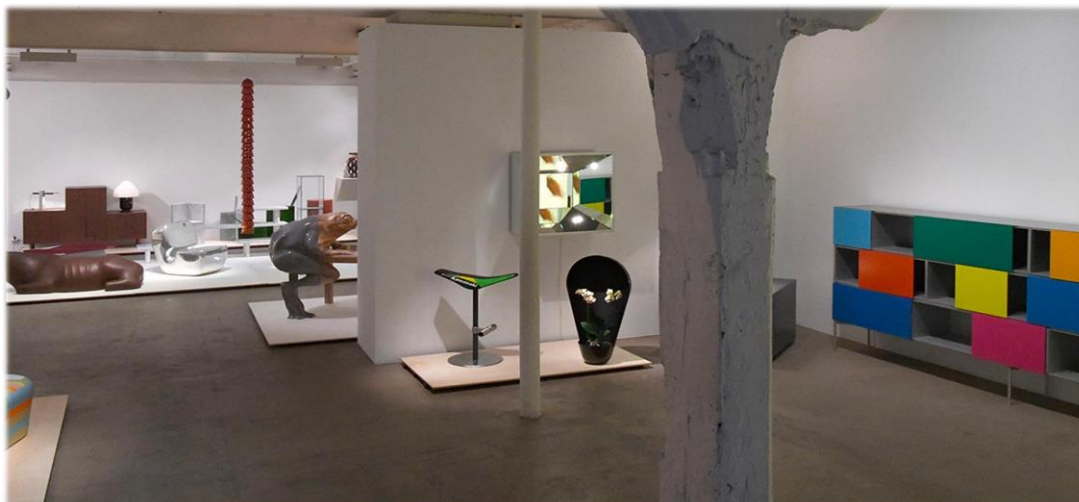
(iv) De même pour la masse salariale qui comprenait jusqu'en 2019 inclus le montant de la masse salariale de Cordel

(v) De même pour le montant des sommes versées au titre des avantages sociaux qui comprenait jusqu'en 2019 inclus le montant versé pour Cordel

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**



# COMPTES CONSOLIDÉS 2021



# COMPTES CONSOLIDES ETABLIS EN NORMES FRANÇAISES POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DECEMBRE 2020 ET 2021

## COMPTE DE RÉSULTAT

Données en K€	Notes	2021	2020
Chiffre d'affaires	4	9 147	10 198
Achats consommés	5	(4 381)	(5 494)
Marge sur achats consommés		4 767	4 704
en % du chiffre d'affaires		52,1%	46,1%
Charges externes	6	(3 413)	(2 861)
Charges de personnel	7	(3 973)	(3 908)
Impôts et taxes	8	(99)	(227)
Autres produits d'exploitation	9	663	640
Autres charges d'exploitation	10	(54)	(9)
<b>Excédent brut d'exploitation</b>		<b>(2 110)</b>	<b>(1 662)</b>
Dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions	11	(742)	(449)
<b>Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition</b>		<b>(2 852)</b>	<b>(2 111)</b>
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		(196)	
<b>Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition</b>		<b>(3 048)</b>	<b>(2 111)</b>
Résultat financier	12	(72)	(38)
<b>Résultat courant des sociétés intégrées</b>		<b>(3 120)</b>	<b>(2 149)</b>
Résultat exceptionnel	13	178	(431)
Impôt sur les bénéfices	14	16	11
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>(2 926)</b>	<b>(2 569)</b>
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	15	-	-
Intérêts minoritaires			-
<b>Résultat net</b>		<b>(2 926)</b>	<b>(2 569)</b>
Résultat net par action	16	(0,20)	(0,18)
Résultat net dilué par action		(0,20)	(0,18)

## BILAN

ACTIFS – en K€	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Immobilisations incorporelles	17	3 314	3 415
<i>dont Ecart d'acquisition</i>	18	2 117	2 313
Immobilisations corporelles	19	391	541
Immobilisations financières	20	188	194
<b>Total actif immobilisé</b>		<b>3 892</b>	<b>4 150</b>
Stocks et en-cours	21	3 205	3 067
Clients et comptes rattachés	22	613	1 260
Autres créances et comptes de régularisation	23	1 632	1 467
Trésorerie et équivalents de trésorerie	24	983	2 514
<b>Total actif circulant</b>		<b>6 433</b>	<b>8 308</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>10 325</b>	<b>12 458</b>

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS – en K€	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Capital	25	2 811	2 807
Primes liées au capital		534	523
Réserves de conversion groupe		(214)	(194)
Réserves et résultats accumulés		(4 661)	(1 734)
<b>Total Capitaux propres</b>		<b>(1 530)</b>	<b>1 402</b>
Intérêts hors groupe		-	(0)
Autres fonds propres	27	975	1 142
Provisions	28	569	467
Emprunts et dettes financières	29	4 970	3 663
Fournisseurs et comptes rattachés	30	1 918	1 843
Autres dettes et comptes de régularisation	31	3 423	3 942
<b>Total Dettes</b>		<b>10 311</b>	<b>9 448</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>10 325</b>	<b>12 458</b>

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Données en K€ sauf nombre d'actions	Capital		Primes d'émission	Actions propres	Réserves et résultats accumulés	Ecart de conversion	Capitaux propres, part attribuable aux actionnaires de la société mère
	Nbre d'actions	Montant					
<b>Au 31/12/2019</b>	<b>14 193 496</b>	<b>14 193</b>	<b>42 784</b>	<b>(375)</b>	<b>(53 096)</b>	<b>(194)</b>	<b>3 313</b>
Réduction de capital		(11 521)	(42 784)		54 305		-
Augmentation de capital	718 126	135	523				659
Résultat net de la période					(2 569)		(2 569)
Ecart de conversion							-
Autres variations							-
<b>Au 31/12/2020</b>	<b>14 911 622</b>	<b>2 808</b>	<b>523</b>	<b>(375)</b>	<b>(1 360)</b>	<b>(194)</b>	<b>1 402</b>
Réduction de capital							-
Augmentation de capital	18 146	3	10				13
Résultat net de la période					(2 926)		(2 926)
Ecart de conversion						(19)	(19)
Autres variations							-
<b>Au 31/12/2021</b>	<b>14 928 768</b>	<b>2 811</b>	<b>533</b>	<b>(375)</b>	<b>(4 286)</b>	<b>(213)</b>	<b>(1 530)</b>

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

Données en K€	31/12/2021	31/12/2020
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>(2 926)</b>	<b>(2 569)</b>
Quote-part de résultat des entités mises en équivalence		
Dotations nettes aux amortissements et provisions (hors dépréciation des actifs courants constatée dans la ligne de variation des créances clients et des stocks ci-dessous)	678	702
Gains ou pertes sur cession	(77)	(169)
Produit / Charge d'impôt différé sur le résultat	5	3
<b>Marge brute d'autofinancement (A)</b>	<b>(2 321)</b>	<b>(2 034)</b>
Variation des stocks	(137)	(16)
Variation des créances clients	574	(45)
Variation des dettes fournisseurs	(25)	336
Variation des autres actifs et passifs opérationnels	(773)	375
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité (B)</b>	<b>(2 681)</b>	<b>(1 383)</b>
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(72)	(68)
Décaissements liés aux frais de développement immobilisés	(437)	(260)
Décaissements liés aux prêts et dépôts	(1)	(16)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles	513	69
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	6	-
Flux de trésorerie liés aux opérations de regroupement d'entreprise	(16)	(87)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (C)</b>	<b>(6)</b>	<b>(361)</b>
Augmentation de capital de la société mère	14	659
Cession (acquisition) d'actions propres	-	-
Remboursement d'emprunts et de dettes financières (y.c avances conditionnées)	(628)	(460)
Emission d'emprunts et de dettes financières	1 766	2 101
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (D)</b>	<b>1 153</b>	<b>2 299</b>
Incidence des variations des cours de devises (E)	1	-
<b>Variation de trésorerie nette (B+C+D+E)</b>	<b>(1 534)</b>	<b>554</b>
<i>Trésorerie à l'ouverture</i>	<i>2 514</i>	<i>1 960</i>
<i>Trésorerie à la clôture</i>	<i>980</i>	<i>2 514</i>

En K€	2021	2020
Trésorerie et équivalent de trésorerie	983	2 516
Trésorerie passive	(3)	(2)
<b>Trésorerie nette</b>	<b>980</b>	<b>2 514</b>

## ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

---

### ASPECTS GENERAUX ..... 43

Note 1	Comptes consolidés et principes comptables .....	43
Note 2	Périmètre de consolidation et regroupements d'entreprises .....	50
Note 3	Secteurs opérationnels .....	51

### NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT ..... 52

Note 4	Chiffre d'affaires .....	52
Note 5	Achats consommés .....	53
Note 6	Charges externes .....	53
Note 7	Effectifs et charges de personnel .....	54
Note 8	Impôts et taxes .....	55
Note 9	Autres produits d'exploitation .....	55
Note 10	Autres charges d'exploitation .....	55
Note 11	Dotations aux amortissements et aux provisions .....	56
Note 12	Résultat financier .....	56
Note 13	Résultat exceptionnel.....	57
Note 14	Impôts sur les bénéfices .....	57
Note 15	Entités mises en équivalence .....	59
Note 16	Résultat par action .....	59

### NOTES RELATIVES AU BILAN ..... 60

Note 17	Immobilisations incorporelles .....	60
Note 18	Écarts d'acquisition .....	61
Note 19	Immobilisations corporelles .....	62
Note 20	Immobilisations financières .....	63
Note 21	Stocks.....	63
Note 22	Clients et comptes rattachés .....	63
Note 23	Autres créances et comptes de régularisation .....	64
Note 24	Trésorerie et équivalents de trésorerie .....	64
Note 25	Capitaux propres et informations sur le capital.....	65
Note 26	Plans d'options et assimilés .....	65
Note 27	Autres fonds propres.....	68
Note 28	Provisions .....	69
Note 29	Emprunts et dettes financières.....	70
Note 30	Fournisseurs et comptes rattachés .....	71
Note 31	Autres dettes et comptes de régularisation .....	71

### INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES ..... 73

Note 32	Engagements hors bilan .....	73
Note 33	Informations sur les parties liées.....	74
Note 34	Événements post-clôture .....	75
Note 35	Honoraires des commissaires aux comptes.....	75



## ASPECTS GENERAUX

---

### *Informations relatives à l'entreprise*

Le Groupe Lucibel (le « **Groupe** ») est spécialisé dans la conception et la distribution de solutions d'éclairage innovantes basées en particulier sur la technologie LED (*Light-Emitting Diod*, ou diode électroluminescente). Le Groupe est positionné pour l'essentiel sur les segments du marché des professionnels pour lesquels ses solutions LED apportent une valeur d'usage maximale, à savoir les bureaux, les musées, les commerces, et l'industrie. Le Groupe se diversifie dans d'autres domaines d'application de la LED comme la cosmétique ou la communication par la lumière pour laquelle la Société est pionnière dans l'industrialisation et la commercialisation du LiFi (accès à internet par la lumière)

La société mère du Groupe, Lucibel SA (la « **Société** »), créée en 2008, est une société anonyme, régie par les dispositions de la loi française et dont le siège social est situé à Barentin (France).

Le Groupe Lucibel compte 64 collaborateurs au 31 décembre 2021 et a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 9 147 K€ au cours de l'exercice 2021.

### NOTE 1 – Comptes consolidés et principes comptables

---

Les comptes consolidés sont établis suivant le règlement ANC n°2020-01.

Les comptes annuels consolidés 2021 du Groupe Lucibel (« le Groupe ») ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 8 avril 2022.

#### **Financement et continuité d'exploitation**

Au 31 décembre 2021, le Groupe dispose d'une trésorerie disponible de 983 K€ et de capitaux propres négatifs à hauteur de 1 530 K€. A cette date, l'endettement du Groupe s'élève à 5 945 K€ (y compris 975 K€ d'avances conditionnées).

Au cours de l'exercice 2021, les besoins de financement de la Société et de ses filiales ont été couverts principalement par des Prêts Garantis par l'Etat (PGE) à hauteur de 1 748 K€ et par la cession d'une parcelle de terrain sur le site de Barentin et dont le Groupe était resté propriétaire (500 K€).

En janvier 2022, le Groupe a cédé la 2<sup>nd</sup>e parcelle de terrain de son site de Barentin dont il était resté propriétaire pour un montant total de 589 K€

Dans le cadre de l'opération d'attribution gratuite de bons de souscription d'actions remboursables (BSAR) initiée en juillet 2020, la Société pourrait encore renforcer ces capitaux propres à hauteur d'un peu plus de 2,8 M€ en fonction des exercices de BSAR. Au 25 avril 2022, le montant des souscriptions d'actions réalisées depuis le 1<sup>er</sup> janvier s'élève à 565 K€.

La Société bénéficie du soutien de ses actionnaires de référence et cherche à mettre en place de nouveaux financements. Elle demeure donc en contact avec de nombreux investisseurs et étudie de façon régulière diverses solutions de financement qui peuvent consister en des levées de nouveaux fonds propres ou prendre la forme d'émissions d'obligations.

Ces éléments ont été pris en considération pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes annuels.

#### **Jugement et recours à des estimations**

La préparation des états financiers nécessite, de la part de la Direction de Lucibel, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur les montants des actifs et des passifs, sur ceux des produits et des charges, et sur l'information donnée dans les notes aux états financiers.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont déterminées à partir de l'expérience opérationnelle accumulée, de données de marché disponibles et sur la base d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs dans l'application des principes comptables retenus par le Groupe. Les montants définitifs qui figureront dans les futurs états financiers de Lucibel pourront être différents des valeurs actuellement estimées. Ces estimations et hypothèses sont réexaminées de façon continue.

Les estimations retenues qui contribuent de manière significative à la présentation des états financiers portent notamment sur les éléments suivants :

- Appréciation de la valorisation des écarts d'acquisition et autres actifs incorporels à durée indéterminée

Le Groupe LUCIBEL considère qu'il n'y a pas de durée d'utilisation limitée aux écarts d'acquisition et aux marques comptabilisés à l'actif de son bilan. En conséquence, ces éléments incorporels ne font pas l'objet d'un amortissement mais de tests de valeur à la clôture de chaque exercice dont les modalités sont précisées dans la note 18 de l'annexe.

- Reconnaissance des frais de développement à l'actif

Lucibel consacre des efforts importants à la recherche et au développement. Dans ce cadre, Lucibel doit effectuer des jugements et interprétations :

- pour déterminer les frais de développement qui doivent être capitalisés lorsque les six critères définis par l'article 212-3 du Plan comptable général sont satisfaits ;
- pour apprécier le caractère recouvrable de ces actifs qui repose sur les perspectives d'activité et de rentabilité.

- Provisions

Lucibel et ses filiales peuvent être impliquées dans des procédures judiciaires, administratives ou réglementaires dans le cours normal de son activité. Une provision est enregistrée par le Groupe dès lors qu'il existe une probabilité suffisante que de tels litiges entraîneront des coûts à sa charge. La direction du Groupe se rapproche de ses conseils et met en œuvre des jugements et des interprétations afin de déterminer sa meilleure estimation du risque encouru et d'établir le niveau de provisionnement du risque. Les provisions sont présentées en note 28.

## **Description des principes comptables**

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une manière uniforme par les entités du Groupe sur tous les exercices présentés.

### Méthodes de consolidation

#### *(i) Périmètre de consolidation*

Les entités contrôlées par la Société sont consolidées par intégration globale. Le contrôle existe lorsque la Société a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Les entités dans lesquelles la société détient une influence notable sont mises en équivalence.

#### *(ii) Transactions éliminées dans les états financiers*

Les soldes bilantiels, les pertes et gains latents, les produits et les charges résultant des transactions intra groupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés. Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les profits latents, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

### Date de clôture

Toutes les sociétés du Groupe clôturent leur exercice au 31 décembre de chaque année.

### Principes de conversion

L'euro est la monnaie de présentation des comptes du Groupe et est également la monnaie fonctionnelle de la société mère Lucibel et de ses filiales, hormis celles qui sont établies hors de la zone euro.

#### *(i) Transactions en monnaie étrangère*

Les ventes de marchandises et services en monnaie étrangère sont enregistrées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis dans la monnaie fonctionnelle en euro en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés en produits ou en charges. Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaie étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de la transaction.

Les différences de change relatives aux éléments monétaires qui font en substance partie intégrante de l'investissement net du Groupe dans une filiale étrangère consolidée sont inscrites directement en écart de conversion dans les capitaux propres.

#### *(ii) États financiers des activités à l'étranger*

Pour les besoins de la consolidation, les actifs et les passifs d'une activité à l'étranger, y compris l'écart d'acquisition, sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de clôture. Les produits et les charges d'une activité à l'étranger sont convertis en euros en utilisant le cours de change moyen de la période.

Les écarts de change résultant des conversions sont enregistrés en écarts de conversion, composante distincte des capitaux propres.

Les cours de change utilisés sont les suivants :

Devises		Taux de clôture 31/12/2021	Taux Moyen 2021	Taux de clôture 31/12/2020	Taux Moyen 2020
AED	Dirham EAU	4,17880	4,33401	4,48670	4,21370
CHF	Franc Suisse	1,03310	1,08141	1,08020	1,07031
CNY	Yuan	7,19470	7,63402	8,02250	7,87084
HKD	Dollar de Hong Kong	8,83330	9,19880	9,51420	8,85168
MAD	Dirham Marocain	10,47215	10,62434	10,88480	10,84960

### **Méthodes d'évaluation**

#### Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, lors de la première consolidation d'une entité dont le Groupe prend le contrôle :

- les actifs identifiables acquis et les passifs assumés sont évalués à la valeur d'utilité pour les biens destinés à l'exploitation ;
- les intérêts minoritaires sont évalués à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise.

A la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est évalué comme étant la différence entre :

- le prix d'acquisition de l'entité acquise, prenant en considération les compléments de prix éventuels définis dans le contrat d'acquisition et les coûts directement imputables à l'acquisition ;
- l'évaluation totale des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise.

L'identification et la valorisation des actifs et passifs s'appuient sur une démarche explicite et documentée. Le Groupe dispose d'un délai se terminant à la clôture du 1<sup>er</sup> exercice ouvert postérieurement à l'acquisition pour affecter l'écart d'acquisition dégagé. Si l'écart d'acquisition est négatif, il est rapporté au résultat sur une durée qui doit refléter les hypothèses et les conditions déterminées lors de l'acquisition, étant rappelé qu'à ce jour aucune acquisition de titres n'a généré un écart d'acquisition négatif.

L'écart d'acquisition positif est inscrit à l'actif immobilisé. L'entité détermine la durée d'utilisation, limitée ou non, de l'écart d'acquisition, à partir de l'analyse documentée des caractéristiques pertinentes de l'opération d'acquisition concernée, notamment sur les aspects techniques, économiques et juridiques. Lorsqu'il n'y a pas de limite prévisible à la durée pendant laquelle l'écart d'acquisition procurera des avantages économiques au Groupe, ce dernier n'est pas amorti. Lorsqu'il existe, lors de l'acquisition, une limite prévisible à sa durée d'utilisation, l'écart d'acquisition est amorti linéairement sur cette durée, ou, si elle ne peut être déterminée de manière fiable, sur 10 ans. Toute modification significative de la durée d'utilisation de l'écart d'acquisition est traitée de manière prospective.

L'entité doit apprécier, à chaque clôture des comptes, s'il existe un indice montrant que l'écart d'acquisition a pu perdre de sa valeur.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'écart d'acquisition est comparée à sa valeur actuelle. Si sa valeur actuelle devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Lorsque la durée d'utilisation de l'écart d'acquisition est non limitée, le test de dépréciation est réalisé au moins une fois par exercice, qu'il existe ou non un indice de perte de valeur. Les dépréciations comptabilisées ne sont jamais reprises.

#### Immobilisations incorporelles

##### *(i) Immobilisations acquises (en dehors des regroupements d'entreprises)*

Les immobilisations incorporelles acquises par le Groupe sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, et font l'objet d'un amortissement dès lors qu'elles ont une durée de vie limitée ; elles font l'objet de tests de valeur dans le cas contraire.

##### *(ii) Recherche et développement*

Les dépenses de recherche supportées en vue d'acquérir une compréhension et des connaissances techniques nouvelles sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les dépenses de développement engagées en vue de la production de nouveaux produits ou pour en améliorer substantiellement les performances, sont comptabilisées en tant qu'immobilisation si le Groupe peut démontrer la faisabilité technique et commerciale du matériel et la disponibilité de ressources suffisantes pour achever le développement. Ces conditions sont considérées remplies lorsque les six critères de capitalisation imposés par l'article 212-3 du Plan comptable général sont démontrés :

- faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- intention de la Société d'achever le projet,
- capacité de celle-ci à utiliser ou à vendre cet actif incorporel,
- démonstration de la probabilité d'avantages économiques futurs attachés à l'actif,
- disponibilité de ressources techniques, financières et autres afin d'achever le projet,
- évaluation fiable des dépenses de développement.

Les autres dépenses de développement, engagées notamment en vue de la maintenance évolutive et de l'optimisation courante des matériels sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

(iii) *Dépenses ultérieures*

Les dépenses ultérieures relatives aux immobilisations incorporelles sont activées seulement si elles augmentent les avantages économiques futurs associés à l'actif spécifique correspondant et si leurs coûts peuvent être évalués de manière fiable. Les autres dépenses sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

(iv) *Amortissements*

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations incorporelles sauf si elle est indéterminée.

Les autres immobilisations incorporelles sont amorties dès qu'elles sont prêtes à être mises en service. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Relations Clients .....	7 à 10 ans
Brevets, frais de recherche et développement .....	1 à 3 ans
Licences et logiciels .....	1 à 3 ans

(v) *Dépréciation*

Pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et les immobilisations incorporelles en cours, un test de dépréciation est effectué systématiquement une fois par an au 31 décembre, ou lorsqu'un indicateur de perte de valeur a été identifié.

Pour les autres immobilisations incorporelles, un test de dépréciation est effectué lorsqu'un indicateur de perte de valeur a été identifié.

Immobilisations corporelles

(i) *Actifs dont le Groupe est propriétaire*

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production (charges directes et indirectes engagées en vue d'amener les biens concernés en état de production), diminué du cumul des amortissements (voir ci-dessous) et du cumul des pertes de valeur (voir. § *Dépréciation*).

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées de vie utile différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes.

(ii) *Actifs loués*

Les immobilisations financées au moyen d'un contrat de location financement sont comptabilisées à l'actif du bilan dès lors qu'elles incluent une clause de rachat. Ces immobilisations sont amorties selon la méthode décrite ci-dessous et la dette correspondante figure au passif dans le poste « *Emprunts et dettes financières* ».

(iii) *Coûts ultérieurs*

Le Groupe comptabilise dans la valeur comptable d'une immobilisation corporelle le coût de remplacement d'un composant de cette immobilisation corporelle au moment où ce coût est encouru s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au Groupe et si son coût peut être évalué de manière fiable. Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

#### *(iv) Amortissements*

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée de vie utile estimée pour chaque composant d'une immobilisation corporelle. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Bâtiments	20 ans
Installations générales et agencements	3 à 10 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Véhicules en location financement	4 à 5 ans

#### Chiffre d'affaires et garanties

Le chiffre d'affaires est essentiellement composé des revenus résultant des ventes de solutions et systèmes d'éclairage LED comprenant notamment des sources, luminaires et divers accessoires.

Le Groupe reconnaît le chiffre d'affaires sur les ventes de solutions à la livraison des produits. Lorsque ces ventes sont associées à une prestation d'installation, le chiffre d'affaires est reconnu au terme de la prestation de services.

Le Groupe offre par ailleurs à ses clients une garantie sur produits défectueux généralement d'une durée de 12 à 36 mois pour laquelle le Groupe comptabilise une provision pour garantie.

Le Groupe accorde des remises de fin d'année à certains distributeurs selon les accords de distribution signés. Ces remises de fin d'année sont comptabilisées en diminution du chiffre d'affaires.

#### Stocks

Les stocks sont constitués :

- (i) de composants utilisés dans le cadre de la fabrication des produits et solutions LED commercialisés par le Groupe ;
- (ii) de produits finis.

Les stocks sont évalués au coût d'achat, calculé principalement selon la méthode du coût moyen pondéré augmenté le cas échéant des frais d'approche. Une provision pour dépréciation des stocks est constituée lorsque la valeur des stocks détenus est inférieure à leur valeur de réalisation, notamment suite à des changements intervenus dans la gamme de produits vendus ou lorsque des difficultés d'écoulement existent.

#### Créances

Les créances clients et les autres créances sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsqu'il existe des risques identifiés d'irrecouvrabilité, étant rappelé que les entités du Groupe ont souscrit des assurances crédit dont les effets sont pris en compte dans l'évaluation des provisions éventuelles.

Le Groupe a recours à un prestataire d'affacturage (factor) auprès duquel il cède une partie de ses créances clients en contrepartie d'un financement à court terme. De ce fait, les sommes avancées par le factor, en règlement anticipé des créances clients, sont constatées en moins du poste clients en application de la réglementation comptable. Par ailleurs, il convient de préciser que les contrats d'affacturages ne sont pas sans recours pour le factor puisqu'ils stipulent que les créances clients cédées par le Groupe et non réglées 45 jours après leur échéance seront « définancées ».

#### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités, les dépôts bancaires à vue et les découverts bancaires.



Les découverts bancaires ou soldes créditeurs de banque figurent au bilan, dans la rubrique « *Emprunts et dettes financières* » mais ils sont inclus dans le total de la trésorerie présentée dans le tableau de flux de trésorerie.

#### Provisions

En accord avec les articles 322-3 et 322-2 du Plan comptable général, une provision est comptabilisée dans le résultat lorsque le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

#### Charges et produits exceptionnels

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du Groupe.

#### Emprunts et passifs financiers

Les emprunts et autres dettes financières sont constitués :

- des emprunts bancaires, ainsi que d'autres emprunts divers et les intérêts courus afférents,
- des contrats de crédit-baux,
- des découverts bancaires.

#### Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

#### Avantages du personnel

Les engagements de retraite sont les seuls avantages du personnel à long terme. Ils sont constitués par les indemnités de fin de carrière (IFC) légales et conventionnelles du personnel des entités françaises. Le coût actuariel des engagements est pris en charge chaque année pendant la durée de vie active des salariés ; il est comptabilisé en résultat d'exploitation dans le poste « *Dotations aux amortissements et provisions* ». L'incidence des variations d'hypothèse est constatée immédiatement en compte de résultat.

Les autres plans de retraite supportés par le Groupe sont des plans à cotisations définies pour lesquels l'engagement de l'employeur se limite au versement des cotisations prévues.

#### Impôt sur le résultat

Depuis 2014 le Groupe bénéficie du régime d'intégration fiscale auquel adhère toutes les entités détenues à plus de 95% et ce, dès l'exercice suivant celui de leur acquisition.

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge ou le produit d'impôt exigible et la charge ou le produit d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement dans les capitaux propres ; auquel cas, il est comptabilisé en capitaux propres.

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

L'impôt différé est déterminé selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporaires qui apparaissent dès lors que la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôts différés :

- l'écart d'acquisition non déductible fiscalement,
- les différences temporaires liées à des participations dans des filiales dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

L'évaluation des actifs et des passifs d'impôt différé repose sur la façon dont le Groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Les actifs d'impôt différé sont réduits lorsqu'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

#### Résultat par action

Le résultat par action est déterminé en divisant le résultat net de l'ensemble consolidé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, calculé en fonction des dates d'encaissement des fonds provenant des augmentations de capital réalisées.

#### Information sectorielle

Pour les besoins de l'information sectorielle (ventilation du chiffre d'affaires et des immobilisations ou actifs employés, ventilation du résultat d'exploitation) par secteur d'activité ou zone géographique, un secteur d'activité ou une zone géographique est défini comme un ensemble homogène de produits, services, métiers ou pays qui est individualisé au sein de l'entreprise, de ses filiales ou de ses divisions opérationnelles, la segmentation adoptée pour l'analyse sectorielle étant issue de celle qui prévaut en matière d'organisation interne de l'entreprise.

#### Titres de l'entreprise consolidante

Les actions propres sont portées en réduction des capitaux propres sur la base de leur coût d'acquisition. Lors de la cession d'actions propres, les gains et pertes sont inscrits dans les réserves consolidées.

#### Subventions

Le Groupe réalise des dépenses de recherche et développement et peut bénéficier à ce titre d'un Crédit d'Impôt Recherche (CIR) ou d'un Crédit d'Impôt Innovation (CII), qui sont assimilés à des subventions publiques.

La part du CIR relative à des frais de développement capitalisés est enregistrée en « *Produits constatés d'avance* » et reconnue en résultat au rythme de l'amortissement des actifs incorporels correspondants. La part concernant des frais de recherche est constatée en résultat sur le même exercice que les frais correspondants.

Le Groupe bénéficie d'un certain nombre d'aides publiques, sous forme de subventions ou d'avances conditionnées. Ces avances sont enregistrées en « *Autres fonds propres* ».

### **NOTE 2 - Périmètre de consolidation et regroupements d'entreprises**

---

Il n'y a pas eu de modification de périmètre durant l'exercice hormis la Transmission Universelle du patrimoine de la société Lorenz vers la société LUCIBEL actionnaire à 100%. Cette opération a été réalisée avec effet au 31 décembre 2021.

Le Groupe a décidé d'entamer une procédure qui devait conduire à la mise en liquidation judiciaire de sa filiale Lucibel Africa au cours de l'exercice. La liquidation n'étant toujours pas prononcée au 31 décembre 2021, la filiale reste dans le périmètre de consolidation du Groupe, mais les créances de Lucibel vis-à-vis de sa filiale ont été dépréciées pour faire face au risque d'irrecouvrabilité et elles n'ont pas été éliminées dans le cadre de la consolidation car elles ne seront sûrement jamais recouvertes.

Pour rappel, Lucibel SA détient 20% de la société Citéclaire, mais le Groupe n'exerçant aucune influence notable sur cette filiale, elle n'entre pas dans le périmètre de consolidation du Groupe.

### Périmètre de consolidation

Au 31 décembre 2021, le périmètre de consolidation, constitué des filiales consolidées par intégration globale et des entreprises consolidées par mise en équivalence s'établit comme suit :

Nom de la Société	Pays d'activité	Méthode de consolidation (1)	% contrôle 2021	% contrôle 2020
Lucibel SA	France	IG	Société mère	Société mère
Lucibelle Paris (ex Line 5)	France	IG	100%	100%
Lorenz Light Technic (2)	France	IG		100%
Procédés Hallier	France	IG	100%	100%
Lucibel Africa (3)	Maroc	IG	80%	80%
Lucibel Suisse (3)	Suisse	IG	100%	100%
Diligent Factory (4)	Chine	IG	100%	100%
Lucibel Asia (4)	Chine (HK)	IG	100%	100%
Lucibel Middle East	EAU	MEQ	40%	40%
SLMS	France	MEQ	50%	50%

(1) IG : Intégration globale, MEQ: Mise en équivalence

(2) société qui a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine au profit de Lucibel SA au 31/12/2021

(3) société en cours de liquidation

(4) société en sommeil

### **NOTE 3 - Secteurs opérationnels**

L'information financière sectorielle est présentée selon les principes identiques à ceux du reporting interne et reproduit l'information sectorielle interne définie pour gérer et mesurer les performances de Lucibel.

Il n'existe qu'un seul secteur d'activité au sein du Groupe Lucibel qui regroupe les activités de développement et de commercialisation, tant en France qu'à l'étranger, de solutions basées sur la technologie LED.

## NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

### NOTE 4 - Chiffre d'affaires

Répartition du CA selon la zone géographique des entités de facturation	2021	2020
France	9 145	10 080
Afrique - Moyen Orient	3	118
<b>Total</b>	<b>9 147</b>	<b>10 198</b>

Répartition du CA selon la zone géographique des clients facturés	2021	2020
France	8 673	9 502
Afrique - Moyen Orient	254	301
Europe et reste du monde	220	395
<b>Total</b>	<b>9 147</b>	<b>10 198</b>

Répartition du CA par nature	2021	2020
Ventes de produits	8 734	9 880
Prestations de service	414	318
<b>Total</b>	<b>9 147</b>	<b>10 198</b>

Entre les deux exercices, le Groupe a enregistré une baisse de chiffre d'affaires de l'ordre de 10% qui s'explique en grande partie par la baisse très significative de l'activité de Lorenz Light Technic, filiale qui intervient dans le secteur de la grande distribution. L'activité de cette filiale a été très impactée par la crise sanitaire. De plus, Lorenz Light Technic a été pénalisée par l'incapacité de travail de son dirigeant, Jean-Marc Lorenz, depuis août 2020. Le chiffre d'affaires 2021 s'inscrit en baisse de 62% par rapport au chiffre d'affaires 2020 (659 K€ vs 1 733 K€). La baisse de chiffre d'affaires de Lucibel, qui intervient sur les marchés tertiaires, a également pesé sur l'activité du Groupe. Cette situation s'explique par la crise sanitaire dont les effets se sont prolongés sur 2021 et surtout par la désorganisation des marchés internationaux de composants. Les hausses de chiffre d'affaires enregistrées par les filiales Procédés Hallier et Lucibelle Paris, qui s'établissent respectivement à +22% et +32%, n'ont pas permis de compenser ces baisses.

La part des ventes réalisées à l'étranger diminue légèrement et représente un peu plus de 5% du chiffre d'affaires réalisé sur l'exercice 2021.

Les prestations de service représentent une faible part du chiffre d'affaires, d'environ 4,5%.

## NOTE 5 – Achats consommés

Les achats consommés se décomposent comme suit :

En K€	2021	2020
Achats et variation de stock de matières premières	2 304	2 310
Achats et variation de stock de marchandises	1 387	2 335
Achats d'études et sous-traitance	477	701
Achats non stockés de matières et fournitures	212	148
<b>Achats consommés</b>	<b>4 381</b>	<b>5 494</b>

Sur l'exercice 2021, le Groupe a enregistré une nette amélioration du taux de marge brute qui passe de 46,1% du chiffre d'affaires en 2020 à 52,1% en 2021. Cette performance s'explique en grande partie par une évolution favorable du mix produits, la part des produits vendus et fabriqués par le Groupe ayant fortement augmenté.

Les achats d'études et de sous-traitance concernent les activités Confidence, LuciConnect (intégrées dans Lucibel SA) et Lorenz Light Technic. Ils s'inscrivent en baisse du fait de la diminution de ces activités sur l'exercice 2021.

La baisse de chiffre d'affaires est totalement compensée par la diminution des achats consommés, la marge brute réalisée en 2021 s'élevant à 4 767 K€ contre 4 704 K€ en 2020.

## NOTE 6 - Charges externes

Le tableau ci-dessous détaille les charges externes supportées par le Groupe :

Répartition des charges externes	2021	2020	Variation	
			en K€	en %
Locations immobilières et charges locatives	659	608	51	8%
Autres locations (véhicules, matériel)	157	184	(26)	-14%
Entretiens et réparations	140	103	37	36%
Assurances	96	87	9	10%
Etudes et recherche	102	100	2	2%
Honoraires et commissions	980	859	122	14%
Marketing/Communication	317	182	135	74%
Transports sur achats et ventes	543	354	189	53%
Frais déplacements - Missions - Réception	162	156	6	4%
Frais postaux et téléphone	115	109	7	6%
Services bancaires	63	48	15	31%
Autres	78	71	7	10%
<b>Total</b>	<b>3 413</b>	<b>2 861</b>	<b>552</b>	<b>19%</b>

Les charges externes augmentent fortement (+19%) entre l'exercice 2020 et l'exercice 2021.

L'analyse du détail des charges externes montre que l'essentiel de l'augmentation est lié à la hausse significative de 3 postes :

- **Les honoraires et commissions augmentent de 14%** : l'augmentation des commissions est corrélée à celle du chiffre d'affaires de Lucibelle Paris, même si des mesures ont été prises pour mieux maîtriser le montant des commissions allouées au réseau de vente (progression du chiffre d'affaires de Lucibelle Paris de 33% entre les 2 exercices et progression des commissions d'un peu plus de 10%). L'impact de la hausse du chiffre d'affaires de Lucibelle Paris sur le montant des commissions représente environ 35 K€ entre les 2 exercices. Le Groupe a également eu recours à des prestations d'avocats pour gérer certains dossiers contentieux (71 K€ en 2021 contre seulement 11 K€ en 2020).
- **Les dépenses de marketing / communication ont très fortement augmenté**, passant de 182 K€ en 2020 à 317 K€ en 2021 (+74%). Cette évolution s'explique par les importantes dépenses de publicité engagées par Lucibelle Paris et par le Groupe, notamment dans le cadre du lancement du masque de beauté OVE. De nouveaux contrats avec des agences de relations publiques ont ainsi été signés, contribuant à augmenter les dépenses de communication.
- **Les frais de transport augmentent de façon très importante entre les deux exercices (+53%)**, alors que sur cette période, le chiffre d'affaires a diminué de 10%. Cette situation s'explique par le renchérissement du coût de transport des composants mais aussi des transports sur ventes. Les hausses de prix décidées par le Groupe, successivement en novembre 2021 et mars 2022, devraient couvrir une partie de la hausse de ces charges de transport mais le plein impact de ces mesures ne sera perceptible qu'en 2022.
- Les autres postes de charges externes augmentent pour certains, mais de manière moins significative : ainsi l'augmentation des loyers et charges locatives était prévisible avec l'augmentation du loyer du site de Barentin à compter de la 3<sup>ème</sup> année de location (passage du loyer de 340 K€ annuels à 395 K€ annuels, à compter du 2<sup>ème</sup> trimestre 2021) et avec l'intégration de la taxe foncière de Barentin dans les charges externes (comptabilisée jusqu'à présent dans le poste « Impôts et taxes »).
- Les dépenses engagées pour les « Etudes et recherches » restent au même niveau que sur l'exercice 2020 : il s'agit des dépenses engagées pour mener des études cliniques sur les produits commercialisés par Lucibelle Paris, et prouver l'efficacité de ces dispositifs cosmétiques. En 2020, ce poste concernait les dépenses de recherches et d'études pour la technologie LiFi, solution d'accès à internet par la lumière.

## NOTE 7 - Effectifs et frais de personnel

### Effectifs

Au 31 décembre 2021, l'effectif total du Groupe s'élève à 64 salariés contre 71 au 31 décembre 2020.

### Charges de personnel

En K€	2021	2020
Rémunérations et charges sociales	3 973	3 908
<b>Total</b>	<b>3 973</b>	<b>3 908</b>

Les charges de personnel ont augmenté de moins de 2% entre les deux exercices. Pour rappel, en 2020, le Groupe avait bénéficié des mesures de chômage partiel mises en place par l'Etat pour faire face à la baisse d'activité liée à la crise sanitaire. Pour l'ensemble du Groupe, cette prise en charge par l'Etat avait représenté 338 K€.

## NOTE 8 – Impôts et taxes

---

La diminution du poste « *Impôts et taxes* », qui passe de 227 K€ en 2020 à 99 K€ en 2021, s'explique par le fait que la taxe foncière de Barentin est comptabilisée en charges externes dans le poste « *Locations immobilières et charges locatives* », Lucibel n'étant plus propriétaire du site de Barentin. Par ailleurs, le Groupe a bénéficié d'une baisse de la cotisation foncière des entreprises (CFE) mise en œuvre dans le cadre du plan de relance adopté par l'Etat suite à la crise sanitaire.

## NOTE 9 - Autres produits d'exploitation

---

Les autres produits d'exploitation se décomposent comme suit :

En K€	2021	2020
Production stockée	(25)	(124)
Frais de développement capitalisés	309	238
Subvention d'exploitation	12	
Autres produits	357	459
Transfert de charges	10	66
<b>Total</b>	<b>663</b>	<b>640</b>

Les frais de développement capitalisés correspondent à une partie des frais de personnel de recherche portée par Lucibel SA. L'augmentation constatée entre les deux exercices s'explique principalement par la reprise des projets de recherche sur l'exercice 2021 qui avaient été en partie stoppés en 2020 en raison de la crise sanitaire.

Le poste « *Autres produits* » comprend notamment :

- le crédit d'impôt recherche qui correspond à la part du CIR 2021 attribuable aux dépenses de recherche conservées en charge et à la reprise en résultat des CIR des années antérieures au rythme de l'amortissement des dépenses de recherche capitalisées (75 K€) ;
- la quote-part de plus-value sur la cession du site de Barentin reconnue au titre de l'exercice 2021 pour un montant de 246 K€.

En 2020, le poste « *Transfert de charges* » était principalement constitué des reclassements des coûts relatifs aux opérations de restructuration en charges exceptionnelles.

## NOTE 10 - Autres charges d'exploitation

---

Sur l'exercice 2021, le montant des autres charges d'exploitation s'élève à 54 K€ contre 9 K€ sur 2020. Cette évolution s'explique par la comptabilisation des redevances dues à Olivier Lapidus pour le design du masque de beauté OVE et par l'enregistrement d'une provision de 15 K€ pour les jetons de présence des administrateurs indépendants au titre de l'exercice 2021.



## NOTE 11 - Dotations aux amortissements et aux provisions

En K€	2021	2020
Dot. / (Rep.) provisions - amortissements sur immo. incorporelles	243	516
Dot. / (Rep.) provisions - amortissements sur immo. corporelles	156	173
Dot. / (Rep.) provisions sur stock	248	(157)
Dot. / (Rep.) provisions sur créances clients	85	(111)
Dot. / (Rep.) provisions	10	28
<b>Total</b>	<b>742</b>	<b>449</b>

Les dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles concernent les dépenses de recherche et de développement qui sont capitalisées et amorties en moyenne sur 3 ans à compter du début de la commercialisation du produit visé par les frais de recherche.

Les dotations aux provisions sur stock résultent d'un travail d'analyse des produits détenus en stock afin de prendre en compte l'obsolescence de certains produits, compte tenu de l'évolution des marchés sur lesquels le Groupe intervient.

Les dotations aux provisions sur créances clients concernent des créances sur Lucibel Africa que le Groupe a décidé de déprécier car elles ne seront sans doute jamais recouvertes en raison de la décision de liquidation de cette entité prise au cours de l'exercice 2021.

## NOTE 12 - Résultat financier

Les principales composantes du résultat financier sont les suivantes :

En K€	2021	2020
Dotations financières aux amortissements et provisions	(42)	(55)
Intérêts et charges assimilées	(35)	(26)
Différences négatives de changes		(13)
Autres charges financières	(2)	(2)
<b>Total des charges financières</b>	<b>(79)</b>	<b>(96)</b>
Autres intérêts et produits assimilés	4	3
Reprise de dotations aux amortissements et aux provisions financières	-	10
Différences positives de changes	3	2
Autres produits financiers	0	42
<b>Total des produits financiers</b>	<b>7</b>	<b>58</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(72)</b>	<b>(38)</b>

Le Groupe a enregistré des compléments de provisions sur des créances financières qu'il pense ne pas pouvoir recouvrir.

L'augmentation des charges d'intérêts s'explique par le fait qu'en 2020 le Groupe avait bénéficié, dans le cadre de la crise sanitaire, d'un différé de remboursement des emprunts bancaires pendant 6 mois. L'évolution s'explique également par le paiement d'intérêts sur les Prêts Garantis par l'Etat consentis en 2020.

## NOTE 13 – Résultat exceptionnel

Les principales composantes du résultat exceptionnel sont les suivantes :

En K€	2021	2020
Produit net /(Perte nette) sur cession d'immobilisations corporelles	461	4
Valeur nette comptable des immobilisations incorporelles abandonnées	(108)	
Subvention d'investissement virée au résultat de l'exercice	4	
Plus-value de déconsolidation		127
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	(46)	(440)
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	6	16
Autres produits et charges exceptionnels	(105)	(193)
(Dotations) / Reprises de provisions	(35)	55
<b>Total</b>	<b>178</b>	<b>(431)</b>

Sur l'exercice 2021, le résultat exceptionnel intègre la plus-value de cession de 465 K€ sur l'une des deux parcelles de terrain dont le Groupe était resté propriétaire au moment de la cession de son site de Barentin en avril 2019.

Sur l'exercice, le Groupe a également enregistré des éléments exceptionnels qui ont eu un impact sur le résultat exceptionnel :

- l'abandon de projets de recherche et développement pour lesquels d'autres options techniques ont été prises et/ ou pour lesquels les avantages économiques futurs n'ont pas été confirmés. Ces arbitrages ont entraîné la reconnaissance d'une charge de 108 K€ sur l'exercice correspondant à la valeur nette comptable des projets abandonnés ;
- des charges exceptionnelles de restructuration à hauteur de 108 K€ ;
- des charges exceptionnelles sur exercices antérieurs à hauteur de 46 K€ ;
- des provisions sur deux dossiers contentieux pour 69 K€ et la provision du Crédit Impôt Innovation déclaré au titre de 2021 (21 K€), le statut de PME communautaire ayant été contesté par l'administration fiscale pour l'exercice 2020 et le Groupe n'étant pas certain de le retrouver pour 2021 ;
- des reprises de provision pour 72 K€ pour des risques soldés au cours de l'exercice.

## NOTE 14 - Impôts sur les bénéfices

### Ventilation de la charge ou du produit d'impôt

Le produit d'impôt sur les bénéfices se ventile comme suit :

En K€	2021	2020
(Charge) Produit d'impôt courant	21	14
(Charge) Produit d'impôts différés	(5)	(3)
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>11</b>

## Impôts différés par nature

En K€	2020	Entrée de périmètre	Variation	2021
Immobilisations incorporelles	(184)		23	(161)
Déficits reportables et autres différences temporaires	189		(28)	161
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>(5)</b>	<b>0</b>

## Rapprochement de l'impôt comptabilisé et de l'impôt théorique

L'écart entre l'impôt sur les sociétés calculé selon le taux en vigueur en France et le produit ou la charge d'impôt au compte de résultat s'analyse comme suit :

En K€	2021	2020
Résultat avant impôt hors résultat des mises en équivalence et des activités abandonnées	(2 942)	(2 580)
<i>Taux d'impôt en vigueur</i>	<i>26,50%</i>	<i>28,00%</i>
<b>(Charge) Produit d'impôt théorique calculé au taux en vigueur</b>	<b>780</b>	<b>722</b>
Incidence sur la (charge) produit d'impôt des :		
- Défisits antérieurs activés non utilisés	(5)	
- Défisits de la période non activés	(700)	(641)
- Différentiel de taux	(4)	(1)
- Autres éléments	(55)	(69)
<b>(Charge) Produit d'impôt constaté au compte de résultat</b>	<b>16</b>	<b>11</b>

Au 31 décembre 2021, les déficits fiscaux non activés du Groupe, qui pourraient être utilisés sur les bénéfices futurs, s'établissent et se répartissent comme suit :

En K€	2021	2020
France	48 437	45 303
Afrique		224
<b>Total</b>	<b>48 437</b>	<b>45 527</b>

Les déficits reportables en France, soit 48 437 K€ au 31 décembre 2021, sont reportables de manière indéfinie. L'utilisation des reports déficitaires est néanmoins plafonnée : conformément aux textes fiscaux en vigueur, l'imputation d'un déficit antérieur est plafonnée à 50% du bénéfice imposable de l'exercice au-delà de 1 M€.

Les déficits reportables au Maroc indiquées à la clôture 2020 ont été annulés compte tenu de la décision de liquider la filiale Lucibel Africa.

Les déficits reportables des entités en sommeil n'ont pas été repris car il y a peu de probabilité qu'ils puissent être utilisés par le Groupe.

Il est précisé que, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, Lucibel SA a constitué un groupe d'intégration fiscale avec les sociétés Cordel Développement, Cordel, et Procédés Hallier. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la société Lucibelle Paris (ex Line 5) et à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, la société Lucibel Barentin ont rejoint l'intégration fiscale du Groupe. Lucibel Healthcare, qui était dans le groupe d'intégration fiscale en 2014 et 2015, a été absorbée par voie de transmission universelle de patrimoine (TUP) en 2016. De même, Lucibel Barentin et Cordel Développement ont été absorbées par voie de TUP en 2018. Enfin, Lorenz Light Technic a rejoint le groupe d'intégration fiscale depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et a été absorbée par voie de TUP au 31 décembre 2021. La filiale Cordel en est sortie du fait de sa liquidation prononcée le 14 janvier 2020.

## NOTE 15 – Entités mises en équivalence

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2015, la société SLMS détenue à 47%, puis à 50% depuis mars 2018, dont le contrôle est exercé conjointement, et depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016 la société Lucibel Middle East détenue à 40%, sont mises en équivalence dans les comptes du Groupe Lucibel.

Pour rappel, la société SLMS est une société mise en sommeil depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, date du transfert des salariés vers Lucibel SA.

L'information financière simplifiée 2021 des sociétés mises en équivalence est présentée ci-dessous (issue des comptes communiqués par ces entités) :

En K€	SLMS	Lucibel Middle East (*)
Actifs courants	328	134
Actifs non courants		1
Capitaux propres	(361)	(1 500)
Passifs courants	688	1 633
Passifs non courants		2
Chiffre d'affaires	1	438
Résultat net	(4)	(0)

(\*) les données communiquées sont celles de 2020

## NOTE 16 - Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice (hors titres d'autocontrôle)

Les instruments donnant droit au capital de façon différée (BSPCE, actions gratuites et options, voir note 26) sont considérés comme anti dilutifs car ils induisent une augmentation de la perte par action. Ainsi, le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action.

Résultat par action	2021	2020
Résultat de l'exercice (en K€)	(2 921)	(2 569)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	14 924 302	14 193 496
Résultat de base par actions (€ / action)	(0,20)	(0,18)
Résultat dilué par action (€ / action)	(0,20)	(0,18)

## NOTES RELATIVES AU BILAN

### NOTE 17 - Immobilisations incorporelles

VALEUR BRUTE en K€	Ecarts d'acquisition	Frais de développement	Relations clients	Marques	Autres immo. incorporelles	Immo. incorporelles en cours	Total
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>2 313</b>	<b>2 171</b>	<b>706</b>	<b>581</b>	<b>658</b>	<b>186</b>	<b>6 614</b>
Acquisitions		117			10	329	<b>456</b>
Sorties					(4)	(115)	<b>(119)</b>
Variations de périmètre							-
Reclassement / mise au rebut		300				(300)	-
Autres variations				6	1		<b>7</b>
<b>Au 31 décembre 2021</b>	<b>2 313</b>	<b>2 589</b>	<b>706</b>	<b>587</b>	<b>664</b>	<b>100</b>	<b>6 958</b>

AMORTISSEMENTS en K€	Ecarts d'acquisition	Frais de développement	Relations clients	Marques	Autres immo. incorporelles	Immo. incorporelles en cours	Total
<b>Au 31 décembre 2020</b>	-	<b>(1 963)</b>	<b>(497)</b>	<b>(129)</b>	<b>(609)</b>	-	<b>(3 199)</b>
Dotations	(196)	(143)	(70)		(30)		<b>(439)</b>
Sorties					1		<b>1</b>
Variations de périmètre							-
Reclassement en passif des activités abandonnées							-
Autres variations				(6)	(1)		<b>(7)</b>
<b>Au 31 décembre 2021</b>	<b>(196)</b>	<b>(2 107)</b>	<b>(567)</b>	<b>(135)</b>	<b>(640)</b>	-	<b>(3 644)</b>

VALEUR NETTE en K€	Ecarts d'acquisition	Frais de développement	Relations clients	Marques	Autres immo. incorporelles	Immo. incorporelles en cours	Total
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>2 313</b>	<b>207</b>	<b>209</b>	<b>452</b>	<b>49</b>	<b>186</b>	<b>3 416</b>
<b>Au 31 décembre 2021</b>	<b>2 117</b>	<b>482</b>	<b>139</b>	<b>452</b>	<b>25</b>	<b>100</b>	<b>3 314</b>

Les acquisitions de l'exercice correspondent principalement à des frais de développement sur des projets R&D terminés ou en cours de développement à la clôture.

Les projets de R&D activés les années précédentes dont les avantages économiques futurs n'ont pas été confirmés ont été sortis de l'actif immobilisé.

## NOTE 18 - Écarts d'acquisition

La variation des écarts d'acquisition en valeur nette se décompose comme suit :

En K€	31/12/2021	31/12/2020
Valeur nette en début d'exercice	2 313	2 365
Mouvement de périmètre		(52)
Perte de valeur en dotation pour dépréciation des écarts d'acquisition	(196)	
<b>Valeur nette en fin d'exercice</b>	<b>2 117</b>	<b>2 313</b>

Compte tenu de l'évolution de l'activité de Lorenz Light Technic et des perspectives commerciales limitées de cette filiale, le Groupe a décidé de déprécier en totalité l'écart d'acquisition correspondant, soit une dépréciation de 196 K€.

### Répartition par Unité Génératrice de Trésorerie (UGT)

Au 31 décembre 2021, les écarts d'acquisition se décomposent, en valeur nette, de la façon suivante :

En K€	31/12/2021	31/12/2020
Procédés Hallier	1 626	1 626
Confidence	491	491
Lorenz	0	196
<b>Total</b>	<b>2 117</b>	<b>2 313</b>

Les UGT utilisées par le Groupe dans le cadre des tests de dépréciation des écarts d'acquisition correspondent aux différents marchés identifiés au sein du Groupe (à savoir activité de développement et de commercialisation de solutions d'éclairage issues de la technologie LED) :

- l'UGT Procédés Hallier représente la présence du Groupe dans l'activité des musées ;
- l'UGT Confidence représente la présence du Groupe sur le secteur du luminaire-mobilier ;
- l'UGT Lorenz Light Technic représente la présence du Groupe dans le secteur de la grande distribution, et plus spécifiquement des indépendants (Leclerc, Intermarché, Système U).

L'UGT Lucibel (sans écart d'acquisition attaché) représente l'activité de distribution de LED pour le segment de marché tertiaire principalement.

### Tests de perte de valeur

Le test annuel a consisté à déterminer la valeur recouvrable de chacune des unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles sont rattachés les écarts d'acquisition et à la comparer à la valeur nette comptable des actifs correspondants.

Pour Procédés Hallier, Lorenz et Confidence, les tests de dépréciation ont été réalisés en utilisant un taux d'actualisation de 11 % et une croissance à l'infini de 1,5%.

Sur la base de ces éléments, la direction de Lucibel estime qu'il convenait de déprécier l'écart d'acquisition de Lorenz Light Technic en totalité au 31 décembre 2021.

Concernant Procédés Hallier, au regard de l'excédent existant entre la valeur d'utilité et la valeur comptable, le Groupe estime sur la base des événements raisonnablement prévisibles à ce jour, que d'éventuels changements affectant les hypothèses clés n'entraîneraient pas la comptabilisation d'une perte de valeur. La variation raisonnable des hypothèses clés correspond, pour le Groupe, à une hausse de 100 points des taux d'actualisation ou une baisse de 25 points du taux de croissance à l'infini servant au calcul de la valeur terminale ou encore une baisse de 50 points du taux de marge d'excédent brut d'exploitation du flux annuel normatif servant au calcul de la valeur terminale.

## NOTE 19 - Immobilisations corporelles

Les principales variations de l'exercice correspondent à :

VALEUR BRUTE en K€	Matériels et outillages – Installations techniques	Terrain et constructions	Autres immobilisations corporelles	Autres immobilisations corporelles en crédit-bail	Total
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>867</b>	<b>87</b>	<b>704</b>	<b>142</b>	<b>1 800</b>
Acquisitions	36		16		52
Sorties		(35)	(82)	(34)	(151)
Variations de périmètre					-
Reclassements et mises au rebut					-
Autres variations	8		0		8
<b>Au 31 décembre 2021</b>	<b>911</b>	<b>52</b>	<b>638</b>	<b>108</b>	<b>1 709</b>

AMORTISSEMENTS en K€	Matériels et outillages – Installations techniques	Terrain et constructions	Autres immobilisations corporelles	Autres immobilisations corporelles en crédit-bail	Total
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>(742)</b>	<b>(0)</b>	<b>(486)</b>	<b>(31)</b>	<b>(1 259)</b>
Dotations	(55)		(69)	(32)	(156)
Sorties			79	25	104
Variations de périmètre					-
Reclassement en passif net des activités abandonnées					-
Autres variations	(8)		(0)		(8)
<b>Au 31 décembre 2021</b>	<b>(805)</b>	<b>(0)</b>	<b>(476)</b>	<b>(37)</b>	<b>(1 318)</b>

VALEUR NETTE en K€	Matériels et outillages – Installations techniques	Terrain et constructions	Autres immobilisations corporelles	Autres immobilisations corporelles en crédit-bail	Total
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>125</b>	<b>87</b>	<b>218</b>	<b>111</b>	<b>541</b>
<b>Au 31 décembre 2021</b>	<b>106</b>	<b>51</b>	<b>162</b>	<b>71</b>	<b>391</b>

Les immobilisations financées par crédit-bail sont des véhicules mis à disposition des salariés du Groupe.



## NOTE 20 - Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont composées

- de titres de participation de sociétés non consolidées pour un montant de 4 229 K€ entièrement dépréciés (voir note 2) ;
- de créances rattachées à des participations de sociétés non consolidées, pour un montant de 4 107 K€, également entièrement dépréciées ;
- de prêts et cautionnements données dans la cadre de l'activité du Groupe pour un montant de 191 K€ dont 4 K€ dépréciés.

## NOTE 21 - Stocks

La valeur nette des stocks reste quasiment stable entre les deux exercices et s'établit à 3 205 K€ au 31 décembre 2021 contre 3 067 K€ au 31 décembre 2020.

En K€	31/12/2021	31/12/2020
Valeur brute matières premières et composants	2 283	1 941
Valeur brute marchandises	1 753	1 706
Provisions cumulées	(831)	(580)
<b>Valeur nette</b>	<b>3 205</b>	<b>3 067</b>

Les provisions pour dépréciation constatées à la clôture de l'exercice 2021 prennent en considération l'obsolescence et les difficultés d'écoulement de certains produits finis qui impactent l'ensemble des stocks. Sur l'exercice 2021, le Groupe a mené une analyse approfondie sur les stocks et a enregistré des provisions sur toutes les références pour lesquels les perspectives de vente semblent faibles voire nulles, en particulier sur les stocks à destination du secteur de la grande distribution.

Au cours de l'exercice, la variation des provisions sur stocks se décompose comme suit :

En K€	Provisions sur stocks
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>(580)</b>
Dotations	(758)
Reprises	510
Ecart de conversion	(3)
<b>Au 31 décembre 2021</b>	<b>(831)</b>

## NOTE 22 - Clients et comptes rattachés

En K€	31/12/2021	31/12/2020
Valeur brute	2 510	3 069
Provisions cumulées	(1 897)	(1 809)
<b>Valeur nette</b>	<b>613</b>	<b>1 260</b>

Le Groupe Lucibel dispose d'un contrat de cessions de créances commerciales sous forme d'affacturage avec FactoFrance concernant les sociétés Lucibel SA et Procédés Hallier. Au 31 décembre 2021, le montant total financé par le factor pour le Groupe 1 143 K€.

Dans le cadre de ce contrat, les sociétés ont convenu de vendre, sur une base renouvelable, certaines de leurs créances clients. Conformément aux dispositions des contrats, les sociétés, en tant que cédantes, demeurent exposées aux risques de crédit et de délais de paiement.

Le Groupe bénéficie également d'une assurance-crédit en cas de défaillance de ses clients. Ces contrats s'appliquent aux clients à concurrence de leur limite de crédit. Au-delà, la Société procède à une analyse interne du risque client et demande si nécessaire des garanties auprès des clients présentant un risque de crédit et / ou sécurise le paiement avec un paiement d'avance.

## NOTE 23 - Autres créances et comptes de régularisation

En K€	31/12/2021	31/12/2020
Fournisseurs avances et acomptes	213	121
Etat – crédit d'impôt recherche	334	216
Créances fiscales et sociales	234	260
Charges constatées d'avance	203	168
Autres créances	648	702
<b>Total des autres actifs courants</b>	<b>1 632</b>	<b>1 467</b>

Le montant qui figure dans la rubrique « *Etat - Impôt sur les sociétés – Crédit d'impôts* » enregistré à hauteur de 334 K€ au 31 décembre 2021 correspond, pour le groupe d'intégration fiscale :

- aux créances de crédit impôt recherche (CIR), soit une quote-part des CIR 2016 et 2017 (76 K€), au montant du CIR 2020 (130 K€) et du CIR 2021 (97 K€).
- à une créance de crédit impôt innovation au titre de 2020 (9 K€) et 2021 (21 K€).

Le poste « *Autres créances* » représente essentiellement le montant des réserves constituées chez le factor suite à la cession des créances clients par la Société dans le cadre du contrat d'affacturage ainsi que le montant de la retenue de garantie constituée par le factor à l'occasion de ces mêmes cessions.

Ces créances sont, pour l'essentiel, à moins d'un an.

## NOTE 24 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	31/12/2021 (*)	31/12/2020
Disponibilités	983	2 514
Valeurs mobilières de placement et comptes à terme		0
<b>Total Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>983</b>	<b>2 514</b>

(\*) y compris trésorerie passive

## NOTE 25 - Capitaux propres et informations sur le capital

---

### Capital social

Au 31 décembre 2021, le capital social s'élève à 2 811 K€ et est intégralement libéré. Il est composé de 14 929 768 actions d'une seule catégorie et d'une valeur nominale d'environ 0,1882 euro par action.

Au 31 décembre 2021, 8,6% du capital social est détenu par le dirigeant fondateur de la Société et sa société holding, et 23,5% par le fonds d'investissement Nextstage. Les actions restantes sont principalement détenues par des investisseurs financiers ou des particuliers intervenant directement sur le marché Euronext Growth.

Au 31 décembre 2021, la Société ne détient plus aucune action, ainsi chaque action en circulation dispose d'un droit de vote attaché.

### Gestion des capitaux propres

Dans le cadre de la gestion de ses capitaux propres, le Groupe veille à disposer des ressources financières nécessaires au financement de sa croissance organique et de ses opérations de croissance externe.

Depuis sa création, le Groupe a financé son développement :

- par voie d'augmentations de capital successives ;
- par une émission d'obligations convertibles en actions (décembre 2013) ;
- par la souscription d'emprunts bancaires et de prêts garantis par l'Etat ;
- et, de manière moins significative, par l'obtention d'aides publiques ou encore par le remboursement de créances de crédit impôt recherche.

Le Groupe continuera à financer son développement et ses besoins en fonds de roulement par des financements appropriés, tout en veillant au maintien de ratios financiers sains.

## NOTE 26 - Plans d'options et assimilés

---

### Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (« BSPCE »)

Différents programmes d'émission de BSPCE ont été mis en place par le Groupe depuis 2010. Ces programmes bénéficient au personnel salarié, aux dirigeants de Lucibel ainsi qu'aux salariés des sociétés ou filiales qui lui sont liées.

La plupart des programmes présentent les caractéristiques suivantes :

- chaque BSPCE donne le droit de souscrire à une action.
- pour chaque émission, sauf modalités particulières, 50% des bons sont exerçables 24 mois après leur attribution et le solde 36 mois après leur attribution.
- les BSPCE devenus exerçables peuvent être exercés à tout moment au cours de leur période de validité de 5 ans, décomptée à partir de la date d'attribution.
- en cas de démission ou de licenciement, le bénéficiaire perd ses droits sur les BSPCE non encore acquis (sauf décision contraire prise dans un délai de 3 mois par le Conseil d'administration). Pour les attributions depuis 2016, une condition de présence au sein de l'entreprise est exigée pour l'exercice des BSPCE.

Certaines attributions comportent également des conditions de performance.

Entre 2010 et 2020, dix programmes ont été mis en place successivement par Lucibel SA. Les plans d'attributions de BSPCE de 2017 à 2020 sont toujours en cours, et dans le cadre de ces plans, 789 000 BSPCE ont été attribués, 360 000 ont été annulés suite au départ des bénéficiaires ou à la non réalisation des objectifs définis pour certains plans spécifiques.

En 2021, la Société a mis en place un nouveau programme et a attribué 1 195 000 BSPCE. Une synthèse des opérations d'émission de BSPCE est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions correspondant aux bons attribués et en circulation	Prix moyen de souscription par action (€)
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>	<b>676 250</b>	<b>2,85</b>
Attribués	300 000	0,97
Exercés	-	-
Annulés	(321 750)	3,62
<b>Solde au 31 décembre 2020</b>	<b>654 500</b>	<b>1,61</b>
Attribués	1 195 000	0,79
Exercés	-	-
Annulés	(225 500)	1,72
<b>Solde au 31 décembre 2021</b>	<b>1 624 000</b>	<b>0,99</b>

Au 31 décembre 2021, 144 000 actions peuvent être souscrites au titre des BSPCE exerçables à ce jour, avec des prix d'exercice variant de 1 € à 4,55 € suivant les attributions.

### Options de souscription d'actions

Les programmes d'options bénéficient aux salariés et mandataires sociaux éligibles de Lucibel SA et des sociétés ou filiales qui lui sont liées.

Tous les programmes d'options présentent les caractéristiques suivantes :

- Chaque option donne le droit de souscrire à une action.
- Pour chaque émission, 50% des options sont exerçables 24 mois après leur attribution et le solde 36 mois après leur attribution.
- Les options devenues exerçables peuvent être exercées à tout moment sur une période de 7 ans décomptées à partir de la date d'attribution.
- En cas de démission ou de licenciement, le bénéficiaire perd ses droits sur les options non encore acquises (sauf décision contraire prise dans un délai de 3 mois par le Conseil d'administration).

Le plan d'attribution d'options de souscription d'actions de 2015 est toujours en cours. 15 000 options ont été attribuées au prix de 3,75 €. 7 500 ont été annulées suite au départ des bénéficiaires et aucune option n'a été exercée pour ce plan sur les exercices antérieurs.

Les plafonds d'émission autorisés sont communs à l'émission de BSPCE.

Aucune option n'a été exercée sur l'exercice.

Une synthèse des opérations d'émission d'options de souscription d'actions est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions correspondant aux options attribuées et en circulation	Prix moyen de souscription par action (€)
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>	<b>51 500</b>	<b>6,95</b>
Attribués		
Exercés		
Annulés	(44 000)	7,50
<b>Solde au 31 décembre 2020</b>	<b>7 500</b>	<b>3,75</b>
Attribués		
Exercés		
Annulés		
<b>Solde au 31 décembre 2021</b>	<b>7 500</b>	<b>3,75</b>

#### Attributions gratuites d'actions (« AGA »)

En juin 2016, les actionnaires de la Société ont autorisé la mise en place d'un premier programme d'attribution d'actions gratuites. Au 31 décembre 2016, 54 000 actions gratuites ont été attribuées dans le cadre de ce programme. La période d'acquisition de ces actions a été fixée à 1 an, soit du 7 juillet 2016 au 6 juillet 2017 et la période de conservation a été fixée à un an, soit du 7 juillet 2017 au 6 juillet 2018. Du fait du départ d'un salarié, 53.000 actions ont été effectivement et définitivement acquises par les bénéficiaires à l'expiration de la période d'acquisition.

En mars 2017, les actionnaires de la Société ont autorisé la mise en place d'un deuxième programme d'attribution d'actions gratuites. Le nombre total d'attributions d'actions gratuites de ce programme s'élève à 34 960 AGA, dont 24 960 attributions faites en mars 2017 et 10 000 en avril 2018. Sur la 1<sup>ère</sup> attribution, 15 160 actions ont été effectivement et définitivement acquises par les bénéficiaires à l'expiration de la période d'acquisition (fixée au 17 mars 2019). Sur la 2<sup>nde</sup> attribution, 10 000 actions ont été effectivement et définitivement acquises par les bénéficiaires à l'expiration de la période d'acquisition (fixée au 3 avril 2020).

En juin 2019, les actionnaires de la Société ont autorisé la mise en place d'un nouveau programme d'attribution d'actions gratuites ne pouvant porter sur un nombre d'actions existantes ou nouvelles supérieur à plus de 3% du nombre d'actions composant le capital social de la société à la date de la décision de leur attribution. Le nombre total d'attributions d'actions gratuites de ce programme s'élève à 434 927 dont :

- 67 400 attribuées en juillet 2020. 49 350 AGA ont été annulées en raison du départ des bénéficiaires avant l'expiration de la période d'acquisition ; Les 18 050 actions gratuites attribuées sont en cours d'acquisition jusqu'en juillet 2022 ;
- 54 377 attribuées en juillet 2021, en cours d'acquisition jusqu'en juillet 2022 ;
- 287 900 attribuées en septembre 2021, en cours d'acquisition jusqu'en mars 2023 ;
- 25 250 attribuées en décembre 2021, en cours d'acquisition jusqu'en juin 2023.

Une synthèse des opérations d'attribution d'actions gratuites est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions gratuites en circulation
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>	<b>10 000</b>
Attribuées	67 400
Acquises	(10 000)
Annulées	
<b>Solde au 31 décembre 2020</b>	<b>67 400</b>
Attribuées	367 527
Acquises	
Annulées	(49 350)
<b>Solde au 31 décembre 2021</b>	<b>385 577</b>

## NOTE 27 – Autres fonds propres

En K€	31/12/2021	31/12/2020
Avances conditionnées	975	1 142
<b>Total autres fonds propres</b>	<b>975</b>	<b>1 142</b>

Au 31 décembre 2021, les autres fonds propres sont constitués d'avances consenties par la région Normandie dans le cadre de l'implantation de Lucibel sur le site de Barentin.

Début 2021, la Société a demandé et obtenu un rééchelonnement de la dette restante à compter du 1<sup>er</sup> mars 2021, avec un allègement des mensualités pendant 12 mois.

Le tableau ci-dessous présente l'échéancier de cette avance au 31 décembre 2021 :

Avances conditionnées	Taux d'intérêt effectif	Au 31 déc 2021	31-déc-22	31-déc-23	31-déc-24	31-déc-25
Avance Région Haute Normandie	0,00%	<b>975</b>	262	285	285	143
<b>Total avances conditionnées</b>		<b>975</b>	<b>262</b>	<b>285</b>	<b>285</b>	<b>143</b>

## NOTE 28 – Provisions

Les provisions s'analysent comme suit :

En K€	31/12/2020	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variation de périmètre	31/12/2021
Provisions pour risque produit	130	62	(57)			134
Provisions pour litiges	32	48	(32)		(38)	10
Provisions pour engagement de retraite	73	1	(8)			66
Autres provisions	233	103	(15)		38	359
<b>Total provisions</b>	<b>467</b>	<b>214</b>	<b>(112)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>569</b>

### Provisions

La provision pour risque produit couvre les coûts éventuels associés à un mauvais fonctionnement des produits commercialisés par le Groupe durant la période de garantie (généralement comprise entre 1 et 3 ans). Cette provision est évaluée à partir d'une analyse historique des coûts du service après-vente et d'une estimation du coût des actions correctrices à mettre en œuvre (frais d'installation des produits remplacés inclus).

Les provisions pour engagement de retraite concernent essentiellement les régimes à prestations définies, non financés, en France. Au 31 décembre 2021, les engagements de retraite s'élèvent à 66 K€.

En France, le régime à prestations définies concerne le versement d'indemnités de départ en retraite. Le Groupe provisionne ses engagements envers les salariés en application des dispositions des conventions collectives des commerces de gros, de la métallurgie, du négoce de l'ameublement, relatives au départ et à la mise à la retraite. La provision relative aux indemnités de départ en retraite est évaluée de manière actuarielle suivant les modalités exposées à la note 2.

Les principales hypothèses actuarielles retenues au titre de ces régimes sont les suivantes :

- application d'un taux de revalorisation annuel des salaires compris entre 1 et 1,5% ;
- application d'un taux d'actualisation brut de 0,98% pour 2021 ;
- l'hypothèse de rotation des effectifs a été mise à jour en fonction de l'historique des départs des cinq dernières années lorsque cet historique existe ou évalué à 5% dans le cas où l'historique n'existe pas ;
- départ à l'initiative du salarié ;
- âge de départ à la retraite : 67 ans ;
- charges sociales patronales : entre 18% et 50% suivant les catégories de personnel ;
- table de mortalité : INSEE 2021

Les autres provisions sont évaluées au cas par cas.

### Passifs éventuels

Dans le cadre de la gestion de ses activités, le Groupe est impliqué dans ou a engagé diverses procédures contentieuses ou pré contentieuses qui n'ont pas donné lieu à la constitution de provisions pour risques. Le Groupe estime que la situation financière consolidée ne serait pas affectée de façon significative en cas d'issue défavorable de ces procédures.



## NOTE 29 - Emprunts et autres dettes financières

Le poste « Emprunts et dettes financières » se ventile de la façon suivante :

En K€	31/12/2021	31/12/2020
Emprunts et dettes bancaires	4 874	3 542
Emprunts sur contrats de crédit-bail	78	119
Dépôt / cautionnement reçu	15	-
Concours bancaires / intérêts courus	3	3
<b>Total emprunts et autres dettes financières</b>	<b>4 970</b>	<b>3 664</b>

L'évolution de ce poste au cours de l'exercice est détaillée dans le tableau ci-dessous :

En K€	31/12/2020	Souscriptions	Remboursements	Variation de périmètre	31/12/2021
Emprunts et dettes bancaires	3 542	1 751	(419)		4 874
Emprunts sur contrats de crédit-bail	119		(41)		78
Dépôt / cautionnement reçu	-	15			15
Concours bancaires / intérêts courus	3	1	(1)		3
<b>Total emprunts et autres dettes financières</b>	<b>3 663</b>	<b>1 767</b>	<b>(462)</b>	<b>-</b>	<b>4 970</b>

Les souscriptions correspondent au montant des Prêts Garantis par l'Etat (PGE) obtenus dans le cadre des dispositifs mis en place pour faire face à la crise sanitaire.

L'échéancier présenté ci-dessous détaille les remboursements des différents emprunts bancaires sur les exercices futurs en intégrant les modalités de remboursement confirmées pour les PGE.

Emprunts	Mise en place	Taux d'intérêt effectif	Au 31 déc 2021	31-déc-22	31-déc-23	31-déc-24	31-déc-25	31-déc-26
CIC - financement acquisition Confidence	nov-18	2,25%	<b>266</b>	114	114	38	-	-
Caisse d'Epargne IDF	juin-19	1,30%	<b>202</b>	100	102			
BPALC - financement Lorenz	nov-19	0,80%	<b>481</b>	140	141	142	59	
Assurance Prospection Export	2014	0,00%	<b>74</b>	74		-	-	-
PGE CIC -Lucibel	mai-20		<b>500</b>	72	124	125	126	53
PGE Caisse d'Epargne - Lucibel	mai-20		<b>500</b>	72	124	125	126	53
PGE BPALC - Lucibel *	juil-21		<b>500</b>	500				
PGE Crédit agricole - Lucibel *	déc-21		<b>648</b>	648				
PGE CIC - Procédés Hallier	mai-20		<b>500</b>	72	124	125	126	53
PGE BPALC - Lorenz Light Technic	juil-20		<b>602</b>	62	149	150	151	89
PGE BPALC - Lorenz Light Technic	mars-21		<b>371</b>	69	92	93	94	24
PGE BPALC - Lucibelle Paris *	déc-21		<b>230</b>	230				
<b>Total Emprunts et concours bancaires</b>			<b>4 874</b>	<b>2 153</b>	<b>970</b>	<b>798</b>	<b>682</b>	<b>271</b>

(\*) Prêt Garanti par l'Etat

Le Groupe a confirmé auprès des établissements de crédit concernés par les PGE obtenus en 2020 (CIC, Caisse d'Épargne Ile-de-France et Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne) qu'il optait pour un différé de 2 ans et un remboursement sur 4 ans. Les 1<sup>ers</sup> remboursements commenceront à compter de juin 2022 puis à compter d'août 2022. Pour les PGE dont les remboursements sont indiqués en totalité en 2022, le Groupe n'a pas encore confirmé auprès des banques concernées qu'il optait pour un différé de 2 ans et un remboursement sur 4 ans. L'échéancier sera donc revu lors de la publication des résultats 2022.

### **Devise des emprunts et dettes financières**

Le Groupe est endetté uniquement en euros et n'est pas exposé à des risques de change sur sa dette.

### **Covenants**

L'emprunt à moyen terme contracté en 2018 auprès de la banque CIC (570 K€ de nominal), est soumis au respect de covenants financiers basés sur les comptes consolidés de Lucibel SA. Ils sont détaillés ci-après :

- Maintien des fonds propres de Lucibel à au moins 10 M€ ;
- Résultat d'exploitation positif à compter du 31 décembre 2019 ;
- Maintien d'un ratio Dettes financières nettes (hors avances conditionnées) sur Fonds propres inférieur à 0,5.

Au 31 décembre 2021, au moins l'un des covenants n'est pas respecté mais à la demande de Lucibel, le CIC a signifié son accord en décembre 2021 pour ne pas demander le remboursement anticipé du solde restant dû au 31 décembre 2021, soit 266 K€, malgré le bris de covenant.

## **NOTE 30 - Fournisseurs et comptes rattachés**

Le poste « *Fournisseurs et compte rattachés* » inclut le poste « *Factures non parvenues* » et s'élève à 1 918 K€ au 31 décembre 2021 contre 1 843 K€ au 31 décembre 2020,

## **NOTE 31 - Autres dettes et comptes de régularisation**

En K€	31/12/2021	31/12/2020
Dettes sur immobilisations	-	73
Dettes fiscales et sociales	1 392	1 530
Produits constatés d'avance	1 957	2 179
Clients – avoirs à établir, avances et acomptes	26	106
Autres dettes	47	54
<b>Total</b>	<b>3 423</b>	<b>3 942</b>

Les dettes fiscales et sociales correspondent aux provisions de fin d'année, à la TVA collectée et aux reports de cotisations URSSAF et retraite consentis par l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire et non encore remboursées.

Le poste « *Produits constatés d'avance* » correspond essentiellement à la valeur résiduelle de la plus-value réalisée sur la cession d'une partie du site de Barentin. La Société a décidé d'étaler celle-ci sur les 10 ans d'engagement de location pris par la Société au moment de la vente, étant rappelé que cette cession n'est pas assortie d'une option d'achat à l'issue de la période de location. La plus-value reconnue au titre de 2021 qui s'élève à 246 K€ est comptabilisée en « *Produits d'exploitation* » tandis que la plus-value résiduelle de 1 787 K€ est comptabilisée en « *Produits constatés d'avance* ».

Ce poste comprend également, à hauteur de 142 K€, l'étalement du produit de crédit impôt recherche (CIR) relatif à des dépenses de développement capitalisées.

Le poste « *Clients avoirs à établir, avances et acomptes* » comprend les remises de fin d'année octroyées aux clients du Groupe pour 14 K€ et 12 K€ d'acomptes reçus par les différentes entités du Groupe.

## INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

---

### NOTE 32 - Engagements hors état de la situation financière

---

Dans le cadre de son activité, le Groupe est amené à prendre un certain nombre d'engagements. Certains engagements ont fait l'objet de provisions, tels que les engagements liés à la garantie produits.

Au 31 décembre 2021, la nature des engagements portés par le Groupe reste sensiblement identique à celle existant au 31 décembre 2020. Les principaux engagements hors bilan et passifs éventuels sont listés ci-après.

La Direction estime, au mieux de sa connaissance actuelle, qu'il n'existe pas à ce jour d'engagements susceptibles d'avoir un impact significatif sur sa situation financière actuelle ou future, autres que ceux listés ci-dessous.

#### *(i) Engagements de location*

Le Groupe loue des bureaux et des entrepôts pour son activité. Au 31 décembre 2021, les échéances de loyers minima futurs, hors charges de maintenance, au titre des baux conclus s'établissent à 3 079 K€ contre 3 423 K€ en 2020.

Par ailleurs, la Société loue des véhicules de fonction principalement affectés à ses effectifs commerciaux dans le cadre de contrats de location simple ou de crédit-bail de durée généralement comprise entre 36 et 48 mois. Les redevances versées en 2021 par le Groupe dans le cadre de ses contrats se sont établies à 146 K€.

#### *(ii) Sûretés réelles*

##### *Engagements pris dans le cadre de la mise en place d'emprunts bancaires*

La Société s'est engagée, à l'occasion de la mise en place d'un emprunt bancaire, à respecter un ensemble de « covenants » développés en note 16. Par ailleurs, pour ce même emprunt, la Société a nanti au profit du CIC, 25% du capital de Procédés Hallier. Au 31 décembre 2021, le solde de cet emprunt destiné à refinancer l'acquisition des titres de la société Confidence s'élève à 266 K€ sur un montant initial de 570 K€.

Le Groupe a également nanti, au profit de la Banque Populaire d'Alsace Champagne Ardennes, le fonds de commerce de la société Lorenz Light Technic dans le cadre de la mise en place d'un emprunt bancaire de 700 K€ en novembre 2019.

La direction estime, au mieux de sa connaissance actuelle, qu'il n'existe pas à ce jour d'engagements susceptibles d'avoir un impact significatif sur sa situation financière actuelle ou future, autres que ceux listés ci-dessus.

##### *Engagement pris pour des effets de commerce escomptés non échus*

Le montant des effets escomptés non échus s'élève à 7 K€ au 31 décembre 2021.

##### *Engagements reçus dans le cadre de la cession des titres Citéclair*

Dans le cadre de la cession d'une partie des titres de la société Citéclair en 2015 et 2016, la Société a reçu, dans l'attente du paiement complet du prix de cession, le nantissement de l'ensemble des titres cédés. A la clôture 2021, 33 000 titres restaient nantis pour un montant de 56 K€.

### *Engagements reçus dans le cadre des abandons de créances consentis à la société Citéclaire*

La Société a consenti des abandons de créances à la société Citéclaire portant sur un montant global HT de 561 704 €. Une clause de retour à meilleure fortune a été conclue entre les parties et prévoit que Citéclaire remboursera progressivement la Société chaque semestre à hauteur de 50% du flux de trésorerie net positif sur le semestre courant. La clause de meilleure fortune est plafonnée à 331 609 € HT. Aucun remboursement, n'est intervenu à ce jour.

### *Engagements reçus dans le cadre de la mise en place des prêts garantis par l'Etat (PGE)*

Conformément aux dispositions prévues dans le cadre de la mise en place des Prêts Garantis par l'Etat, le Groupe bénéficie au 31 décembre 2021 d'une garantie représentant 90% du montant des emprunts souscrits soit un total de 3 463 K€.

### *Engagements reçus dans le cadre de la mise en place d'une garantie bancaire*

Lucibel SA a mis en place une garantie bancaire auprès du CIC pour couvrir un marché étranger à hauteur de 26 KCHF, soit 25 K€ convertis à la date de clôture.

## **NOTE 33 - Informations sur les parties liées**

---

### **Dirigeants**

Les principes de rémunérations et avantages assimilés alloués au Président du Conseil d'administration et au Directeur Général sont revus chaque année par le Conseil d'administration.

Une somme de 15 K€ a été provisionnée dans les comptes de Lucibel SA pour les jetons de présence à verser aux membres du Conseil d'administration au titre de l'exercice 2021. L'attribution et le versement de ces jetons de présence interviendront à l'issue de l'assemblée générale 2022 validant les comptes 2021.

Le montant total des rémunérations au titre des avantages à court terme et avantages en nature versés aux mandataires sociaux et aux organes d'administration par la Société s'est élevé à 369 K€ en 2021 contre 360 K€ en 2020. Ce montant intègre les rémunérations variables versées en 2021 au titre de 2020.

Au cours de l'exercice, 725 000 BSPCE ont été attribués aux dirigeants au prix d'exercice de 0,78 € et 150 000 ont été attribués au prix d'exercice de 0,81 €.

54 377 actions gratuites ont été attribuées à un mandataire en juillet 2021, avec une période d'acquisition de 1 an, soit jusqu'en juillet 2022 et 50 000 actions gratuites ont été attribuées en septembre 2021 à un autre mandataire, avec une période d'acquisition de 18 mois, soit jusqu'en mars 2023.

Lucibel SA n'a pas mis en place de mécanisme de prime de départ ou d'arrivée pour les mandataires sociaux excepté pour Monsieur Stéphane Vanel, Directeur Général de Lucibel SA en cas de licenciement intervenant dans les 3 ans suivant son arrivée. Il n'existe pas non plus de régime complémentaire de retraite spécifique pour les mandataires sociaux. Il n'y a pas d'avantages postérieurs à l'emploi pour les dirigeants de la Société.

### **Prestations Actionnaires**

Lucibel SA bénéficie de prestations de conseil de la part de la société ETOILE FINANCE en matière de conduite et d'animation de la politique générale de la société et du Groupe et de leurs orientations stratégiques, en matière de développement, d'opérations d'investissement et de désinvestissement, de stratégie financière, d'aide à la détermination des axes de développement commercial, d'innovation technologique et de politique de ressources humaines notamment. A ce titre, le Groupe a comptabilisé des charges de 36 K€ au titre des exercices clos les 31 décembre 2020 et 2021.

### **Transactions avec les autres parties liées**

Les transactions avec les autres parties liées ont été conclues aux conditions normales de marché.

#### NOTE 34 - Événements postérieurs à la clôture

---

Le Groupe a cédé la 2<sup>de</sup> parcelle de terrain adjacente à son site de Barentin dont il était resté propriétaire pour un montant de 589 K€.

La situation en Ukraine est sans conséquence directe identifiée à la date d'arrêté des comptes et du rapport de gestion. Toutefois, la Société n'a pas été en mesure de mener l'analyse des répercussions indirectes de cette situation, mais l'évaluation de ces impacts est en cours, étant entendu qu'aucune incidence significative n'est identifiée à ce jour.

#### NOTE 35 - Honoraires des commissaires aux comptes

---

Les honoraires des Commissaires aux comptes du Groupe pris en charge au cours de l'exercice 2021 s'élèvent au titre de leur mission à 56 K€ contre 55 K€ pour l'exercice 2020.

# COMPTES ANNUELS 2021



*LiFi - Gare de Lyon - Paris*



*Masque de beauté OVE – Lucibelle Paris*



*Espace Tiffanv & Co -Exposition universelle Dubaï -Procédés Hallier*



## COMPTE DE RÉSULTAT

Données en K€	Notes	2021	2020
Chiffre d'affaires net	3	6 113	6 307
Achats consommés	4	(3 015)	(3 733)
Marge sur achats consommés		3 097	2 574
en % du chiffre d'affaires		50,7%	40,8%
Charges externes	5	(2 774)	(2 346)
Charges de personnel	6	(3 016)	(2 921)
Impôts, taxes et versements assimilés	7	(70)	(185)
Autres produits d'exploitation	8	582	451
Autres charges d'exploitation	9	(26)	(3)
<b>Excédent brut d'exploitation</b>		<b>(2 209)</b>	<b>(2 430)</b>
Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises	10	(432)	(375)
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>(2 640)</b>	<b>(2 805)</b>
RESULTAT FINANCIER	11	(640)	2 960
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>		<b>(3 280)</b>	<b>155</b>
RESULTAT EXCEPTIONNEL	12	181	(569)
Impôts sur les bénéfices	13	284	399
<b>RESULTAT NET</b>		<b>(2 816)</b>	<b>(15)</b>

## BILAN

ACTIF - Données auditées en K€	Notes	Brut 31/12/2021	Amortissements et dépréciations	Net 31/12/2021	Net 31/12/2020
Immobilisations incorporelles	14	3 473	(2 582)	892	712
Immobilisations corporelles	15	1 064	(782)	282	357
Immobilisations financières	16	17 845	(11 041)	6 804	8 183
<b>Total de l'actif immobilisé</b>		<b>22 383</b>	<b>(14 404)</b>	<b>7 978</b>	<b>9 252</b>
Stocks et en-cours	17	3 333	(731)	2 602	1 920
Créances clients et comptes rattachés	18	2 596	(2 321)	275	542
Autres créances	19	3 374	(212)	3 162	3 237
Valeurs mobilières de placement & disponibilités	20	616		616	454
Charges constatées d'avance		170		170	129
<b>Total de l'actif circulant</b>		<b>10 089</b>	<b>(3 264)</b>	<b>6 825</b>	<b>6 282</b>
Ecarts de conversion actif		-	-	-	-
<b>Total de l'actif</b>		<b>32 471</b>	<b>(17 668)</b>	<b>14 803</b>	<b>15 534</b>

PASSIF - Données auditées en K€	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Capital social		2 811	2 807
Prime d'émission		534	523
Report à nouveau		(15)	
Résultat de l'exercice		(2 816)	(15)
Subventions d'investissement		7	11
Provisions réglementées		178	164
<b>Total des capitaux propres</b>	21	<b>698</b>	<b>3 490</b>
Autres fonds propres	22	975	1 142
Provisions pour risques et charges	23	492	327
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	24	3 942	1 522
Emprunts et dettes financières diverses	25	4 139	4 246
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25	1 487	1 425
Dettes fiscales et sociales	27	1 027	1 177
Autres dettes	28	2 042	2 205
<b>Total des dettes</b>		<b>12 638</b>	<b>10 575</b>
<b>Total du passif</b>		<b>14 803</b>	<b>15 534</b>

## SITUATION NETTE

Données en K€ (sauf nombre d'actions)	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émission	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Subv. d'investiss <sup>1</sup>	Prov. réglementées	Total
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>14 193 496</b>	<b>14 193</b>	<b>42 784</b>	<b>(49 130)</b>	<b>(5 175)</b>	<b>15</b>	<b>151</b>	<b>2 838</b>
Affectation de résultat				(5 175)	5 175			-
Imputation des pertes		(11 521)	(42 784)	54 305				0
Subvention d'investissement						(5)		(5)
Dotation aux provisions réglementées							13	13
Augmentation de capital résultant de l'acquisition d'actions gratuites	25 160	5	(5)					-
Augmentation de capital résultant de la souscription de 692 966 actions au prix de 1€ (net de frais)	692 966	131	528					659
Résultat net de la période					(15)			(15)
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>14 911 622</b>	<b>2 807</b>	<b>523</b>	<b>0</b>	<b>(16)</b>	<b>10</b>	<b>164</b>	<b>3 490</b>
Affectation de résultat				(15)	15			-
Imputation des pertes								-
Subvention d'investissement						(4)		(4)
Dotation aux provisions réglementées							13	13
Augmentation de capital résultant de la souscription de 18 146 actions au prix de 1€ (net de frais)	18 146	3	10					14
Résultat net de la période					(2 816)			(2 816)
<b>Au 31 décembre 2021</b>	<b>14 929 768</b>	<b>2 811</b>	<b>534</b>	<b>(15)</b>	<b>(2 816)</b>	<b>6</b>	<b>178</b>	<b>698</b>

## ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX

---

### GÉNÉRALITÉS ..... 81

Note 1	Principes et méthodes comptables .....	82
Note 2	Faits marquants de l'exercice .....	85

### NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT ..... 87

Note 3	Chiffre d'affaires .....	87
Note 4	Achats consommés .....	87
Note 5	Charges externes .....	88
Note 6	Effectifs et charges de personnel .....	89
Note 7	Impôts et taxes .....	89
Note 8	Autres produits d'exploitation .....	89
Note 9	Autres charges d'exploitation .....	90
Note 10	Dotations et reprises aux amortissements et provisions .....	90
Note 11	Résultat financier .....	90
Note 12	Résultat exceptionnel.....	91
Note 13	Impôts.....	92

### NOTES RELATIVES AU BILAN ..... 93

Note 14	Immobilisations incorporelles.....	93
Note 15	Immobilisations corporelles.....	94
Note 16	Immobilisations financières .....	94
Note 17	Stocks et en-cours.....	95
Note 18	Clients et comptes rattachés.....	95
Note 19	Autres créances .....	96
Note 20	Disponibilités et valeurs mobilières de placement .....	96
Note 21	Capitaux propres .....	96
Note 22	Autres fonds propres.....	99
Note 23	Provisions pour risques et charges .....	100
Note 24	Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit .....	100
Note 25	Emprunts et dettes financières diverses .....	101
Note 26	Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....	101
Note 27	Dettes fiscales et sociales .....	101
Note 28	Autres dettes .....	102

### INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES ..... 103

Note 29	Engagements hors bilan .....	103
Note 30	Événements postérieurs à la clôture .....	105
Note 31	Transactions avec les parties liées .....	105
Note 32	Honoraires des commissaires aux comptes.....	106
Note 33	Etat des créances et des dettes à la clôture de l'exercice .....	106
Note 34	Tableau des filiales et des participations .....	107

# GÉNÉRALITÉS

---

(Montants exprimés en milliers d'euros, sauf mention expresse)

## Informations relatives à l'entreprise

Lucibel S.A. (« la Société » ou « Lucibel ») est une société anonyme domiciliée en France et régie par les dispositions de la loi française. La Société a été constituée en août 2008.

La Société et ses filiales sont spécialisées dans le développement, la promotion et la commercialisation, principalement en France, de solutions technologiques innovantes d'éclairage LED destinées aux entreprises. La Société se diversifie également dans d'autres domaines d'application de la LED comme la cosmétique ou encore la communication par la lumière où la Société est pionnière dans l'industrialisation et la commercialisation du LiFi (accès à Internet par la lumière).

Lucibel SA comprend deux établissements, l'un à Rueil Malmaison et l'autre, le siège social, situé à Barentin (Normandie). La Société a décidé de fermer son établissement de Rueil-Malmaison et cette fermeture est intervenue le 14 janvier 2022.

Elle dispose également d'un bureau à Lorient, qui regroupe la force commerciale dédiée aux clients de l'ouest de la France.

La société Lorenz Light Technic qui a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine au 31 décembre 2021, loue des locaux à Duttlenheim dont le bail a été résilié fin 2021 pour une libération des locaux le 10 avril 2022.

La Société emploie 46 collaborateurs au 31 décembre 2021 et a généré un chiffre d'affaires de 6,1 M€ sur l'exercice clos le 31 décembre 2021. Dans le cadre de la transmission universelle de patrimoine de la société Lorenz Light Technic, 5 salariés ont été transférés, portant ainsi l'effectif de la Société à 51 collaborateurs.

## Règles générales d'établissement et de présentation des comptes

Les comptes annuels de la Société sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises en vigueur (Règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des comptes annuels). Ils sont présentés dans le respect des principes de prudence, d'indépendance des exercices, de permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre et de continuité de l'exploitation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des biens inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

## Financement et continuité d'exploitation

Au cours de l'exercice 2021, les besoins de financement de la Société ont été principalement couverts par la souscription de 2 nouveaux emprunts respectivement de 500 K€ et 648 K€ dans la cadre du dispositif des Prêts Garantis par l'Etat (PGE) et dans une moindre mesure, par la cession en fin d'exercice, d'une des deux parcelles du site industriel de Barentin que la Société avait conservées.

Au 31 décembre 2021, la Société dispose d'une trésorerie brute de 616 K€ et des capitaux propres de 698 K€.

A cette date, le montant des avances conditionnées remboursables perçues par la Société, classées en « Autres fonds propres », et l'endettement bancaire s'élèvent respectivement à 975 K€ et 3 942 K€ dont un montant total à plus d'un an de 1 681 K€ (compte tenu du classement en dettes à court terme des deux derniers prêts garantis par l'Etat jusqu'à la confirmation de leur échéancier par la Société).

Dans le cadre de l'opération d'attribution gratuite de bons de souscription d'actions remboursables (BSAR) initiée en juillet 2020, la Société pourrait encore renforcer ces capitaux propres à hauteur d'un peu plus de 2,8 M€ en fonction des exercices de BSAR. Au 25 avril 2022, le montant des souscriptions d'actions réalisées depuis le 1<sup>er</sup> janvier s'élève à 565 K€.

La Société bénéficie du soutien de ses actionnaires de référence et cherche à mettre en place de nouveaux financements. Elle demeure donc en contact avec de nombreux investisseurs et étudie de façon régulière diverses solutions de financement qui peuvent consister en des levées de nouveaux fonds propres ou prendre la forme d'émissions d'obligations.

Ces éléments ont été pris en considération pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes annuels.

## NOTE 1 - Principes et méthodes comptables

---

### 1.1. Chiffre d'affaires et garanties

Le chiffre d'affaires est essentiellement composé des revenus résultant des ventes de solutions et systèmes d'éclairage LED comprenant notamment des sources, luminaires et divers accessoires.

La Société reconnaît le chiffre d'affaires sur les ventes de solutions à la livraison des produits.

Lucibel offre par ailleurs à ses clients une garantie sur produits défectueux d'une durée pouvant aller jusqu'à 36 mois au titre de laquelle la Société comptabilise dans ses comptes une provision pour garantie clients.

### 1.2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production. Ces immobilisations correspondent principalement à des brevets, licences et logiciels acquis et aux frais de développement engagés par la Société en vue de la production de solutions et produits nouveaux ou substantiellement améliorés.

Les dépenses de développement sont inscrites à l'actif du bilan dès lors que la Société peut notamment démontrer la faisabilité technique et commerciale du projet de développement, sa rentabilité ainsi que la disponibilité de ressources suffisantes pour achever le développement. Les autres dépenses de recherche et développement, qui sont principalement engagées en vue de la maintenance évolutive et de l'optimisation courante des solutions, sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les dépenses de recherche et développement donnent droit, sous certaines conditions, à un crédit d'impôt reconnu dans l'exercice au cours duquel les dépenses ont été comptabilisées. La Société a déclaré en 2021 un crédit d'impôt recherche de 97 K€ et un crédit d'impôt innovation de 21 K€.

Les immobilisations incorporelles sont amorties en linéaire sur les durées suivantes :

Brevets, frais de recherche et développement.....	1 à 3 ans
Licences et logiciels.....	1 à 3 ans

### 1.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Leur amortissement est calculé selon le mode linéaire sur la durée probable d'utilisation du bien, comme suit :

Bâtiments	20 ans
Installations générales et agencements	3 à 10 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier de bureau	10 ans

### 1.4. Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent principalement à des titres de participation et aux créances rattachées à ces participations.

Les titres de participation sont inscrits à leur coût d'acquisition complété, le cas échéant, d'une évaluation des compléments de prix susceptibles d'être versés en application des protocoles d'accord signés. Une dépréciation des titres est comptabilisée si cette valeur est durablement inférieure à la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est appréciée en fonction des perspectives de développement à moyen terme des participations ainsi que du retour sur investissement. Les frais d'acquisition des titres de participation sont inscrits à l'actif et font l'objet d'un amortissement dérogatoire sur une durée de 5 ans.

Les créances rattachées aux participations sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constituée au cas par cas, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, sur la base d'une évaluation du risque de non-recouvrement de ces créances.

#### *1.5. Stocks*

Les stocks sont essentiellement constitués de marchandises, de composants et de produits finis. Les stocks sont évalués au coût d'achat (coût de transport inclus), calculé selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré. Une dépréciation des stocks est constituée de façon individuelle par produit en fonction de leur valeur de marché, leur obsolescence éventuelle et de leurs perspectives d'écoulement.

#### *1.6. Créances clients*

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constituée au cas par cas lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, sur la base d'une évaluation du risque de non-recouvrement des créances clients. Cette évaluation du risque de non-recouvrement s'applique également aux créances clients cédées par la Société dans le cadre de son contrat d'affacturage et pour lesquelles des difficultés de recouvrement sont identifiées, étant précisé que la Société bénéficie également d'un contrat d'assurance de ses créances clients.

#### *1.7. Charges et produits constatés d'avance*

Les charges et produits constatés d'avance résultent de facturations de produits et services qui n'ont pas été consommés (charges) ou rendus (produits) au cours de l'exercice.

Le poste Produits constatés d'avance comporte en particulier la plus-value résiduelle sur la cession du site de Barentin, qui est reprise tout au long de la durée de location (engagement de 10 ans au moment de la signature du bail en avril 2019).

#### *1.8. Provisions pour risques et charges*

Des provisions sont comptabilisées pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise, lorsqu'il existe une obligation vis-à-vis de tiers (d'ordre juridique ou découlant de pratiques du Groupe ou d'engagements publics) et qu'il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

#### *1.9. Engagements de retraite*

Conformément aux dispositions de la loi française, la Société s'affranchit de ses obligations de financement des retraites du personnel en France par le versement de cotisations calculées sur la base des salaires aux organismes qui gèrent les programmes de retraite. A ce titre, le montant des cotisations retraite comptabilisé par la Société au titre de l'exercice 2021 s'est établi à 187 K€. Il n'y a pas d'autre engagement lié à ces contributions.

Les engagements de la Société en matière d'indemnités de départ à la retraite ne sont pas provisionnés dans les comptes. Ces engagements ont été évalués à 46 K€ au 31 décembre 2021.

#### *1.10. Valeur de marché des actifs et passifs d'exploitation et de la dette*

Au 31 décembre 2020 et 31 décembre 2021, les valeurs d'inventaire des actifs et passifs tels que les disponibilités, les créances clients et fournisseurs, les autres créances et autres dettes d'exploitation étaient proches de leur valeur de marché, en raison de leurs échéances à court terme et compte tenu des dépréciations constatées, le cas échéant.

#### *1.11. Opérations en devises*

Les soldes monétaires libellés en devises sont convertis en fin de période au taux de clôture. Les écarts par rapport aux valeurs d'origine sont enregistrés dans les comptes d'écarts de conversion actifs et passifs. Les écarts de conversion actifs sur soldes monétaires en devises, sont intégralement provisionnés à la clôture.

Les dettes et créances en monnaie étrangère sont converties et comptabilisées en euro sur la base du dernier cours de change. Lorsque l'application du taux de conversion à la date de l'arrêté des comptes a pour effet de modifier les montants en euros précédemment comptabilisés, les différences de conversions sont inscrites dans des comptes transitoires.

#### *1.12. Risque de change*

Compte tenu du caractère international de son activité, la Société se trouve exposée à un risque de change tant à l'égard de ses clients qu'à l'égard de ses fournisseurs.

#### *1.13. Risque de crédit et risque de concentration*

Les instruments financiers sur lesquels la Société encourt un risque de crédit sont principalement les créances clients. La Société commercialise ses produits et services auprès d'une clientèle concentrée essentiellement sur la France et de façon très limitée, en Europe et en Afrique. La Société évalue périodiquement le risque crédit et la situation financière de ses clients, et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables. Le montant de ces pertes constatées au cours des deux derniers exercices est demeuré maîtrisé et est resté dans les limites anticipées par la direction.

Dans le cadre du développement de son activité en France, la Société a mis en place depuis le mois de février 2011 un contrat d'affacturage lui garantissant la mobilisation d'une partie de son poste clients. Elle bénéficie également d'une assurance-crédit en cas de défaillance. Ces contrats s'appliquent aux clients internationaux à concurrence de leur limite de crédit. Au-delà, la Société procède à une analyse interne du risque client et demande si nécessaire des garanties auprès des clients présentant un risque de crédit et / ou sécurise le paiement avec des demandes de paiements d'avance.

#### *1.14. Orientation industrielle*

La Société a organisé, depuis le 2<sup>nd</sup> semestre 2015, la fabrication de l'ensemble de ses produits à forte valeur ajoutée, ou nécessitant une *customisation* pour s'adapter à la demande des clients, sur son site de production et d'assemblage de Barentin (Normandie), ce qui permet de garantir un haut niveau de qualité, de réduire les délais de production et de diminuer les coûts de transport.

La fabrication des autres produits est confiée à des sous-traitants européens ou asiatiques, permettant ainsi de disposer de capacités de production adaptées à l'évolution de l'activité. La plateforme de Barentin gère depuis le 1<sup>er</sup> semestre 2016, la logistique, les fonctions administratives et accueille également les équipes de recherche et développement.

#### *1.15. Plans d'options de souscription d'actions, de bons de souscription d'action et d'actions gratuites*

Les actions émises dans le cadre de l'exercice de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) ou de bons de souscription d'actions sont inscrites en augmentation des capitaux propres à la date d'exercice et au prix d'exercice des options ou des bons.

Conformément aux principes comptables français, la charge correspondant à l'avantage accordé aux bénéficiaires de ces plans, à savoir la différence entre le prix d'exercice et la valeur de l'action à la date d'attribution n'est pas comptabilisée.

Les attributions d'actions gratuites se font soit en allouant des actions propres détenues par la Société, la charge correspondante est alors portée au compte frais de personnel, soit par émission d'actions nouvelles. Dans ce dernier cas, l'augmentation de capital est compensée par un prélèvement sur la prime d'émission.

#### *1.16. Recours à des estimations du management dans l'application des normes comptables*

La préparation des états financiers requiert de la part de la direction certaines estimations et hypothèses, telles que des provisions qui affectent les montants figurant dans les états financiers. Les coûts réels supportés par la Société peuvent s'avérer différents de ces estimations.



## NOTE 2 - Faits marquants de la période

---

L'année 2021 a été marquée par les événements suivants :

### *Gouvernance*

L'Assemblée générale mixte du 30 juin 2021 a en partie renouvelé le conseil d'administration de Lucibel SA. 3 nouveaux administrateurs ont été nommés dont la société Nextstage AM, tandis que le mandat d'Aster Capital n'a pas été renouvelé.

L'exercice 2021 a également marqué par la démission de Monsieur Yves-Henry Brepson au 31 août et l'arrivée de Monsieur Stéphane Vanel le 1<sup>er</sup> septembre 2021 comme Directeur Commercial puis comme Directeur Général, à compter du Conseil d'administration du 11 octobre 2021.

### *Financements*

Au cours de l'exercice, la Société a bénéficié de nouveaux Prêts Garantis par l'Etat qui lui ont permis de faire face à ces besoins de trésorerie :

- 370 K€ accordés par la Banque Populaire d'Alsace sur l'entité Lorenz Light Technic en complément de la 1<sup>ère</sup> tranche accordée en 2020 ;
- 500 K€ accordés par la Banque Populaire d'Alsace sur l'entité Lucibel ;
- 648 K€ accordés par le Crédit Agricole Normandie Seine sur l'entité Lucibel.

### *Lancement du masque de beauté OVE*

Le 24 juin 2021, le groupe Lucibel a lancé la commercialisation d'un masque de beauté OVE, dessiné par Olivier Lapidus. Utilisant la photobiomodulation par la lumière LED, ce masque traite efficacement les rides du visage tout en corrigeant certaines imperfections de la peau comme en attestent les résultats de l'étude clinique menée par le laboratoire indépendant GREDECO. Cette solution innovante a d'ailleurs suscité le vif intérêt d'acteurs de la cosmétique dont le groupe LVMH, qui a annoncé en décembre 2021, la mise en place d'un partenariat entre Dior et Lucibel.

### *Lancement de la 3<sup>ème</sup> génération de luminaire LiFi*

Après avoir mis sur le marché, en septembre 2016, le premier luminaire LiFi industrialisé au monde, puis une deuxième génération de cette solution disruptive permettant d'accéder à internet par la lumière en octobre 2018, Lucibel a mis sur le marché cette 3<sup>ème</sup> génération de luminaire LiFi, aux performances améliorées et au design très épuré.

Les principales caractéristiques techniques du LUCIPANEL LiFi sont les suivantes :

- un débit, montant et descendant, de 100 Mbps, soit 2 fois plus que le luminaire LiFi Lucibel de 2<sup>ème</sup> génération ;
- la fonctionnalité LiFi est dissociée de la lumière et fonctionne même si cette dernière est éteinte, assurant ainsi une continuité de services et une consommation d'électricité optimisée ;
- la zone de couverture en connectivité du LUCIPANEL LiFi est d'environ 10 m<sup>2</sup> par luminaire ;
- une connexion simultanée est possible jusqu'à 16 utilisateurs par point d'accès.

### *Liquidation de Lucibel Suisse*

La société Lucibel SA en sa qualité d'associé unique a décidé de procéder à la liquidation de sa filiale Lucibel Suisse. Au 31 décembre 2021, les formalités sont en cours.

### *Initiation du processus de liquidation de Lucibel Africa*

A la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2021, le Groupe a décidé d'initier la liquidation de sa filiale Lucibel Africa détenue à 80% par Lucibel SA. Le processus, fortement ralenti en raison de la crise sanitaire n'a toujours pas abouti.

### ***Dissolution par transmission universelle du patrimoine de Lorenz Light Technic***

La société Lucibel SA en sa qualité d'associé unique, a décidé d'opérer une transmission universelle du patrimoine de sa filiale Lorenz Light Technic et constaté la réalisation effective de la dissolution anticipée de la société Lorenz Light Technic à compter du 31 décembre 2021, ce qui a généré un vrai mali de 270 K€ comptabilisé en charges financières au 31 décembre 2021. Les éléments du bilan de Lorenz Light Technic au 31 décembre 2021 ont donc été agrégés à ceux de Lucibel SA. Au plan fiscal, cette dissolution a un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

### ***Cession d'une parcelle sur le site industriel de Barentin (76)***

Le 29 décembre 2021, le Groupe a cédé une parcelle de terrain de 4200 m<sup>2</sup> dont il était resté propriétaire pour 500 K€, réalisant une plus-value de 465 K€ qui est inscrite dans les produits exceptionnels de l'exercice.

## NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

---

### NOTE 3 - Chiffre d'affaires

---

La Société opère sur un seul secteur d'activité : le développement et la commercialisation, tant en France qu'à l'étranger, de solutions d'éclairages de nouvelle génération issues de la technologie LED.

Sur l'exercice écoulé, le chiffre d'affaires de la Société s'établit à 6 113 K€ contre 6 307 K€ en 2020. Près de 95% du chiffre d'affaires enregistré en 2021 a été réalisé en France ce qui confirme le recentrage depuis plusieurs années sur le territoire national. Les ventes réalisées à l'export sur l'exercice écoulé s'établissent à 281 K€.

### NOTE 4 - Achats consommés

---

Ce poste se décompose comme suit :

En K€	2021	2020
Achats matières premières	2 328	2 238
Variation de stocks matières premières	(340)	(154)
Achats de marchandises	1 061	1 367
Variation de stocks de marchandises	(75)	253
Droits de douane sur achats de marchandises	42	30
<b>Achats consommés</b>	<b>3 015</b>	<b>3 733</b>

La Société achète des composants et matières premières pour pouvoir assurer son activité de production et d'assemblage et également des produits finis lorsqu'elle ne peut en assurer elle-même la production. Les achats de matières premières ont faiblement augmenté entre les deux exercices. En revanche les achats de marchandises ont fortement diminué par rapport à l'exercice 2020, ce qui traduit permet une amélioration du taux de marge brute entre les 2 exercices, qui passe de 40,8% à 50,7%.

## NOTE 5 - Charges externes

Les « Charges externes » s'établissent sur l'exercice écoulé à 2 774 K€ contre 2 346 K€ en 2020 et se décomposent ainsi :

En K€	2021	2020	Variation	
			En valeur	En %
Achats d'études	261	323	(62)	-19,3%
Fournitures non stockables et petit équipement	157	90	68	75,3%
Sous-traitance	18	23	(5)	-22,2%
Locations mobilières	128	154	(26)	-16,9%
Locations immobilières	426	301	125	41,5%
Charges locatives / entretien des locaux	142	85	57	66,8%
Entretien, réparation, maintenance	81	55	26	46,6%
Assurances	83	75	9	11,5%
Etudes et recherches	0	100	(100)	-99,9%
Documentation / séminaires	6	9	(3)	-37,4%
Personnel intérimaire ou détaché	26	51	(25)	-49,3%
Honoraires	537	451	85	18,9%
Publicité, catalogues, expositions	109	67	42	63,3%
Frais de Transport	517	326	191	58,7%
Voyages et déplacements - Réceptions	132	119	13	11,1%
Affranchissement / téléphone / internet	80	76	4	4,8%
Services bancaires	40	33	7	21,2%
Autres charges externes	31	7	24	336,9%
<b>Autres achats et charges externes</b>	<b>2 774</b>	<b>2 346</b>	<b>429</b>	<b>18,3%</b>

La hausse significative des charges externes s'explique par :

- l'augmentation très significative des coûts de transport qui est une des conséquences directes de la crise sanitaire ;
- l'augmentation du poste « Fournitures non stockables et petit équipement », avec notamment l'impact de la hausse des coûts de l'énergie et du carburant ;
- l'augmentation du poste « Locations immobilières » qui inclut désormais la taxe foncière du site de Barentin, celle-ci ayant été reclassée du poste « Impôts et Taxes » vers le poste « Charges externes » ;
- l'augmentation des honoraires, et notamment des frais d'avocats engagés pour certains dossiers contentieux ;
- l'augmentation de certaines dépenses (publicité, voyages et déplacements) qui avaient été réduits en 2020 en raison de la crise sanitaire.

Certaines dépenses ont diminué entre les deux exercices comme les achats d'études et les frais d'études et de recherches, ce qui permet de compenser une partie des hausses enregistrées.

## NOTE 6 - Effectifs et charges de personnel

### 6.1 Effectifs

Au 31 décembre 2021, l'effectif total s'élève à 46 contre 48 fin 2020. Dans le cadre de la transmission universelle de patrimoine de Lorenz Light Technic, 5 salariés ont été transférés au sein de la Société, portant son effectif à 51 salariés au 31 décembre 2021.

Cet effectif se répartit selon les catégories suivantes :

	31/12/2021	31/12/2020
Cadres (cadres dirigeants et autonomes)	28	27
Non cadres et agents de maîtrise	23	21
<b>Total Effectif</b>	<b>51</b>	<b>48</b>

### 6.2 Charges de personnel et engagements de retraite

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, les charges de personnel, y compris les rémunérations variables liées aux performances et les charges patronales, se sont élevées à 3 016 K€ contre 2 921 K€ en 2020.

Les indemnités de fin de carrière dues aux salariés n'ont pas fait l'objet d'une provision. L'engagement calculé selon la méthode rétrospective des unités de crédits projetées (P.B.O.) s'élève à 46 K€ au 31/12/2021.

Les hypothèses mises en œuvre dans l'évaluation effectuée pour Lucibel sont les suivantes :

- Taux d'actualisation brut : 0,98 %
- Taux de revalorisation des salaires : de 1 à 1,5%
- Charges sociales patronales : cadres 43%, techniciens et agents de maîtrise 30%, ouvriers et employés de 18% à 26 %
- Table de mortalité : INSEE 2021
- Droits conventionnels : l'indemnité de départ en retraite est déterminée à partir de la convention collective si celle-ci est plus favorable que le régime légal. La convention collective appliquée est celle du Commerce de gros ou du Négoce ameublement
- Départ à la retraite : à l'initiative du salarié
- Age de la retraite : 67 ans

## NOTE 7 – Impôts et taxes

Le montant du poste « *Impôts et Taxes* » diminue et passe de 185 K€ sur l'exercice 2020 à 70 K€ sur 2021, car la taxe foncière du site de Barentin est désormais comptabilisée en « *Charges externes* ».

## NOTE 8 – Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation se répartissent comme suit :

En K€	2021	2020
Production stockée	(25)	(124)
Production immobilisée	309	238
Subventions d'exploitation	12	0
Transferts de charges d'exploitation	7	62
Autres produits	278	275
<b>Autres produits d'exploitation</b>	<b>582</b>	<b>451</b>

La production immobilisée correspond à une partie des frais de personnel de recherche portés par la Société. L'augmentation constatée entre les deux exercices s'explique principalement par une allocation de ressources supplémentaires pour les missions de recherche au cours de l'exercice 2021.

Le poste « *Autres produits* » comprend notamment la quote-part de plus-value sur la cession du site de Barentin reconnue au titre de l'exercice 2021 pour un montant de 246 K€.

## NOTE 9 – Autres charges d'exploitation

Le montant du poste « *Autres charges d'exploitation* » intègre notamment une provision de 15 K€ pour les jetons de présence alloués aux administrateurs au titre de l'exercice 2021.

## NOTE 10 - Dotations et reprises sur amortissements et provisions

Les dotations et reprises sur amortissements et provisions se ventilent de la façon suivante :

En K€	2021	2020
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles	243	544
Dotations aux provisions sur actifs circulants (stocks, créances)	613	564
Dotations aux provisions pour risques et charges	49	41
<b>Sous total dotations aux amortissements et aux provisions</b>	<b>906</b>	<b>1 150</b>
Reprises sur provisions sur actifs circulants (stocks, créances)	(452)	(733)
Reprise sur provisions pour risques et charges	(22)	(41)
<b>Sous total reprises aux amortissements et aux provisions</b>	<b>(474)</b>	<b>(774)</b>
<b>Total net</b>	<b>432</b>	<b>375</b>

Le poste « *Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles* » est principalement constitué d'amortissements des frais de R&D.

## NOTE 11 - Résultat financier

En K€	2021	2020
Gains de change	-	10
Reprise de provisions	625	11
Produits des immobilisations financières	6	3 007
Autres produits financiers	2	42
<b>Produits financiers</b>	<b>633</b>	<b>3 070</b>
Pertes de change	-	(13)
Dotations financières aux provisions	(964)	(55)
Mali de fusion	(270)	-
Pertes sur créances liées à des participations	-	-
Intérêts et autres charges financières	(39)	(42)
<b>Charges financières</b>	<b>(1 273)</b>	<b>(110)</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(640)</b>	<b>2 960</b>

Au 31 décembre 2021, la Société a souscrit à une augmentation de capital de sa filiale Lucibelle Paris pour un montant de 1 008 K€ qui a fait l'objet d'une compensation avec les créances commerciales détenues sur cette filiale. La Société a donc procédé à une reprise de provisions sur les créances commerciales détenues sur cette filiale à hauteur de 625 K€.

Les dotations financières aux provisions concernent essentiellement les titres de Lucibelle Paris qui ont été dépréciés pour un montant de 917 K€ ;

Les intérêts et autres charges financières comprennent des intérêts sur comptes courants pour 20 K€, des intérêts d'emprunts à hauteur de 11 K€. et des intérêts sur le compte d'affacturage pour 8 K€.

Les autres charges financières correspondent essentiellement au mali de fusion, enregistré suite à l'opération de transmission universelle de patrimoine de la société Lorenz Light Technic au 31 décembre 2021.

## NOTE 12 - Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels regroupent les opérations de nature inhabituelle et/ou dont la survenance est rare.

En K€	2021	2020
Produit/(Perte) sur cession	500	1
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	(46)	(440)
Charges exceptionnelles	(254)	(199)
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	6	16
Produits exceptionnels	7	6
(Dot.) / Rep. provisions	(31)	47
<b>Total</b>	<b>181</b>	<b>(569)</b>

Sur l'exercice 2021, le résultat exceptionnel de 181 K€ correspond essentiellement à :

- à la plus-value de cession d'une des parcelles de Barentin dont le Groupe était resté propriétaire (465 K€) ;
- des charges exceptionnelles de restructuration (108 K€) ;
- des charges exceptionnelles sur exercices antérieurs à hauteur de 46 K€ ;
- à l'abandon de projets de R&D qui avaient été inscrits à l'actif et qui ont finalement été abandonnés en raison de choix techniques ou commerciaux rendant leurs perspectives de mise sur le marché peu probables (108 K€) ;
- une provision de 21 K€ pour les Crédits Impôts Innovation de 2021, le statut de PME au sens communautaire ayant été remis en question par l'administration fiscale, la Société n'ayant pas la certitude de le retrouver pour l'exercice 2021 ;
- diverses provisions pour risque d'exploitation (+65 K€) dont certaines ont été compensées par des reprises opérées sur l'exercice.

## NOTE 13 - Impôts

---

L'incidence sur le résultat des dispositions fiscales est la suivante :

En K€	2021	2020
Impôts sur les sociétés	166	230
Crédits d'impôt	118	168
<b>Impôts sur les bénéfices</b>	<b>284</b>	<b>399</b>

Compte tenu de la perte de l'exercice, aucune charge d'impôt n'a été comptabilisée au 31 décembre 2021 par la Société. A cette date, la Société dispose de déficits fiscaux cumulés de 48 437 K€ dont 32 228 K€ dans le cadre du régime d'intégration fiscale. Ces déficits peuvent être reportés indéfiniment ; cependant, le montant du déficit pouvant être déduit d'un bénéfice ultérieur est plafonné à un montant de 1 M€ par année, auquel s'ajoute, le cas échéant, 50 % de la fraction du bénéfice excédant 1 M€.

La Société a comptabilisé en 2021 en produits d'impôts l'économie d'impôt générée par sa filiale Procédés Hallier dans le cadre de l'intégration fiscale pour 162 K€ et l'ensemble des crédits d'impôt auquel elle est éligible, pour un montant global de 118 K€ (CIR et CII).



## NOTES RELATIVES AU BILAN

### NOTE 14 - Immobilisations incorporelles

Les acquisitions nettes de la période s'élèvent à 738 K€. Elles correspondent aux frais de développement engagés par la Société pour la conception de nouveaux produits LED et procédés associés. Le montant des sorties et reclassements correspond au montant des immobilisations en cours qui ont été transférées dans le compte d'immobilisations sur l'exercice.

En K€	Brevets, Frais de recherche et développement	Licences et logiciels	Fonds de commerce et autres immo. Incorporelles	Total
<b>Valeur Brute au 31 décembre 2020</b>	<b>2 467</b>	<b>354</b>	<b>311</b>	<b>3 132</b>
Acquisitions	738	0		738
TUP		9		9
Sorties/reclassements	(407)			(407)
<b>Valeur Brute au 31 décembre 2021</b>	<b>2 799</b>	<b>364</b>	<b>311</b>	<b>3 473</b>
<b>Amortissements au 31 décembre 2020</b>	<b>(2 079)</b>	<b>(341)</b>	<b>(1)</b>	<b>(2 420)</b>
Dotations	(146)	(10)		(156)
TUP		(5)		(5)
Reprises				-
<b>Amortissements au 31 décembre 2021</b>	<b>(2 225)</b>	<b>(356)</b>	<b>(1)</b>	<b>(2 582)</b>
<b>Valeur nette au 31 décembre 2020</b>	<b>389</b>	<b>14</b>	<b>310</b>	<b>712</b>
<b>Valeur nette au 31 décembre 2021</b>	<b>574</b>	<b>8</b>	<b>310</b>	<b>892</b>

Dans les immobilisations incorporelles figure le fonds de commerce de la société Confidence rachetée en 2018 et qui a fait l'objet d'une transmission universelle du patrimoine en 2019. La durée de cet actif étant illimitée, la Société a procédé à un test de dépréciation qui a conduit à ne pas constater de dépréciation de cet actif.

Les immobilisations et dotations liées à l'opération de la transmission universelle du patrimoine de Lorenz figurent sur la ligne TUP.

## NOTE 15 - Immobilisations corporelles

En K€	Terrain	Mat Outillage industriel et mat labo	Installations générales et agencements	Materiel de manutention	Matériel informatique	Mobilier de bureau	Immo. corp. en cours	Total
<b>Valeur Brute au 31 déc. 2020</b>	<b>87</b>	<b>438</b>	<b>199</b>	<b>47</b>	<b>156</b>	<b>69</b>	<b>6</b>	<b>1 004</b>
Acquisitions		22	18	4	15		140	199
TUP		19		13		11		43
Sorties / reclassements	(35)						(147)	(182)
<b>Valeur Brute au 31 déc. 2021</b>	<b>52</b>	<b>480</b>	<b>217</b>	<b>64</b>	<b>171</b>	<b>80</b>	<b>0</b>	<b>1 064</b>
<b>Amortissements au 31 déc. 2020</b>	<b>-</b>	<b>(332)</b>	<b>(91)</b>	<b>(44)</b>	<b>(121)</b>	<b>(59)</b>	<b>-</b>	<b>(647)</b>
Dotations		(39)	(19)	(3)	(25)	(1)		(87)
TUP		(19)	(9)	(13)		(6)		(48)
Reprises		-	-					-
<b>Amortissements au 31 déc. 2021</b>	<b>-</b>	<b>(391)</b>	<b>(119)</b>	<b>(59)</b>	<b>(146)</b>	<b>(66)</b>	<b>-</b>	<b>(782)</b>
<b>Valeur nette au 31 déc. 2020</b>	<b>87</b>	<b>106</b>	<b>108</b>	<b>3</b>	<b>35</b>	<b>10</b>	<b>6</b>	<b>357</b>
<b>Valeur nette au 31 déc. 2021</b>	<b>52</b>	<b>89</b>	<b>98</b>	<b>4</b>	<b>25</b>	<b>14</b>	<b>-</b>	<b>282</b>

Les immobilisations et dotations liées à l'opération de la transmission universelle du patrimoine de Lorenz figurent sur la ligne TUP.

## NOTE 16 - Immobilisations financières

En K€	Titres de participation	Créances rattachées à des participations	Autres immobilisations financières	Total
<b>Valeur Brute au 31 décembre 2020</b>	<b>14 036</b>	<b>4 107</b>	<b>172</b>	<b>18 315</b>
Acquisitions	1 008		13	1 021
TUP	(1 481)		9	(1 471)
Sorties	(918)		(19)	(937)
<b>Valeur Brute au 31 décembre 2021</b>	<b>12 646</b>	<b>4 107</b>	<b>175</b>	<b>16 928</b>
<b>Dépréciations au 31 décembre 2020</b>	<b>(6 022)</b>	<b>(4 107)</b>	<b>(4)</b>	<b>(10 132)</b>
Dotations		(1)		(1)
Reprises	10			10
<b>Dépréciations au 31 décembre 2021</b>	<b>(6 012)</b>	<b>(4 107)</b>	<b>(4)</b>	<b>(10 123)</b>
<b>Valeur nette au 31 décembre 2020</b>	<b>8 014</b>	<b>1</b>	<b>168</b>	<b>8 183</b>
<b>Valeur nette au 31 décembre 2021</b>	<b>6 633</b>	<b>-</b>	<b>171</b>	<b>6 804</b>

Au 31 décembre 2021, la valeur nette des titres de participation s'établit à 6 633 K€ contre 8 014 K€ au 31 décembre 2020.

La Société a décidé de reconstituer les fonds propres de sa filiale Lucibelle Paris et a donc souscrit à une augmentation de capital de 1 008 K€, montant porté sur la ligne acquisition. Afin d'assainir la situation financière de sa filiale, il a été décidé de procéder à une réduction du capital social de Lucibelle Paris motivée par des pertes, à hauteur de 918 K€.

Au 31 décembre 2021, la valeur nette des créances rattachées à des participations est quasiment nulle. En effet, la Société a décidé de provisionner fin 2019 la totalité des créances de sa filiale Cordel.

Dans le cadre de l'arrêté des comptes annuels de ses filiales, la Société peut être amenée, le cas échéant, à émettre des lettres de confort l'engageant à garantir la continuité d'exploitation de ces structures dans le cas d'une insuffisance de fonds propres à la clôture résultant notamment des pertes enregistrées sur l'exercice.

Au 31 décembre 2021, le poste « *Autres immobilisations financières* » comprend des dépôts et cautionnements dont la valeur s'établit à 139 K€ et des prêts dans le cadre de l'obligation des employeurs à l'effort de construction à hauteur de 36 K€. Les dépôts et cautionnements ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation de 4 K€.

## NOTE 17 - Stocks et en-cours

En K€	31/12/2021	31/12/2020
Valeur brute	3 333	2 360
Dépréciations cumulées.	(731)	(440)
<b>Valeur nette</b>	<b>2 602</b>	<b>1 920</b>

La valeur nette des stocks au 31 décembre 2021 s'établit à 2 602 K€ contre 1 920 K€ au 31 décembre 2020. Le stock comprend à la fois la valeur nette des produits et solutions LED destinés à la commercialisation et la valeur nette des composants utilisés par la société dans le cadre de son activité de production et d'assemblage.

L'augmentation de la valeur des stocks entre les deux exercices s'explique essentiellement par l'intégration des stocks de la filiale Lorenz Light Technic qui a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine au 31 décembre 2021. En valeur nette, l'impact est de 463 K€.

## NOTE 18 - Clients et comptes rattachés

Les créances clients et comptes rattachés s'analysent comme suit :

En K€	31/12/2021	31/12/2020
Valeur brute	2 596	2 866
Dépréciations cumulées.	(2 321)	(2 324)
<b>Valeur nette</b>	<b>275</b>	<b>542</b>

En valeur nette, le montant des « *Créances clients et comptes rattachés* » comptabilisé fin 2021 a diminué par rapport à la situation au 31 décembre 2020. Cette évolution traduit une amélioration dans la gestion du compte clients.

Le montant des dépréciations des créances commerciales reste à un niveau stable entre les deux exercices, à 2 321 K€ fin 2021 contre 2 324 K€ à fin 2020. La majeure partie de ces dépréciations concerne des créances intragroupes.

Par ailleurs, pour les créances domestiques, il convient de rappeler que la Société s'appuie sur un contrat d'affacturage de type « confidentiel ». Au 31 décembre 2021, le montant des créances cédées au factor et non recouvrées s'élève à 815 K€ contre 1 047 K€ à fin décembre 2020.

Au 31 décembre 2021, la valeur brute des créances libellées en devises étrangères est non significative.

## NOTE 19 - Autres créances

Les autres créances s'analysent comme suit :

En K€	31/12/2021	31/12/2020
Personnel et organismes sociaux.	3	1
Etat – TVA	161	82
Etat - Impôt société - Crédit d'impôts	381	356
Créances et retenue de garantie – Contrat d'affacturage	356	555
Avances et acomptes sur commandes fournisseurs	45	47
Débiteurs divers	306	305
Comptes courants Groupe	2 122	2 729
Dépréciations cumulées.	(212)	(838)
<b>Total autres créances</b>	<b>3 162</b>	<b>3 236</b>

Le montant qui figure dans la rubrique « *Etat - Impôt sur les sociétés – Crédit d'impôts* » enregistré à hauteur de 381 K€ au 31 décembre 2021 correspond, pour le groupe d'intégration fiscale :

- aux créances de crédit impôt recherche (CIR), soit une quote-part des CIR 2016 et 2017 (76 K€), le montant des CIR 2020 (130 K€) et 2021 (97 K€) ;
- aux créances de crédit impôt innovation 2020 (9 K€) et 2021 (21 K€) ;
- à un remboursement de CVAE de 46 K au titre de 2021.

Le poste « *Créances et retenue de garantie – Contrat d'affacturage* » représente le montant des réserves constituées chez le factor suite à la cession des créances clients par la Société dans le cadre du contrat d'affacturage (295 K€), ainsi que le montant de la retenue de garantie constituée par le factor à l'occasion de ces mêmes cessions (61 K€).

## NOTE 20 - Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Les disponibilités détenues en banque sont quasi exclusivement libellées en euros.

Au 31 décembre 2021, la Société ne dispose pas de comptes à terme.

## NOTE 21 - Capitaux propres

### 21.1. Capital social

Au 31 décembre 2021, le capital social s'élève à 2 811 K€ et est intégralement libéré. Il est composé de 14 929 768 actions d'une seule catégorie et d'une valeur nominale d'environ 0,1882 euro par action.

Par ailleurs, compte tenu de l'opération d'attribution gratuite de bons de souscription d'actions remboursables (BSAR), décidée par le Conseil d'administration du 9 juillet 2020 en vertu de la délégation de compétence conférée par l'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2019, 18 146 actions nouvelles ont été émises suite à l'exercice de 72 584 BSAR (position arrêtée au 31 décembre 2021). Ces émissions d'actions ont donné lieu à une augmentation de capital nette de frais de 18 K€ dont 15 K€ portés au compte de « *Primes d'émission* ».

Au 31 décembre 2021, 8,6% du capital social est détenu par le dirigeant fondateur de la Société et sa société holding, et 23,5% par le fonds d'investissement NextStage AM. Les actions restantes sont principalement détenues par des investisseurs financiers ou des particuliers intervenant directement sur le marché Euronext Growth.

Au 31 décembre 2021, la Société ne détient plus aucune action, ainsi chaque action en circulation dispose d'un droit de vote attaché.

## 21.2. Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (« BSPCE » ou « bons »)

Différents programmes d'émission de BSPCE ont été mis en place par le Groupe depuis 2010. Ces programmes bénéficient au personnel salarié, aux dirigeants de Lucibel ainsi qu'aux salariés des sociétés ou filiales qui lui sont liées.

La plupart des programmes présentent les caractéristiques suivantes :

- chaque BSPCE donne le droit de souscrire à une action.
- pour chaque émission, sauf modalités particulières, 50% des bons sont exerçables 24 mois après leur attribution et le solde 36 mois après leur attribution.
- les BSPCE devenus exerçables peuvent être exercés à tout moment au cours de leur période de validité de 5 ans, décomptée à partir de la date d'attribution.
- en cas de démission ou de licenciement, le bénéficiaire perd ses droits sur les BSPCE non encore acquis (sauf décision contraire prise dans un délai de 3 mois par le Conseil d'administration). Pour les attributions depuis 2016, une condition de présence au sein de l'entreprise est exigée pour l'exercice des BSPCE.

Certaines attributions comportent également des conditions de performance.

Entre 2010 et 2020, dix programmes ont été mis en place successivement par Lucibel SA. Les plans d'attributions de BSPCE de 2017 à 2020 sont toujours en cours, et dans le cadre de ces plans, 789 000 BSPCE ont été attribués, 360 000 ont été annulés suite au départ des bénéficiaires ou à la non réalisation des objectifs définis pour certains plans spécifiques.

En 2021, la Société a mis en place un nouveau programme et a attribué 1 195 000 BSPCE. Une synthèse des opérations relatives aux BSPCE est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions correspondant aux bons attribués et en circulation	Prix moyen de souscription par action (€)
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>	<b>676 250</b>	<b>2,85</b>
Attribués	300 000	0,97
Exercés	-	-
Annulés	(321 750)	3,62
<b>Solde au 31 décembre 2020</b>	<b>654 500</b>	<b>1,61</b>
Attribués	1 195 000	0,79
Exercés	-	-
Annulés	(225 500)	1,72
<b>Solde au 31 décembre 2021</b>	<b>1 624 000</b>	<b>0,99</b>

Au 31 décembre 2021, 144 000 actions peuvent être souscrites au titre des BSPCE exerçables, avec des prix d'exercice variant de 1 € à 4,55 € suivant les attributions.

### 21.3. Options de souscription d'actions

Les programmes d'options bénéficient aux salariés et mandataires sociaux éligibles de Lucibel SA et des sociétés ou filiales qui lui sont liées.

Tous les programmes d'options présentent les caractéristiques suivantes :

- Chaque option donne le droit de souscrire à une action.
- Pour chaque émission, 50% des options sont exerçables 24 mois après leur attribution et le solde 36 mois après leur attribution.
- Les options devenues exerçables peuvent être exercées à tout moment sur une période de 7 ans décomptées à partir de la date d'attribution.
- En cas de démission ou de licenciement, le bénéficiaire perd ses droits sur les options non encore acquises (sauf décision contraire prise dans un délai de 3 mois par le Conseil d'administration).

Le plan d'attribution d'options de souscription d'actions de 2015 est toujours en cours. 15 000 options ont été attribuées au prix de 3,75 €. 7 500 ont été annulées suite au départ des bénéficiaires et aucune option n'a été exercée pour ce plan sur les exercices antérieurs.

Les plafonds d'émission autorisés sont communs à l'émission de BSPCE.

Aucune option n'a été exercée sur l'exercice. Une synthèse des opérations d'émission d'options de souscription d'actions est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions correspondant aux options attribuées et en circulation	Prix moyen de souscription par action (€)
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>	<b>51 500</b>	<b>6,95</b>
Attribués		
Exercés		
Annulés	(44 000)	7,50
<b>Solde au 31 décembre 2020</b>	<b>7 500</b>	<b>3,75</b>
Attribués		
Exercés		
Annulés		
<b>Solde au 31 décembre 2021</b>	<b>7 500</b>	<b>3,75</b>

### 21.4. Attributions gratuites d'actions (« AGA »)

En juin 2016, les actionnaires de la Société ont autorisé la mise en place d'un premier programme d'attribution d'actions gratuites. Au 31 décembre 2016, 54 000 actions gratuites ont été attribuées dans le cadre de ce programme. La période d'acquisition de ces actions a été fixée à 1 an, soit du 7 juillet 2016 au 6 juillet 2017 et la période de conservation a été fixée à un an, soit du 7 juillet 2017 au 6 juillet 2018. Du fait du départ d'un salarié, 53.000 actions ont été effectivement et définitivement acquises par les bénéficiaires à l'expiration de la période d'acquisition.

En mars 2017, les actionnaires de la Société ont autorisé la mise en place d'un deuxième programme d'attribution d'actions gratuites. Le nombre total d'attributions d'actions gratuites de ce programme s'élève à 34 960 AGA, dont 24 960 attributions faites en mars 2017 et 10 000 en avril 2018. Sur la 1<sup>ère</sup> attribution, 15 160 actions ont été effectivement et définitivement acquises par les bénéficiaires à l'expiration de la période

d'acquisition (fixée au 17 mars 2019). Sur la 2<sup>nd</sup>e attribution, 10 000 actions ont été effectivement et définitivement acquises par les bénéficiaires à l'expiration de la période d'acquisition (fixée au 3 avril 2020).

En juin 2019, les actionnaires de la Société ont autorisé la mise en place d'un nouveau programme d'attribution d'actions gratuites ne pouvant porter sur un nombre d'actions existantes ou nouvelles supérieur à plus de 3% du nombre d'actions composant le capital social de la société à la date de la décision de leur attribution. Le nombre total d'attributions d'actions gratuites de ce programme s'élève à 434 927 dont :

- 67 400 attribuées en juillet 2020. 49 350 AGA ont été annulées en raison du départ des bénéficiaires avant l'expiration de la période d'acquisition ; Les 18 050 actions gratuites attribuées sont en cours d'acquisition jusqu'en juillet 2022 ;
- 54 377 attribuées en juillet 2021, en cours d'acquisition jusqu'en juillet 2022 ;
- 287 900 attribuées en septembre 2021, en cours d'acquisition jusqu'en mars 2023 ;
- 25 250 attribuées en décembre 2021, en cours d'acquisition jusqu'en juin 2023.

Une synthèse des opérations d'attribution d'actions gratuites est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions gratuites en circulation
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>	<b>10 000</b>
Attribuées	67 400
Acquises	(10 000)
Annulées	
<b>Solde au 31 décembre 2020</b>	<b>67 400</b>
Attribuées	367 527
Acquises	
Annulées	(49 350)
<b>Solde au 31 décembre 2021</b>	<b>385 577</b>

## NOTE 22 - Autres fonds propres

En K€	31/12/2021	31/12/2020
Avances conditionnées	975	1 142
<b>Total autres fonds propres</b>	<b>975</b>	<b>1 142</b>

Au 31 décembre 2021, les autres fonds propres sont constitués d'avances consenties par la région Normandie dans le cadre de l'implantation de Lucibel sur le site de Barentin.

Début 2021, la Société a demandé et obtenu un rééchelonnement de la dette restante à compter du 1<sup>er</sup> mars 2021, avec un allègement des mensualités pendant 12 mois.

Le tableau ci-dessous présente l'échéancier de cette avance au 31 décembre 2021 :

En K€	Montant initial	Taux d'intérêt effectif	< 1an	>1an - < 5ans	> 5 ans	TOTAL
Avance Région Normandie	1 750	0%	262	714	0	975

## NOTE 23 - Provisions pour risques et charges

Les provisions s'analysent comme suit :

En K€	31/12/2020	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	TUP	31/12/2021
Provision pour risque produit	94	48	(22)		13	133
Autres provisions pour risques	233	91	(15)		50	359
<b>Total provisions</b>	<b>327</b>	<b>140</b>	<b>(38)</b>	<b>-</b>	<b>63</b>	<b>492</b>
En exploitation	96	49	(22)		63	186
En financier	50					50
En exceptionnel	181	90	(15)			256

La provision pour garantie produits couvre les coûts éventuels associés à un mauvais fonctionnement des produits commercialisés par la Société durant la période de garantie (comprise entre 1 et 3 ans). Cette provision est évaluée à partir d'une analyse de la nature et de la criticité des défauts identifiés et d'une estimation du coût des actions correctives à mettre en œuvre (frais d'installation des produits remplacés inclus).

Les provisions pour risques correspondent à la meilleure estimation du management des risques de sortie d'actif pour la Société, prenant en compte l'information disponible à la date d'arrêté des comptes. Les coûts réels auxquels la Société pourrait faire face pourraient différer de ces estimations. Ces provisions portent sur des litiges clients et sur le montant du Crédit Impôt Innovation 2021, en raison du risque pour la Société de perdre son statut de PME au sens communautaire du terme.

## NOTE 24 - Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Au 31 décembre 2021, les caractéristiques des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit, hors découverts bancaires, sont les suivantes :

Libellé	Durée	Montant initial	Début	Fin	< 1an	>1an - < 5ans	> 5 ans	TOTAL
COFACE	Assurance export	74	janv.-14	mars-20	73			73
BRED	36 mois + 6 mois de report (*)	396	déc.-17	juin-21				0
CIC	60 mois + 6 mois de report (*)	570	oct.-18	avr.-24	114	152		266
CIC PGE (**)	Différé de 2 ans + 4 ans	500	juin-20	mai-26	72	428		500
Caisse d'épargne PGE (**)	Différé de 2 ans + 4 ans	501	juin-20	mai-26	72	429		501
Banque Populaire d'Alsace PGE (**)	1 an jusqu'à la confirmation de l'option de différé	500	juil.-21	juil.-22	500			500
Crédit Agricole	1 an jusqu'à la confirmation de l'option de différé	648	déc.-21	déc.-22	648			648
Banque Populaire d'Alsace (***)	60 mois + 6 mois de report (*)	700	déc.-19	mai-25	140	342		481
Banque Populaire d'Alsace (***) PGE(**)	Différé de 2 ans + 4 ans	602	juil.-20	juil.-26	62	540		602
Banque Populaire d'Alsace (***) PGE (**)	Différé de 2 ans + 4 ans	371	mars-21	mars-27		347	24	371
<b>TOTAL</b>		<b>4 862</b>			<b>1 681</b>	<b>2 238</b>	<b>24</b>	<b>3 942</b>

(\*) report accordé par la banque dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19 / (\*\*) Prêt Garanti par l'Etat

(\*\*\*) initialement souscrit par Lorenz Light Technic



L'emprunt à moyen terme contracté en 2018 auprès de la banque CM-CIC (570 K€ de nominal), est soumis au respect de covenants financiers basés sur les comptes consolidés de Lucibel SA. Ils sont détaillés ci-après :

- Maintien des fonds propres de Lucibel à au moins 10 M€ ;
- Résultat d'exploitation positif à compter du 31 décembre 2019 ;
- Maintien d'un ratio Dettes financières nettes (hors avances conditionnées) sur Fonds propres inférieur à 0,5.

Au 31 décembre 2021, au moins l'un des covenants n'est pas respecté mais à la demande de Lucibel, le CIC a signifié son accord en décembre 2021 pour ne pas demander le remboursement anticipé du solde restant dû au 31 décembre 2021, soit 266 K€, malgré le bris de covenant.

Au cours de l'exercice 2021, la Société a obtenu deux Prêts Garantis par l'Etat (PGE) de 500 K€ et 648 K€. Par ailleurs dans le cadre de transmission universelle du patrimoine de Lorenz Light Technic elle a intégré de nouveaux emprunts dont deux PGE. Pour le PGE de 370 K€ de Lorenz Light Technic, la Société a d'ores et déjà confirmé auprès de la Banque Populaire d'Alsace qu'elle optait pour un différé de 2 ans et un remboursement sur 4 ans à compter de mars 2023. Pour les PGE plus récents, et pour lesquels la Société n'a pas eu encore à formuler de choix, les dettes ont été considérées comme étant à court terme. L'échéancier présenté ci-dessus tient compte de ces éléments.

## NOTE 25 – Emprunts et dettes financières diverses

Dans ce poste du bilan, figure le montant des dettes de la Société vis-à-vis de ces filiales. A fin décembre 2021, il s'élève à 4 139 K€ contre 4 246 K€ au 31 décembre 2020.

## NOTE 26 - Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes fournisseurs, quasiment stables entre les deux exercices ont une échéance inférieure à un an et s'analysent comme suit :

En K€	31/12/2021	31/12/2020
Dettes fournisseurs.	1 110	1 140
Dettes fournisseurs - Factures non parvenues	377	285
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>1 487</b>	<b>1 425</b>

## NOTE 27 - Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales ont une échéance inférieure à un an et s'analysent comme suit :

En K€	31/12/2021	31/12/2020
Dettes sociales	941	1 001
Dettes fiscales	86	175
<b>Dettes fiscales et sociales</b>	<b>1 027</b>	<b>1 177</b>

Le poste « *Dettes sociales* » intègre les provisions pour congés payés et pour rémunérations variables liées à l'activité 2021 à régler par la Société au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2022. Au 31 décembre 2021, ce poste comprend également une partie du report de charges sociales accordé à la Société dans le cadre des mesures mises en place par le gouvernement suite à la crise sanitaire et non encore remboursé. Ce report de charges s'élève à 254 K€ pour les cotisations URSSAF et à 50 K€ pour les cotisations retraite. Le remboursement du solde est prévu sur l'exercice 2022.

Au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre 2021, la Société a demandé à bénéficier des mesures de remise de dettes sociales, qui concernent les charges patronales des mois de mars à mai 2020. La Société est toujours en attente de la réponse des organismes sociaux concernés.

Les dettes fiscales correspondent essentiellement à de la TVA et au prélèvement à la source à reverser en janvier 2022.

## NOTE 28 - Autres dettes

---

Les autres dettes s'analysent comme suit :

En K€	31/12/2021	31/12/2020
Clients créditeurs	198	95
Créditeurs divers	36	77
Produits constatés d'avance	1 808	2 033
<b>Autres dettes</b>	<b>2 042</b>	<b>2 204</b>

Le poste « *Clients créditeurs* » comprend notamment les remises de fin d'année octroyées aux clients distributeurs de la Société, des acomptes et des avoirs à établir.

Le poste « *Créditeurs divers* » inclut principalement les compléments de prix à verser dans le cadre du rachat de LuciConnect (36 K€).

Enfin, le poste « *Produits constatés d'avance* » correspond essentiellement à la valeur résiduelle de la plus-value réalisée sur la cession d'une partie du site de Barentin. La Société a décidé d'étaler celle-ci sur les 10 ans d'engagement de location pris par la Société au moment de la vente. La plus-value reconnue au titre de 2021 qui s'élève à 246 K€ est comptabilisée en Produits d'exploitation tandis que la plus-value résiduelle de 1 787 K€ est comptabilisée en « *Produits constatés d'avance* ».

## INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

---

### NOTE 29 - Engagements hors bilan

---

Dans le cadre de son activité, la Société est amenée à prendre un certain nombre d'engagements. Certains engagements ont fait l'objet de provisions tels que les engagements liés à la garantie produits.

Au 31 décembre 2021, la nature des engagements portés par la Société reste sensiblement identique à celle existant au 31 décembre 2020. Les principaux engagements hors bilan et passifs éventuels sont listés ci-après.

La Direction estime, au mieux de sa connaissance actuelle, qu'il n'existe pas à ce jour d'engagements susceptibles d'avoir un impact significatif sur sa situation financière actuelle ou future, autres que ceux listés ci-dessous.

#### *29.1 Engagements de location*

Dans le cadre de la cession d'une partie de son site industriel de Barentin, la Société a pris un engagement ferme de location de 10 ans au travers d'un bail ayant pris effet le 8 avril 2019. Le loyer annuel pour les 2 premières années s'élève à 340 K€ HT, puis à 395 K€ HT pour les 8 années suivantes. Une franchise de loyer de 3 mois a été accordée pour la 2<sup>ème</sup> année.

Au 31 décembre 2021, les échéances de loyers minima futurs, hors charges de maintenance, au titre de ce bail s'établissent à 2 892 K€.

La Société loue des bureaux à Rueil-Malmaison au travers d'un bail commercial ayant pris effet le 12 avril 2019 pour une durée de neuf ans, avec possibilité de résiliation anticipée à la fin de chaque période triennale moyennant un préavis de 6 mois. La Société ayant résilié son bail et le bailleur ayant accepté une résiliation anticipée au 14 janvier 2022, le montant du loyer restant dû au 31 décembre 2021, hors charges de maintenance, au titre de ce bail s'établit à 1,4 K€.

La Société loue des bureaux à Lorient au travers d'un bail commercial ayant pris effet le 1<sup>er</sup> octobre 2019 pour une durée de neuf ans avec possibilité de résiliation anticipée à compter du 1<sup>er</sup> avril 2020 moyennant un préavis de 6 mois. Le loyer annuel hors taxes est de 5 K€.

Au 31 décembre 2021, les échéances de loyers minima futurs, hors charges de maintenance, au titre de ce bail s'établissent à 2,5 K€.

Pour sa filiale Lorenz Light Technic (qu'elle a absorbé par voie de transmission universelle de patrimoine), la Société loue des bureaux et un espace de stockage à Duttlenheim au travers d'un bail commercial ayant pris effet le 11 avril 2019 pour une durée de neuf ans, avec possibilité de résiliation anticipée à la fin de chaque période triennale moyennant un préavis de 6 mois. La Société ayant résilié son bail au 10 avril 2022, le montant des loyers restant dus au 31 décembre 2021, hors charges de maintenance, au titre de ce bail s'établit à 14,8 K€.

Enfin, la Société loue des véhicules de fonction principalement affectés à ses effectifs commerciaux dans le cadre de contrats de location simple de durée généralement comprise entre 36 et 48 mois. Les redevances versées en 2021 par la Société dans le cadre de ses contrats se sont établies à 106 K€.

#### *29.2 Engagements pris dans le cadre de la mise en place d'un emprunt bancaire*

La Société s'est engagée, à l'occasion de la mise en place d'un emprunt bancaire, à respecter un ensemble de « covenants » développés en note 24. Par ailleurs, pour cet emprunt, la Société a nanti au profit du CIC, 25% du capital de Procédés Hallier. Au 31 décembre 2021, il reste 266 K€ à rembourser sur cet emprunt destiné à refinancer l'acquisition des titres de la société Confidence et dont le montant initial était de 570 K€.

#### *29.3 Engagement pris pour des effets de commerce escomptés non échus*

Le montant des effets escomptés non échus s'élève à 7 K€ au 31 décembre 2021.

#### 29.4 Engagement pris pour des crédits baux

La société Lorenz Light Technic a pris des engagements de crédit-bail pour des véhicules dont la synthèse est présentée dans le tableau ci-après.

31/12/2021 - en K€	Terrain	Construction	Installation matériel outillage	Autres	Total
<b>Valeur d'origine</b>				<b>108</b>	<b>108</b>
<b>Amortissements</b>					
Cumul exercices antérieurs				13	13
Dotation de l'exercice				23	23
<b>Total</b>				<b>36</b>	<b>36</b>
<b>Redevances payées</b>					
Cumul exercices antérieurs				10	10
Dotation de l'exercice				22	22
<b>Total</b>				<b>33</b>	<b>33</b>
<b>Redevances restant à payer</b>					
- à un an au plus				22	22
- entre 1 et 5 ans				46	46
<b>Total</b>				<b>68</b>	<b>68</b>

#### 29.5 Engagements reçus dans le cadre de la cession des titres Citéclaire

Dans le cadre de la cession d'une partie des titres de la société Citéclaire en 2015 et 2016, la Société a reçu, dans l'attente du paiement complet du prix de cession, le nantissement de l'ensemble des titres cédés. Une partie de ces titres ayant été payés au cours de l'exercice 2021, le nantissement ne porte plus que sur 56 K€.

#### 29.6 Engagements reçus dans le cadre des abandons de créances consentis à la société Citéclaire

La Société a consenti des abandons de créances à la société Citéclaire portant sur un montant global HT de 562 K€. Une clause de retour à meilleure fortune a été conclue entre les parties et prévoit que Citéclaire rembourse progressivement la Société chaque semestre à hauteur de 50% du flux de trésorerie net positif généré sur le semestre courant. Aucun remboursement n'est intervenu au 31 décembre 2021. La clause de meilleure fortune est plafonnée à 332 K€.

#### 29.7 Engagements reçus dans le cadre de la mise en place des prêts garantis par l'Etat (PGE)

Conformément aux dispositions prévues dans le cadre de la mise en place des Prêts Garantis par l'Etat, la Société bénéficie au 31 décembre 2021 d'une garantie représentant 90% du montant des emprunts souscrits soit un total de 2 806 K€ dont 1 933 K€ pour Lucibel et 873 K€ liés à Lorenz Light Technic.

#### 29.8 Engagements reçus dans le cadre de la mise en place d'une garantie bancaire

La Société a mis en place une garantie bancaire auprès du CIC pour couvrir un marché étranger à hauteur de 26 KCHF, soit 25 K€ convertis à la date de clôture.

Au 31 décembre 2021, la Société ne bénéficiait pas d'autres engagements donnés ou reçus significatifs.

## NOTE 30 - Evénements postérieurs à la clôture

La Société a cédé la 2<sup>de</sup> parcelle de terrain de son site de Barentin dont elle était restée propriétaire pour un montant de 589 K€.

Au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2022, la Société a poursuivi les échanges avec DIOR en vue de la signature d'un partenariat commercial avec sa filiale Lucibelle Paris pour la commercialisation de son masque de beauté OVE, dont la conception et la fabrication sont assurées par le site de Barentin.

Ce partenariat, par lequel DIOR déploierait dans une vingtaine de pays le masque de beauté OVE, dans ses spas et auprès de ses clients particuliers, ouvre des perspectives intéressantes pour la Société.

La situation en Ukraine est sans conséquence directe identifiée à la date d'arrêté des comptes et du rapport de gestion. Toutefois, la Société n'a pas été en mesure de mener l'analyse des répercussions indirectes de cette situation, mais l'évaluation de ces impacts est en cours, étant entendu qu'aucune incidence significative n'est identifiée à ce jour.

## NOTE 31 - Transactions avec les parties liées

### 31.1 Rémunération des dirigeants et administrateurs

Les principes de rémunération et avantages assimilés alloués au Président du conseil d'administration et au Directeur Général ont été définis respectivement au cours du conseil d'administration du 27 juillet 2021 et du 21 septembre 2021 et ont été revus lors du conseil d'administration du 8 avril 2022, en ce qui concerne l'arrêté des rémunérations variables dues au titre de 2021.

Une somme de 15 K€ a été provisionnée dans les comptes de Lucibel SA pour les jetons de présence à verser aux membres du Conseil d'administration au titre de l'exercice 2021. L'attribution et le versement de ces jetons de présence interviendront à l'issue de l'assemblée générale 2022 validant les comptes 2021.

Le montant total des rémunérations au titre des avantages à court terme et avantages en nature versés aux mandataires sociaux et aux organes d'administration par la Société s'est élevé à 369 K€ en 2021 contre 360 K€ en 2020. Ce montant intègre les rémunérations variables versées en 2021 au titre de 2020.

Au cours de l'exercice, 725 000 BSPCE ont été attribués aux dirigeants au prix d'exercice de 0,78 € et 150 000 ont été attribués au prix d'exercice de 0,81 €.

54 377 actions gratuites ont été attribuées à un mandataire en juillet 2021, avec une période d'acquisition de 1 an, soit jusqu'en juillet 2022 et 50 000 actions gratuites ont été attribuées en septembre 2021 à un autre mandataire, avec une période d'acquisition de 18 mois, soit jusqu'en mars 2023.

Lucibel SA n'a pas mis en place de mécanisme de prime de départ ou d'arrivée pour les mandataires sociaux excepté pour Monsieur Stéphane Vanel, Directeur Général de Lucibel SA en cas de licenciement intervenant dans les 3 ans suivant son arrivée. Il n'existe pas non plus de régime complémentaire de retraite spécifique pour les mandataires sociaux. Il n'y a pas d'avantages postérieurs à l'emploi pour les mandataires sociaux non salariés.

### 31.2 Informations concernant les parties liées et entreprises liées

Le tableau ci-dessous ne présente que les transactions résultant d'une convention règlementée, les autres transactions avec les parties liées ayant été conclues aux conditions normales de marché.

31/12/2021 - En K€, net	Société actionnaire (Etoile Finance)
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-
Charges d'exploitation	(36)

## NOTE 32 – Honoraires des Commissaires aux Comptes

Les honoraires des Commissaires aux comptes de la Société pris en charge au cours de l'exercice 2021 s'élèvent à 56 K€ au titre de leur mission.

## NOTE 33 - Etat des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

### 33.1 Créances

31/12/2021 - en K€	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>			
Créances rattachées à des participations	4 107	4 107	
Prêts	36		36
Autres immobilisations financières	138	25	114
<b>ACTIF CIRCULANT</b>			
Clients douteux ou litigieux	2 447	2 447	
Autres créances clients	992	992	
Personnel et comptes rattachés	3	3	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques	541	541	
Groupe et associés	2 122	2 122	
Avances et acomptes sur commandes fournisseurs	45	45	
Débiteurs divers	662	662	
Charges constatées d'avance	170	170	
<b>TOTAUX</b>	<b>11 265</b>	<b>10 739</b>	<b>526</b>

### 33.2 Dettes

31/12/2021 - en K€	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 942	1 681	2 238	24
Avances conditionnées	975	262	714	
Fournisseurs et comptes rattachés	1 368	1 368		
Personnel et comptes rattachés	254	254		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	688	688		
Etat et autres collectivités publiques	86	86		
Groupe et associés	4 124	4 124		
Autres dettes	85	85		
Produits constatés d'avance	1 808	266	983	559
<b>TOTAUX</b>	<b>13 329</b>	<b>8 812</b>	<b>3 935</b>	<b>582</b>

## NOTE 34 - Tableau des filiales et participations

	Capital (en devises locales)	Capitaux propres (i)	Quote-part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus (K€)		Prêts et Avances (ii) consentis et non encore remboursés (K€)	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires H.T du dernier exercice clos (K€)	Résultat du dernier exercice clos (K€)	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
<b>1 – Filiales (Plus de 50% du capital détenu)</b>											
Diligent Factory (Chine)	KRMB 4 503	17	100%	500	-		-			-	Chiffres de l'exercice 2018 Société en sommeil
Lucibel Suisse	K CHF 1100	(192)	100%	902	-	14	-			-	Chiffres de l'exercice 2020 Société en cours de liquidation
Cordel	K€ 120	(4 420)	100%	4 205	-		-				Chiffres de l'exercice 2019 Société en cours de liquidation
Lucibel Asia (Chine HK)	KHKS			50							Chiffres de l'exercice 2017 Société en cours de liquidation
Procédés Hallier	K€ 18	2 310	100%	6 533	6 533	(2 378)	-	2 024	432		Chiffres de l'exercice 2021
Lucibel Africa	KMAD 1 000	(286)	80%	73	-	11	-	3	(33)		Chiffres de l'exercice 2021
Lucibelle Paris (ex Line 5)	K€ 100	51	100%	1018	100	225	-	1 067	(236)		Chiffres de l'exercice 2021
Lorenz	(iii)	(iii)	(iii)	(iii)	(iii)	(iii)	-	659	(497)		Chiffres de l'exercice 2021
<b>2 – Participations (10% à 50% du capital détenu)</b>											
SLMS	K€ 500	(361)	50%	250	-	107	-	0	(4)		Chiffres de l'exercice 2021 Au 31 décembre 2021 les provisions sur prêts et avances s'élèvent à K€ 107
Citéclaire	K€ 100		20%	24	-	-	-				Chiffres 2021 non disponibles
Lucibel Middle East	KAED 100	(1 500)	40%	8	-	29	-	438	(0)		Chiffres de l'exercice 2020

(i) Y compris résultat de l'exercice / (ii) Y compris le cas échéant, les comptes courants et débiteurs divers / (iii) montant intégré dans le bilan de Lucibel SA au 31/12/2021 suite à la TUP

---

# RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES



# Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

## **LUCIBEL SA**

Société Anonyme à Conseil d'Administration  
au capital de 2 810 684 €  
Parc d'Activités du Hoquet  
101 Allée des Vergers  
76360 BARENTIN

## **Grant Thornton**

SAS d'Expertise Comptable et  
de Commissariat aux Comptes  
au capital de 2 297 184 €  
inscrite au tableau de l'Ordre de la région  
Paris Ile France et membre  
de la Compagnie régionale de Versailles  
RCS Nanterre B 632 013 843  
29 rue du Pont  
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

# Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

## **LUCIBEL SA**

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'Assemblée générale de la société LUCIBEL SA

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société LUCIBEL SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de cet exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

### Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Le paragraphe « Financement et continuité d'exploitation » de la note 1 de l'annexe des comptes consolidés précise les éléments qui ont été pris en considération par la société pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité de l'exploitation retenue pour l'établissement des comptes consolidés. Nos travaux ont consisté à examiner les éléments qui nous ont été communiqués à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, à apprécier que l'annexe donne une information appropriée.

Votre groupe estime la valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée selon les modalités décrites dans les paragraphes « Jugement et recours à des estimations », « Regroupements d'entreprises » et « Immobilisations incorporelles » de la note 1 de l'annexe des comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de détermination de la valeur recouvrable de ces actifs ainsi que les hypothèses et estimations retenues, et l'information fournie dans les notes 17 et 18 de l'annexe des comptes consolidés.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Neuilly-Sur-Seine, le 29 avril 2022

Le commissaire aux comptes

**Grant Thornton**

**Membre français de Grant Thornton International**



Christophe Bonte  
Associé

# Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

## **LUCIBEL SA**

Société Anonyme à Conseil d'Administration  
au capital de 2 810 684 €  
Parc d'Activités du Hoquet  
101 Allée des Vergers  
76360 BARENTIN

## **Grant Thornton**

SAS d'Expertise Comptable et  
de Commissariat aux Comptes  
au capital de 2 297 184 €  
inscrite au tableau de l'Ordre de la région  
Paris Ile France et membre  
de la Compagnie régionale de Versailles  
RCS Nanterre B 632 013 843  
29 rue du Pont  
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

# Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

## **LUCIBEL SA**

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux actionnaires de la société LUCIBEL SA

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société LUCIBEL SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Le paragraphe « Financement et continuité d'exploitation » de la note « Généralités » de l'annexe des comptes annuels précise les éléments qui ont été pris en considération par la société pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes annuels. Nos travaux ont consisté à examiner les éléments qui nous ont été communiqués à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, à vérifier que l'annexe donne une information appropriée.

Les méthodes retenues pour l'évaluation des titres de participation et des créances rattachées figurent dans le paragraphe 1.4 de la note 1 de l'annexe des comptes annuels et l'application qui en résulte est détaillée dans la note 16 « Immobilisations financières » de l'annexe des comptes annuels. Nos travaux ont consisté à apprécier les approches et les hypothèses retenues par la société au regard notamment des décisions prises par la direction et de ses plans d'actions et à réaliser des tests sur les calculs effectués par votre société.



### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

#### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : le rapport de gestion n'inclut pas les informations relatives au nombre de factures reçues ou émises non réglées à la date de clôture tel que prévu par cet article.

#### ***Informations relatives au gouvernement d'entreprise***

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

#### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly-sur-Seine, le 29 avril 2022

Le commissaire aux comptes

**Grant Thornton**

**Membre français de Grant Thornton International**



Christophe Bonte  
Associé

# Rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2021

## **LUCIBEL SA**

Société Anonyme à Conseil d'Administration  
au capital de 2 810 684 €  
Parc d'Activités du Hoquet  
101 Allée des Vergers  
76360 BARENTIN

## **Grant Thornton**

SAS d'Expertise Comptable et  
de Commissariat aux Comptes  
au capital de 2 297 184 €  
inscrite au tableau de l'Ordre de la région  
Paris Ile France et membre  
de la Compagnie régionale de Versailles  
RCS Nanterre B 632 013 843  
29 rue du Pont  
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

# Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

LUCIBEL SA

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

## 1. Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

En application de l'article L. 225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

### Convention avec ELEMIC2 Conseil

#### Mandataire concerné

Madame Catherine COULOMB, administratrice de votre Société et Présidente de ELEMIC2 Conseil

#### Nature et objet

Convention de prestations de service

#### Modalités

Votre Conseil d'administration, réuni en date du 5 février 2021, a décidé d'élargir la mission d'audit confiée en 2020 à la société ELEMIC2 Conseil, dont Madame Catherine COULOMB est la Présidente. Le nouveau périmètre de cette mission concerne le département Opérations du site de Barentin. Votre Conseil a donné son accord pour la réalisation de cette prestation pour un montant total hors taxes de 9 600 €

Le motif retenu par votre Conseil d'administration, justifiant de l'intérêt de cette convention pour votre Société est une connaissance approfondie du contexte et des enjeux de votre Société dont dispose Madame Catherine COULOMB en tant qu'administratrice de votre Société depuis plus de 7 ans. Madame Catherine COULOMB bénéficie également d'une expertise reconnue en matière de conduite d'audit organisationnel, qu'elle exerce dans le cadre de sa société ELEMIC2 Conseil.

Dans le cadre de cette convention, le montant total hors taxes des prestations de services de la société ELEMIC2 Conseil comptabilisé en charges par votre Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'est élevé à 9 600 €.

## 2. Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

### 2.1 Convention avec la société Etoile Finance

#### Mandataire concerné

Monsieur Frédéric Granotier, Président du Conseil d'administration de votre Société et Gérant de la société Etoile Finance.

#### Nature et objet

Fourniture de prestations de conseils par la société Etoile Finance, société détenant 8% du capital de votre société au 31 décembre 2021.

#### Modalités et réexamen par le conseil d'administration en application de l'article L.225-40-1 du code de commerce

Votre Conseil d'administration a examiné dans sa séance du 15 décembre 2020 la poursuite de la convention conclue avec Etoile Finance dont l'objet est rappelé ci-dessus. Il a conclu à la poursuite de cette convention pour 2021 suivant les mêmes modalités financières que celles de 2020. Ainsi, la rémunération mensuelle perçue par la société Etoile Finance s'élève à 3 000 € HT.

Dans le cadre de cette convention, le montant total hors taxes des prestations de services de la société Etoile Finance comptabilisé en charges par votre Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'est élevé à 36 000 €.

### 2.2 Convention avec ELEMIC2 Conseil

#### Mandataire concerné

Madame Catherine COULOMB, administratrice de LUCIBEL SA et Présidente de ELEMIC2 Conseil

#### Nature et objet

Convention de prestations de service

#### Modalités

Le Conseil d'administration de la Société, réuni en date du 15 décembre 2020 a décidé de confier à la société ELEMIC2 Conseil, dont Madame Catherine COULOMB est la Présidente, une mission d'audit de l'organisation de la force commerciale de la Société.

Dans le cadre de cette convention, le Conseil a donné son accord pour la réalisation de cette prestation pour un montant total hors taxes de 13 000 €, dont 2 000 € avaient été provisionnés dans les comptes de la Société au titre de l'exercice 2020. Le solde a été comptabilisé en charges sur l'exercice 2021, soit 11 000 € hors taxes

### 2.3 Avec la société Schneider Lucibel Managed Services (« SLMS »)

#### **Mandataire concerné :**

Frédéric Granotier, Président du Conseil d'administration de LUCIBEL SA et membre du Conseil d'administration de SLMS.

#### **Nature et objet :**

Convention d'avance en compte courant.

#### **Réexamen en application de l'article L.225-40-1 du code de commerce :**

Votre Conseil d'administration, réuni en date du 8 avril 2022 a constaté la poursuite de cette convention d'avance en compte courant portant sur un montant 100 000 € versée au premier trimestre 2017.

#### **Modalités**

L'avance consentie étant productive d'un intérêt annuel calculé suivant le taux moyen mensuel de l'EURIBOR 3 mois, tel que publié par la Fédération Bancaire Européenne, augmenté d'une marge de 2%. Dans le cadre de cette convention, le montant total hors taxes facturé par la Société à SLMS sur l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'est élevé à 1 532,58 €. Le montant de l'avance SLMS au 31 décembre 2021 dans les comptes de votre société s'élève à 107 469,19 €, l'ensemble des intérêts dus par SLMS ayant été capitalisés.

Neuilly-sur-Seine, le 29 avril 2022

Le Commissaire aux comptes

**Grant Thornton**

**Membre français de Grant Thornton International**



Christophe Bonte  
Associé